

# Production et Commerce Agricoles dans les pays membres de l'OCI 2023



**ORGANISATION DE LA COOPERATION ISLAMIQUE**  
CENTRE DE RECHERCHES STATISTIQUES, ECONOMIQUES ET  
SOCIALES ET DE FORMATION POUR LES PAYS ISLAMIQUES





# Agriculture et sécurité alimentaire dans les pays membres de l'OCI 2023

Renforcer la résilience des systèmes agricoles et alimentaires



**Organisation de la coopération islamique**

**Centre de recherches statistiques, économiques  
et sociales et de formation pour les pays islamiques**



© Septembre 2023 | Centre de recherches statistiques, économiques et sociales et de formation pour les pays islamiques (SESRIC)

Kudüs Cad. No: 9, Diplomatic Site, 06450 Oran, Ankara - Türkiye

Téléphone +90-312-468 6172

Internet [www.sesric.org](http://www.sesric.org)

E-mail [pubs@sesric.org](mailto:pubs@sesric.org)

Le matériel présenté dans cette publication est protégé par les droits d'auteur. Les auteurs autorisent de visionner, copier, télécharger et imprimer les données fournies par ce rapport tant que ces matériaux ne seront réutilisés, sous aucune condition, à des fins commerciales. Pour obtenir l'autorisation de copier ou réimprimer toute partie de ce document, veuillez adresser votre demande, en fournissant tous les renseignements nécessaires, au Département des publications du SESRIC.

Toutes les demandes relatives aux droits et licences doivent être adressées au Département des publications du SESRIC à l'adresse susmentionnée.

La responsabilité ultime concernant le contenu, les opinions, les interprétations et les conditions exprimées ici incombe aux auteurs et ne peut en aucun cas être considérée comme reflétant les points de vue du SESRIC, de ses États membres, de ses partenaires ou de l'OCI.

ISBN: 978-625-7162-31-9

La traduction de ce rapport a été faite par M. Denis Rmouch et M. Saleh Y. Abbas et la couverture est conçue par le Département de la publication, SESRIC.

La conception de la couverture a été faite par Savaş Pehlivan, Département des publications, SESRIC.

Pour plus d'informations, veuillez contacter le Département des recherches, SESRIC via: [research@sesric.org](mailto:research@sesric.org)

Remerciements: Sous les auspices de S.E. Mme Zehra Zümrüt SELÇUK, Directrice Générale du SESRIC, ce rapport a été préparé par une équipe de recherche dirigée par M. Mazhar Hussain, Directeur du Département de Recherches Economiques et Sociales, et composée de Dr. Fahman Fathurrahman, M. Davron Ishnazarov, et M. Muzamil Edema.

Le chapitre 1 sur la "Vue d'ensemble des ressources et des intrants" et le chapitre 4 sur "L'état de la sécurité alimentaire" ont été préparés par M. Davron Ishnazarov. Le chapitre 2 sur la "Situation actuelle de la production agricole" et le chapitre 5 sur les "Tendances en matière de nutrition" ont été préparés par M. Muzamil Edema. Le chapitre 3 sur le commerce mondial et régional, le chapitre 6 sur les moteurs des tendances de la sécurité alimentaire et la partie III sur l'amélioration de la résilience des systèmes agricoles et alimentaires ont été préparés par le Dr Fahman Fathurrahman. Les chapitres Introduction et Conclusions et recommandations ont été préparés conjointement par tous les membres de l'équipe et reflètent leur vision collective. M. Fadi Farasin, Directeur Général Adjoint du SESRIC a contribué à la révision du rapport.

# TABLE DES MATIERES

Table des matières .....	i
Acronymes .....	iii
Avant-propos .....	v
Résumé.....	1
Introduction.....	9
<b>Part I: État du développement de l'agriculture .....</b>	<b>11</b>
1. Aperçu des ressources et des intrants.....	12
1.1. Terres agricoles, main-d'œuvre et autres intrants .....	12
1.2. Ressources en eau et irrigation .....	20
2. État actuel de la production agricole.....	29
2.1. Vue d'ensemble de la production agricole .....	29
2.2. Production des principales cultures .....	32
2.3. Élevage et pêche.....	38
3. Commerce mondial et régional .....	45
3.1. Tendances des exportations et des importations .....	45
3.2. Situation du commerce intra-OCI .....	50
<b>Part II: Tendances et modèles de sécurité alimentaire .....</b>	<b>55</b>
4. État de la sécurité alimentaire .....	56
4.1. Aperçu des tendances en matière de sécurité alimentaire .....	56
4.2. Progrès vers les objectifs de sécurité alimentaire mondiale .....	60
4.3. Points névralgiques de la crise alimentaire .....	62
5. Tendances en matière de nutrition .....	65
5.1. Disponibilité et accessibilité financière des régimes alimentaires sains .....	65
5.2. Prévalence de la malnutrition et de la dénutrition .....	69
6. Facteurs d'évolution de la sécurité alimentaire .....	73
6.1. Croissance démographique .....	73
6.2. Changements dans les prix et la disponibilité des denrées alimentaires.....	75

6.3. Changement climatique et facteurs environnementaux.....	77
<b>Part III: Améliorer la résilience des systèmes agricoles et alimentaires .....</b>	<b>82</b>
<b>7. Environnement favorable au développement agricole .....</b>	<b>83</b>
7.1. Gouvernance.....	83
7.2. Accès au financement .....	85
7.3. Recherche et données.....	87
7.4. Développement des capacités.....	92
<b>8. Développement rural durable .....</b>	<b>96</b>
8.1. Développement physique et humain .....	96
8.2. Qualité des ressources naturelles .....	100
<b>Conclusions et Recommandations.....</b>	<b>103</b>
<b>Références .....</b>	<b>114</b>
<b>Annexes.....</b>	<b>120</b>

# ACRONYMES

Agri-CaB	Programme de renforcement des capacités en matière d'agriculture et de sécurité alimentaire du SESRIC
ARC	Centre de recherche agricole de l'Égypte
CDB	Conseil de développement du coton du Bangladesh
CO2	Dioxyde de carbone
COMCEC	Comité permanent pour la coopération économique et commerciale de l'OCI
COMSTECH	Comité permanent de la coopération scientifique et technologique
Cotton-CaB	Programme de renforcement des capacités du coton
COVID-19	Maladie de Coronavirus de 2019
CRED	Centre de recherche sur l'épidémiologie des catastrophes
CRI	Institut Nazilli de recherche sur le coton de Türkiye
EIU	Unité d'intelligence économique
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FAOSTAT	Division de la statistique de la FAO
PIB	Produit intérieur brut
GFSI	Indice mondial de la sécurité alimentaire
IAARD	Agence indonésienne pour la recherche et le développement agricoles
ICESCO	Organisation islamique pour l'éducation, les sciences et la culture
OIT	Organisation internationale du travail
IOD	Dipôle de l'océan Indien
IOFS	Organisation islamique de la sécurité alimentaire
IPC	Classification de la phase de sécurité alimentaire intégrée
IPCC	Groupe d'experts intergouvernemental sur les changements climatiques
RI	Rapport d'intensité
BID	Banque islamique de développement
KACST	Ville du roi Abdulaziz pour la science et la technologie
PFRDV	Pays à faible revenu et à déficit alimentaire
MARDI	Institut malaisien de recherche et de développement agricoles
MENA	Moyen-Orient et Afrique du Nord
Les ONS	Office national de statistiques
SSN	Systèmes statistiques nationaux
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OCI	Organisation de la coopération islamique
OICStat	Base de données statistique de l'OCI

AP	Agriculture de précision
PoA	Plan d'action de l'OCI
R&D	Recherche et développement
ODD	Objectifs du développement durables
SESRIC	Centre de recherches statistiques, économiques et sociales et de formation pour les pays islamiques
SIDA	Agence suédoise de coopération internationale au développement
SRI	Système d'intensification de la culture du riz
ASS	Afrique Subsaharienne
TIKA	Agence turque de coopération et de coordination
TRWR	Les ressources en eau non renouvelables totales
ONU	Organisation des Nations Unies
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
USDA	Département de l'Agriculture des États-Unis
VRT	Technologie du taux variable
WASH	Eau, assainissement et hygiène
Water-CaB	Programme du SESRIC de renforcement des capacités de gestion des ressources en eau
PAM	Programme alimentaire mondial
WGI	Indicateurs mondiaux de gouvernance de la Banque mondiale
OMS	Organisation mondiale de la Santé



# AVANT-PROPOS

Dans un monde où de nombreux défis exigent notre attention, l'agriculture apparaît comme un secteur vital qui détient la clé pour répondre à des questions pressantes telles que la sécurité alimentaire, la pauvreté et le développement économique. Dans les pays membres de l'OCI, l'agriculture joue un rôle exceptionnellement important en fournissant de la nourriture, des revenus et des emplois à des millions de personnes. Actuellement, le secteur agricole représente 10,4 % du PIB des pays de l'OCI, ce qui est beaucoup plus important que la moyenne mondiale de 4,3 %. En outre, 216 millions de personnes dans les pays de l'OCI travaillent dans le secteur agricole, ce qui équivaut à 32% de la totalité de leurs emplois. Malgré son rôle crucial, les défis et les opportunités associés à l'agriculture dans nos pays membres sont divers et complexes, exigeant une compréhension globale des questions en jeu et la formulation de politiques et de stratégies efficaces.

C'est avec grand plaisir que je vous présente le rapport du SESRIC sur '*Agriculture et sécurité alimentaire dans les pays membres de l'OCI: Renforcer la résilience des systèmes agricoles et alimentaires.*' Ce rapport met en lumière les défis auxquels sont confrontés les pays de l'OCI pour parvenir à un développement agricole durable et assurer la sécurité alimentaire de leurs populations. Il fournit un aperçu détaillé de l'état actuel de l'agriculture, identifie les principaux moteurs des tendances en matière de sécurité alimentaire et propose des recommandations politiques précieuses pour renforcer la résilience des systèmes agricoles et alimentaires.

Le rapport souligne l'évolution des préférences en matière d'emploi et de la participation de la main-d'œuvre, en mettant en évidence l'abandon significatif du secteur agricole dans les pays de l'OCI. Bien que la proportion d'emplois dans l'agriculture ait diminué au cours de la dernière décennie, il convient de noter qu'environ 1,4 milliard d'hectares de terres dans les pays de l'OCI, soit un tiers de l'ensemble des terres agricoles du monde, sont toujours consacrés au secteur de l'agriculture. Cette situation offre des possibilités d'amélioration de la productivité grâce à l'utilisation de machines modernes, d'engrais et de techniques d'irrigation efficaces. Le rapport encourage les pays membres à saisir ces opportunités et à libérer pleinement le potentiel du secteur agricole.

En outre, le rapport examine la dynamique commerciale mondiale et régionale des pays de l'OCI en matière de produits alimentaires et agricoles. Si certains pays de l'OCI ont des excédents commerciaux, la plupart sont confrontés à des déficits dans

ce domaine. Pour tirer le meilleur parti du commerce international, il est essentiel d'améliorer le commerce intra-OCI en renforçant la coopération entre les pays membres. La coopération est la clé qui nous permettra de libérer notre potentiel collectif, d'assurer un avenir prospère à nos populations et de développer des industries agroalimentaires compétitives.

D'autre part, la sécurité alimentaire reste un défi persistant pour de nombreux pays de l'OCI, exacerbé par les effets considérables de la pandémie de COVID-19, la fluctuation des prix des denrées alimentaires et l'instabilité géopolitique. Le rapport indique que 203 millions de personnes dans les pays de l'OCI, soit 11,2 % de leur population totale, seront sous-alimentées en 2020. Cela met en évidence les problèmes urgents de la faim, de la malnutrition et de l'accès à l'eau potable, à l'assainissement et aux services d'hygiène. Elle souligne l'impératif d'efforts concertés pour surmonter ces défis complexes et parvenir à une sécurité alimentaire durable. Il s'agit d'un appel à l'action, exhortant les pays de l'OCI à donner la priorité au bien-être de leurs populations et à adopter des pratiques agricoles durables qui nourrissent à la fois les individus et la planète.

Alors que nous relevons les défis complexes et interconnectés de l'avancement du développement agricole et de la sauvegarde de la sécurité alimentaire, il devient impératif de cultiver un environnement favorable qui nourrit une agriculture compétitive, favorise une industrie alimentaire dynamique et stimule la croissance économique globale dans les pays membres de l'OCI. Le rapport met en évidence l'importance cruciale de la bonne gouvernance, de l'amélioration de l'accès au financement, de l'augmentation des investissements dans la recherche et les données, et de la poursuite du développement des capacités. Le développement rural durable est également essentiel pour renforcer nos systèmes agricoles et alimentaires. Il s'agit d'autonomiser les agriculteurs par l'éducation et la formation, d'améliorer les infrastructures rurales et de protéger nos ressources naturelles.

Enfin et surtout, je suis fermement convaincu que ce rapport constituera une ressource inestimable pour les décideurs politiques, les chercheurs et les parties prenantes, et qu'il guidera leurs efforts pour renforcer la résilience des systèmes agricoles et alimentaires dans les pays de l'OCI. Saisissons cette opportunité et travaillons ensemble, unis dans un même but, pour réaliser notre vision d'un avenir prospère, durable et sûr sur le plan alimentaire pour tous.

**Zehra Zümrüt SELÇUK**  
Directrice générale  
SESRIC

# RESUME

## PARTIE I: État du développement de l'agriculture

### *Aperçu des ressources et des intrants*

Des facteurs tels que l'urbanisation ont modifié les préférences en matière d'emploi et la participation au marché du travail. La proportion de l'emploi dans le secteur agricole a diminué de 37,8% en 2011 à 31,9% en 2021 parmi les pays de l'OCI, tandis que globalement il a chuté de 31,8% à 26,6% au cours de la même période. Malgré cela, une part importante des terres dans les pays de l'OCI est toujours consacrée à l'agriculture, certains pays dépassant les 70 % de terres agricoles en 2020.

La productivité dans l'agriculture est en partie liée à l'utilisation de machines et d'engrais. Bien que l'utilisation d'engrais par hectare de terre arable ait augmenté dans les pays de l'OCI, elle reste nettement inférieure à celle des pays en développement non membres de l'OCI et aux moyennes mondiales. De même, l'utilisation de machines par unité de terre cultivée dans les pays de l'OCI est considérablement inférieure à celle des autres groupes de pays.

La gestion des ressources en eau est cruciale pour le développement agricole, en particulier dans les régions soumises à un stress hydrique où se trouvent de nombreux pays de l'OCI. Certains pays de l'OCI sont confrontés à des niveaux élevés ou extrêmement élevés de stress hydrique. L'irrigation de surface est la technique la plus couramment utilisée dans les pays de l'OCI, ce qui entraîne un gaspillage substantiel de l'eau, alors que des techniques plus efficaces comme l'aspersion et l'irrigation localisée sont employées dans une moindre mesure.

Malgré tous ces défis, il est possible d'améliorer les possibilités d'emploi, d'augmenter la productivité grâce à l'utilisation de machines et d'engrais, et de mettre en œuvre des techniques d'irrigation efficaces dans les pays de l'OCI afin de promouvoir l'agriculture durable et de relever les défis du stress hydrique.

### *État actuel de la production agricole*

La contribution de l'agriculture au PIB dans les pays membres de l'OCI et dans d'autres régions a connu un déclin dû à divers facteurs. L'un des facteurs importants est le processus de transformation structurelle, dans lequel les économies passent d'une économie essentiellement agraire à une économie davantage axée sur l'industrie et les services. Cependant, il est important de souligner que malgré ce déclin général, certains

pays de l'OCI ont fait des progrès notables dans leurs secteurs agricoles au cours des deux dernières décennies. Plus précisément, le Tchad, la Jordanie, le Tadjikistan, l'Irak, le Qatar, l'Iran, le Mali, le Nigeria, le Niger et le Kazakhstan ont affiché les taux de croissance annuelle les plus élevés de la valeur ajoutée agricole entre 2000 et 2021.

Les pays de l'OCI ont amélioré leurs performances en matière de production agricole par rapport à d'autres régions. Depuis 2016, la production agricole des pays de l'OCI a connu une augmentation de 13,2%, dépassant celle des pays en développement non membres de l'OCI (10,8%), des pays développés (0,1%) et de la moyenne mondiale (9,9%). Dans l'ensemble, la production de cultures primaires, de produits de l'élevage et de la pêche dans les pays de l'OCI a affiché une croissance positive au cours de la dernière décennie, certains produits et secteurs connaissant des augmentations plus significatives que d'autres.

L'analyse de la production mondiale de cultures primaires, telles que les céréales, les fruits, les légumes, les racines et les tubercules, révèle une augmentation absolue au cours de la dernière décennie. Cependant, la part des céréales dans la production mondiale a diminué dans les pays de l'OCI de 14,6% en 2011 à 13,2% en 2021, bien qu'elles restent le plus grand groupe de cultures produites. D'autre part, les fruits, les légumes, les racines et les tubercules, tout en constituant une plus petite partie de la production dans les pays de l'OCI, ont montré une croissance notable, augmentant leur part dans la production mondiale entre 2011 et 2021. En outre, les pays de l'OCI détiennent une part importante de la production mondiale de produits spécifiques tels que les dattes (97%), les fruits du palmier à huile (88%), les fèves de cacao (64%), le manioc (37%) et le millet (35%).

Dans le secteur de l'élevage et de la pêche, les pays de l'OCI ont connu une croissance substantielle de la production de viande, de lait et d'œufs entre 2011 et 2021. La production de viande a augmenté de 40,5 %, passant de 28,1 millions de tonnes à 39,4 millions de tonnes. De même, la production de lait a augmenté de 30,8 %, passant de 122,7 millions de tonnes à 160,5 millions de tonnes, tandis que la production d'œufs a connu une croissance importante et la plus élevée parmi ces produits, doublant presque de 7,6 millions de tonnes à 14,4 millions de tonnes. De même, la production halieutique a également progressé de manière positive. La production de pêche dans l'OCI a augmenté de manière significative de 15,5 millions de tonnes en 2010 à 19,9 millions de tonnes en 2020, représentant 21,7% de la production mondiale de pêche en 2020.

### ***Commerce mondial et régional***

Les pays de l'OCI ont connu une croissance de leurs capacités de commerce international de produits alimentaires et agricoles. Toutefois, la région reste un importateur net, les importations dépassant les exportations. La valeur des exportations est passée de 141,7 milliards de dollars en 2011 à 188,1 milliards de

dollars en 2021, et celle des importations de 218,6 milliards de dollars en 2011 à 292,9 milliards de dollars en 2021. Le commerce intra-OCI dans l'agriculture a également montré une croissance positive, avec la valeur du commerce agricole intra-OCI augmentant d'environ 85% de 2011 à 2021. Toutefois, ce commerce est concentré dans quelques pays de l'OCI, ce qui limite les avantages plus larges du commerce intra-OCI.

Il existe des disparités entre les pays de l'OCI en termes de commerce international de produits alimentaires et agricoles, certains pays ayant des excédents commerciaux alors que la majorité enregistre des déficits. Ces disparités offrent l'opportunité de renforcer le commerce intra-OCI et de promouvoir la coopération entre les pays membres.

En termes de composition des produits, les pays de l'OCI présentent des déficits commerciaux dans les domaines suivants : "céréales et préparations", "autres produits alimentaires", "produits laitiers et œufs", et "sucre et miel". Cependant, les pays de l'OCI ont des excédents commerciaux dans les "fruits et légumes", ainsi que dans les "graisses et huiles (à l'exclusion du beurre)". Ces groupes de produits jouent un rôle important dans les exportations alimentaires et agricoles de l'OCI.

## **PARTIE II: Tendances et modèles de sécurité alimentaire**

### ***État de la sécurité alimentaire***

Les défis liés à l'éradication de la famine et à l'insécurité alimentaire persistent en raison de la pandémie de COVID-19, de la hausse des prix des denrées alimentaires liée à la guerre entre la Russie et l'Ukraine, des conflits et de l'insécurité, ainsi que d'autres facteurs, ce qui entraîne une insécurité alimentaire et des difficultés socio-économiques persistantes. Parmi les pays de l'OCI, les Émirats arabes unis occupent la première place dans l'indice de sécurité alimentaire mondiale, suivis par le Qatar, le Kazakhstan, Oman et le Bahreïn. Bien que des progrès aient été réalisés dans certains domaines, une évolution négative des conditions de sécurité alimentaire a été observée dans certains pays de l'OCI.

En termes de sous-alimentation, les pays de l'OCI représentent une part importante de la population sous-alimentée mondiale. En 2020, environ 203 millions de personnes dans les pays de l'OCI étaient sous-alimentées, ce qui représente 28 % de la population sous-alimentée mondiale et 11,2 % de la population totale de l'OCI. Bien que la prévalence de la sous-alimentation dans les pays de l'OCI reste plus élevée que la moyenne mondiale, une tendance à la baisse a été observée au cours de la dernière décennie. Plusieurs pays membres de l'OCI sont classés parmi les pays à faible revenu et à déficit alimentaire et sont en crise, nécessitant une assistance alimentaire extérieure. Ces pays sont confrontés

à un double fardeau d'insécurité alimentaire et nécessitent des efforts concertés pour relever leurs défis complexes et parvenir à la sécurité alimentaire.

### ***Tendances en matière de nutrition***

L'adéquation moyenne de l'apport énergétique alimentaire, qui tient compte à la fois de la disponibilité et de la qualité des aliments, a montré une augmentation globale, y compris dans les pays de l'OCI. Entre 2010 et 2020, l'adéquation moyenne de l'approvisionnement énergétique alimentaire a augmenté de manière significative dans le groupe des pays de l'OCI, de 116% à 123%, plus que l'augmentation au niveau mondial de 119% à 123%. Toutefois, certains pays de l'OCI sont encore confrontés à des difficultés pour assurer un approvisionnement énergétique adéquat, notamment le Mozambique, l'Irak, le Yémen et la Somalie.

Le coût d'un régime alimentaire sain a augmenté globalement, avec la plus forte augmentation observée dans le groupe des pays de l'OCI de 7,7%, de 3,10 \$ US/personne/jour en 2017 à 3,34 \$ US/personne/jour en 2020. Le caractère abordable des régimes alimentaires nutritifs reste une préoccupation, car les populations de plusieurs pays de l'OCI, dont le Nigeria, le Soudan, le Mozambique et le Pakistan, n'ont pas les moyens de s'offrir un régime alimentaire sain.

Par conséquent, la malnutrition devient un problème important dans de nombreux pays de l'OCI, avec des retards de croissance, une émaciation et une surcharge pondérale affectant les enfants de moins de cinq ans. Les taux de prévalence de ces maladies sont élevés dans des pays comme la Libye, le Niger, le Soudan, le Yémen et le Pakistan.

L'accès aux services d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH) est essentiel pour améliorer le bien-être nutritionnel, mais il existe des disparités entre les pays de l'OCI, les pays à faible revenu étant confrontés à des défis plus importants. L'accès aux services d'assainissement et d'eau potable de base est insuffisant dans plusieurs pays de l'OCI, tels que le Cameroun, le Nigeria, les Comores et le Burkina Faso. Une action urgente est nécessaire pour garantir l'accès à l'eau potable et aux installations sanitaires pour tous les individus dans les pays de l'OCI afin d'atténuer les risques pour la sécurité alimentaire et la santé publique.

### ***Facteurs d'évolution de la sécurité alimentaire***

L'expansion rapide de la population nécessite une augmentation de la production alimentaire, ce qui représente un défi si l'on considère que de nombreux pays de l'OCI dépendent fortement des importations de denrées alimentaires et qu'une partie importante de la population n'a pas les moyens de s'offrir un régime alimentaire sain. Le changement climatique exacerbe les difficultés à trouver des ressources naturelles

pour l'agriculture. Pour relever ces défis, il faut modifier la production et la consommation alimentaires tout en garantissant la durabilité.

La pandémie de COVID-19 et l'instabilité géopolitique contribuent à un ralentissement économique et à une pression inflationniste sur les prix des denrées alimentaires. Le conflit en Ukraine perturbe les chaînes d'approvisionnement et les marchés alimentaires mondiaux, entraînant une hausse des prix des produits de base. Les sanctions et les perturbations de l'approvisionnement en pétrole contribuent également à l'augmentation du coût des denrées alimentaires. Les sanctions et les perturbations de l'approvisionnement en pétrole contribuent également à l'augmentation du coût des denrées alimentaires.

Le changement climatique affecte les disponibilités alimentaires en ayant un impact négatif sur la production agricole, comme la réduction des rendements et les mauvaises récoltes. Il affecte également l'accès à la nourriture, en particulier pour les populations vulnérables et les personnes travaillant dans le secteur agricole. Les phénomènes météorologiques extrêmes et les catastrophes naturelles perturbent le commerce agricole et les infrastructures de transport, ce qui met encore plus en péril la sécurité alimentaire. Le changement climatique perturbe également la stabilité et l'utilisation des aliments, entraînant des ruptures d'approvisionnement et des changements d'habitudes alimentaires susceptibles d'affecter l'état nutritionnel.

Les pays de l'OCI ont besoin d'approches globales pour aborder la question de la sécurité alimentaire, en tenant compte de la croissance démographique, des changements dans les prix et la disponibilité des denrées alimentaires, et de l'impact du changement climatique. Dans ce contexte, il est important de mettre en place des systèmes agricoles durables, des mesures d'adaptation au changement climatique et un accès équitable à la nourriture afin d'assurer la sécurité alimentaire à long terme.

## **PARTIE III: Améliorer la résilience des systèmes agricoles et alimentaires**

### ***Environnement favorable au développement agricole***

La création d'un environnement favorable est cruciale pour favoriser la compétitivité de l'industrie agroalimentaire et le développement économique global des pays membres de l'OCI. Pour y parvenir, il convient d'accorder de l'importance au renforcement de la gouvernance, à l'amélioration de l'accès au financement, à l'investissement dans la recherche et la collecte de données, ainsi qu'au développement des capacités.

La bonne gouvernance est essentielle pour améliorer l'efficacité, la productivité et la durabilité du secteur agricole. Elle est identifiée en tant que facteur fondamental contribuant à la sous-performance de nombreux pays en développement. Le renforcement de l'infrastructure de gouvernance, y compris l'État de droit, le contrôle de la corruption, l'efficacité du gouvernement, la qualité de la réglementation, la voix et la responsabilité, et la stabilité politique, est nécessaire pour des réformes positives dans l'agriculture.

L'accès au financement joue un rôle essentiel dans la facilitation de la production agricole. Cependant, de nombreux petits exploitants et PME de l'industrie agroalimentaire sont confrontés à des difficultés d'accès aux services financiers, en particulier dans les zones rurales. La faiblesse du régime foncier et des droits de propriété entrave en outre l'investissement dans des technologies bénéfiques, ce qui réduit la productivité agricole et le développement à long terme. Des mesures telles que le renforcement des capacités, le soutien financier et les garanties peuvent contribuer à améliorer l'accès des agriculteurs au financement.

La recherche et le développement (R&D) sont essentiels pour stimuler la croissance de la productivité agricole. Les gouvernements, les entreprises privées et les organisations internationales investissent dans la R&D pour développer de nouvelles technologies et innovations. Cependant, les dépenses de recherche agricole sont inférieures à l'objectif recommandé au niveau mondial. Les pays de l'OCI ont fait des progrès, mais leur ratio d'intensité moyen (dépenses de recherche agricole en pourcentage du PIB agricole) reste inférieur à la moyenne mondiale. La collaboration entre pays présentant des caractéristiques similaires peut favoriser le développement des systèmes de recherche agricole.

### ***Développement rural durable***

Pour renforcer la résilience des systèmes agricoles et alimentaires, il faut mettre l'accent sur le développement rural durable, qui comprend le développement physique et humain, ainsi que la gestion durable des ressources naturelles. Une attention particulière devrait être accordée aux défis auxquels sont confrontés les petits exploitants agricoles, qui constituent la majorité dans les pays de l'OCI (76 % du total des exploitations agricoles). Ces agriculteurs ont souvent recours à des méthodes traditionnelles à forte intensité de main-d'œuvre, ce qui se traduit par une faible productivité. Toutefois, il est essentiel de reconnaître le potentiel des petites exploitations à devenir des producteurs efficaces et à contribuer à la croissance économique. Pour y parvenir, il faut améliorer la productivité agricole, promouvoir le développement des secteurs ruraux non agricoles et diversifier les cultures.



L'éducation apparaît comme un facteur clé de l'amélioration de l'efficacité de la main-d'œuvre agricole. La mise en œuvre de programmes de formation portant sur les technologies agricoles modernes, les pratiques de gestion durable des terres et la gestion financière peut apporter des avantages substantiels aux populations rurales. En outre, le développement des infrastructures, notamment la mise en place de réseaux routiers fiables, l'approvisionnement en électricité et l'amélioration des réseaux de communication, joue un rôle essentiel dans l'amélioration de l'accès aux marchés et aux ressources pour les agriculteurs et l'industrie agroalimentaire.

L'amélioration de la qualité des ressources naturelles, telles que l'eau, la terre et le sol, est également d'une importance capitale pour la production agricole. L'adoption de techniques modernes telles que la rotation des cultures et l'agriculture de précision peut améliorer considérablement la productivité des terres, tandis que les pratiques de conservation servent à préserver leur durabilité. Il est indispensable de garantir une disponibilité adéquate de l'eau pour favoriser la croissance des cultures, et il est crucial de trouver le bon équilibre. La qualité du sol, avec sa capacité à fournir des nutriments et un support physique, joue un rôle essentiel dans les systèmes agricoles. Par conséquent, il est impératif de prévenir la dégradation des sols résultant de l'érosion, de la surexploitation ou d'une mauvaise gestion afin de préserver la fertilité et de maintenir les niveaux de productivité.

## **Conclusions et recommandations politiques**

Le secteur agricole dans les pays de l'OCI est crucial pour l'emploi, les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire. Toutefois, elle est confrontée à des défis tels que les problèmes de productivité, les crises économiques et les effets du changement climatique. Pour renforcer la résilience des systèmes agricoles et alimentaires, les pays de l'OCI devraient se concentrer sur l'amélioration de l'environnement favorable, l'adoption de pratiques de développement rural durable et la mise en œuvre des recommandations politiques suivantes :

- Soutenir les agriculteurs vulnérables et les petits exploitants par des programmes de formation et d'éducation, une aide humanitaire opportune et des mesures de protection sociale.
- Garantir la propriété foncière et les droits de propriété pour lutter contre les inégalités, promouvoir la croissance agricole et renforcer l'autonomie des ménages ruraux.

- Développer de nouveaux modèles d'entreprise tels que l'agriculture contractuelle afin de promouvoir des pratiques durables, de créer des opportunités de marché et d'améliorer l'accès au financement et aux ressources.
- Mettre en œuvre des politiques de prix et des réglementations commerciales efficaces afin de concilier les intérêts des agriculteurs, des consommateurs et de l'économie, et d'améliorer le commerce agroalimentaire.
- Améliorer l'accès au marché et au financement en développant les infrastructures, en renforçant les institutions et en promouvant des services financiers accessibles à tous.
- Soutenir l'adoption de technologies et de pratiques modernes, y compris la numérisation, afin d'améliorer la productivité et la durabilité de l'agriculture.
- Renforcer la capacité des agriculteurs à mettre en œuvre des pratiques agricoles intelligentes face au climat, à atténuer le changement climatique et à s'y adapter.
- Renforcer les partenariats public-privé pour le développement des infrastructures rurales, notamment les routes, les ressources en eau, l'électricité et les services WASH.
- Améliorer la coopération entre les pays membres de l'OCI par le partage des connaissances, l'éducation et les programmes de formation, les accords commerciaux et l'harmonisation des politiques et des réglementations.

La mise en œuvre de ces recommandations et le renforcement de la coopération peuvent permettre aux pays de l'OCI d'augmenter leur production agricole et alimentaire, d'assurer la sécurité alimentaire de leurs populations et de promouvoir la croissance et la prospérité générales.

# INTRODUCTION

Le secteur agricole continue d'être un secteur vital pour les économies des pays membres de l'OCI, servant de source cruciale de nourriture, de revenu et d'emploi pour des millions de personnes. Cependant, les pays membres de l'OCI sont confrontés à des défis pour assurer le développement agricole et la sécurité alimentaire de leurs populations. Parmi ces défis, l'escalade des conflits et de l'insécurité sur leurs territoires constitue une préoccupation majeure. Selon Davies et al. (2023) en 2020, 33 des 56 (59%) conflits enregistrés dans le monde se sont passés dans les pays de l'OCI, dont la majorité globale était des conflits internes. Les conflits perturbent la production agricole, déplacent les populations rurales et entravent l'accès aux ressources vitales, ce qui entraîne une instabilité qui a de graves répercussions sur la production et la disponibilité globales des denrées alimentaires. En conséquence, les pénuries alimentaires s'aggravent, entraînant une vulnérabilité accrue des communautés.

En outre, la volatilité des prix des denrées alimentaires constitue un autre défi crucial pour les pays de l'OCI. Les fluctuations des prix mondiaux des denrées alimentaires, influencées par des facteurs tels que l'instabilité géopolitique, les conditions météorologiques, les politiques commerciales, les prix de l'énergie et la spéculation sur les marchés, ont des conséquences importantes sur le caractère abordable et accessible des denrées alimentaires. Les populations vulnérables, en particulier celles dont le pouvoir d'achat est limité, subissent de plein fouet les chocs de prix, qui peuvent aggraver l'insécurité alimentaire et la malnutrition.

La menace du changement climatique, qui constitue un risque important pour les systèmes agricoles et la sécurité alimentaire dans les pays de l'OCI, ne fait qu'aggraver ces défis. La hausse des températures, la modification des régimes de précipitations et les phénomènes météorologiques extrêmes ont des effets néfastes sur le rendement des cultures, la productivité du bétail et la pêche. Les petits exploitants agricoles, qui constituent la majeure partie de la main-d'œuvre agricole, sont particulièrement vulnérables à ces effets liés au climat.

À la lumière de ces circonstances, ce rapport sur *l'Agriculture et la sécurité alimentaire dans les pays membres de l'OCI 2023: Renforcer la résilience des systèmes agricoles et alimentaires* vise à fournir une analyse complète de l'état actuel de l'agriculture et de la sécurité alimentaire dans les pays de l'OCI, avec un accent particulier sur le renforcement de la résilience des systèmes agricoles et alimentaires. Le rapport

explore les défis auxquels sont confrontés les pays de l'OCI pour atteindre la sécurité alimentaire et propose des solutions potentielles et des meilleures pratiques pour surmonter ces obstacles. En outre, le rapport aligne les efforts des pays de l'OCI sur le plan d'action 2025 de l'OCI et sur le programme mondial plus large des objectifs de développement durable (ODD).

Ce rapport examine de manière critique les défis actuels auxquels sont confrontés les pays membres de l'OCI en matière de développement agricole et de sécurité alimentaire, en particulier dans l'ère post-COVID-19. Il souligne la nécessité d'intensifier les efforts pour mettre en place des systèmes agricoles et alimentaires résilients afin de minimiser les risques futurs pour l'agriculture et la sécurité alimentaire. L'analyse présentée dans le rapport s'appuie sur un large éventail de sources, notamment des données statistiques, des études de cas et des avis d'experts. Il analyse les données des pays de l'OCI en tant que groupe, avec une désagrégation pour les niveaux de revenu et les pays membres individuels<sup>1</sup>, souvent en comparaison avec les pays développés et les pays en développement non membres de l'OCI, ainsi qu'avec les moyennes mondiales.

Le rapport est divisé en quatre parties. La première partie, "État du développement agricole", examine l'état actuel du secteur agricole, y compris une analyse des ressources agricoles, de la production agroalimentaire et de la situation commerciale.

La deuxième partie, "Tendances et modèles de sécurité alimentaire", explore l'état et le développement des questions critiques de sécurité alimentaire dans les pays membres de l'OCI. Il analyse également les progrès des pays de l'OCI vers la réalisation des objectifs de l'ODD 2 Faim Zéro. En outre, cette section donne un aperçu des moteurs de la sécurité alimentaire dans les pays de l'OCI, englobant la croissance démographique, les changements dans les prix des denrées alimentaires et le changement climatique.

La troisième partie, intitulée "Améliorer la résilience des systèmes agricoles et alimentaires", examine les domaines importants qui doivent être abordés pour améliorer la résilience des systèmes agricoles et alimentaires. Pour parvenir à la résilience dans ces régions, il faut se concentrer à la fois sur le soutien d'un environnement favorable et sur la promotion d'un développement rural durable. Enfin, la dernière partie du rapport résume les résultats et propose des recommandations politiques concises pour améliorer la résilience des systèmes agricoles et alimentaires.

---

<sup>1</sup> Voir l'annexe I pour la classification des pays.

1

**ÉTAT DU  
DÉVELOPPEMENT DE  
L'AGRICULTURE**

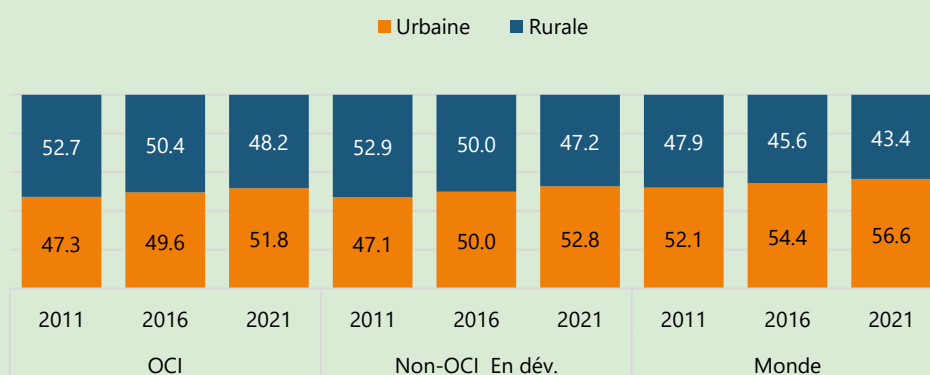
# 1. Aperçu des ressources et des intrants

L'Organisation de la coopération islamique (OCI) est composée de 57 pays membres, chacun disposant de ressources et d'un potentiel agricoles uniques. Pour de nombreux pays de l'OCI, l'agriculture est considérée comme un secteur vital pour leurs économies, fournissant de la nourriture, des revenus et des emplois à des millions de personnes. Ce chapitre fournit un aperçu comparatif d'indicateurs sélectionnés sur la disponibilité et l'utilisation des ressources agricoles telles que la terre, la main-d'œuvre, l'eau et d'autres intrants.

## 1.1. Terres agricoles, main-d'œuvre et autres intrants

Avec une population totale d'environ 2 milliards de personnes en 2021, les pays membres de l'OCI représentent un quart de la population mondiale. La population rurale mondiale est passée d'environ 3,37 milliards de personnes en 2011 à 3,42 milliards en 2021. De même, la population rurale totale dans les pays de l'OCI a augmenté de 844 millions à 933 millions de personnes au cours de la même période. Par ailleurs, la proportion de la population rurale par rapport à la population totale a diminué tant dans les pays de l'OCI qu'au niveau mondial.

**GRAPHIQUE 1.1** Population urbaine et rurale (% du total), 2011-2021



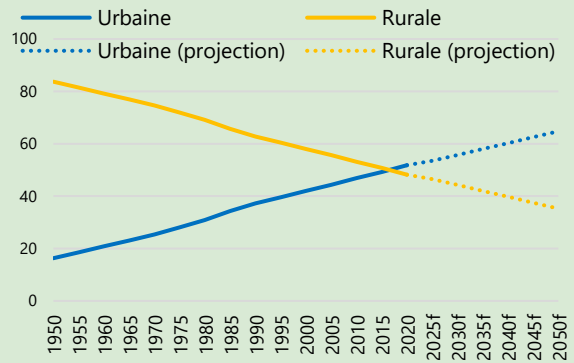
Source: Calculs de l'équipe du SESRIC basés sur les données des Nations Unies, Perspectives de l'urbanisation mondiale 2018.

En 2021, la population rurale des pays de l'OCI représentait 48,2 % de la population totale, contre 47,2 % dans les pays en développement non membres de l'OCI et une moyenne mondiale de 43,4 % (**GRAPHIQUE 1.1**). En 2021, la population rurale des pays de l'OCI représentait 48,2% de la population totale, contre 47,2% dans les pays en développement non membres de l'OCI et la moyenne mondiale de 43,4 % (**GRAPHIQUE 1.1**).

La proportion de la population urbaine dans le total devrait en outre augmenter dans les pays de l'OCI et dans le monde. D'ici 2050, la population urbaine des pays de l'OCI devrait représenter 65 % de la population totale (**GRAPHIQUE 1.2**). Cette tendance résulte principalement de l'exode rural, les individus s'installant dans les zones urbaines à la recherche de meilleures perspectives d'emploi, de possibilités d'éducation et d'un accès à des services de santé de qualité.

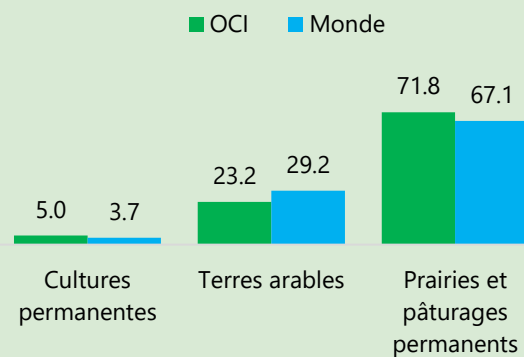
Dans le même temps, avec l'augmentation de la population, les villes s'étendent vers les zones rurales. Les banlieues ont été transformées en villes avec la construction de nouveaux bâtiments, d'usines, l'établissement de nouvelles activités industrielles et d'infrastructures appropriées. Il est toutefois important de garder à l'esprit qu'une gestion et des investissements appropriés en vue de l'automatisation des activités agricoles peuvent compenser les pertes d'emplois et de surfaces associées à l'urbanisation (Marinoudi et al., 2019).

**GRAPHIQUE 1.2** Population urbaine et rurale (% du total) dans les pays de l'OCI, 1950-2050



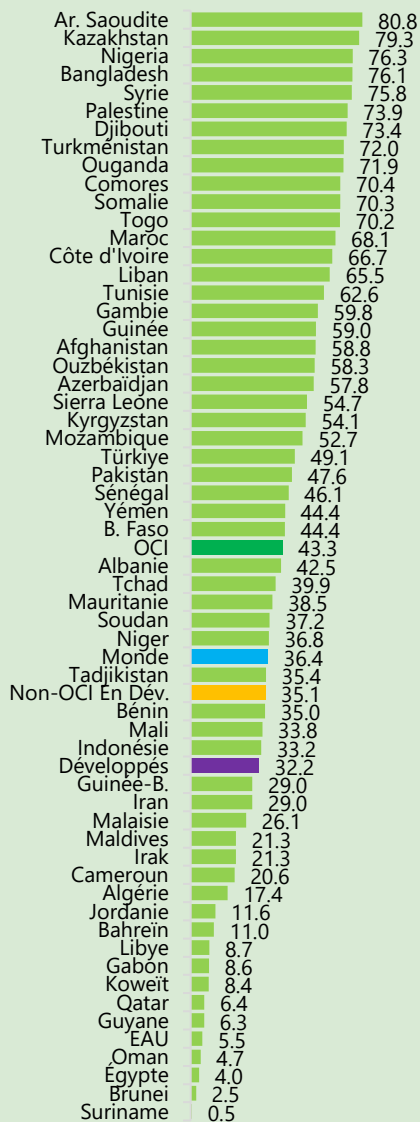
Source: Calculs de l'équipe du SESRIC basés sur les données des Nations Unies, Perspectives de l'urbanisation mondiale 2018.

**GRAPHIQUE 1.3** Utilisation des terres agricoles (de la superficie des terres agricoles) par type, OCI vs monde, 2020



Source: Calculs du personnel du SESRIC basés sur les données de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), base de données en ligne FAOSTA.

### GRAPHIQUE 1.4 Superficie agricole (% de la superficie totale) dans les pays de l'OCI, 2020



Source: Calculs du personnel du SESRIC basés sur les données de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, base de données FAOSTAT.

## Utilisation des terres agricoles

L'utilisation efficace et productive des terres agricoles est un élément essentiel du développement agricole. Une grande partie des terres des pays est utilisée pour des activités agricoles. En 2020, environ 36,4 % de la surface terrestre mondiale sera utilisée pour l'agriculture. Étant donné qu'une grande partie de la superficie totale des terres est habitable, dans les zones arides et montagneuses, le secteur de l'agriculture représente la plus grande partie de la superficie habitable. À cet égard, les pays de l'OCI ont une superficie agricole totale de 1,4 milliard d'hectares, ce qui correspond à 28,8% de la superficie agricole mondiale totale.

Comme le montre le **GRAPHIQUE 1.3**, en 2020, la majorité des terres agricoles dans les pays de l'OCI seront consacrées aux prairies et pâturages permanents (communément appelés pâturages), représentant 71,8 % (982 millions d'hectares) de l'ensemble des terres agricoles. Au niveau mondial, les pâturages représentent 67,1 % de la superficie agricole totale. Si l'on considère la superficie cultivée, qui est la somme des terres arables et des terres cultivées en permanence, on constate que le pourcentage de la superficie cultivée dans la superficie agricole totale des pays de l'OCI était de 28,2 %, ce qui est inférieur à la moyenne mondiale de 32,9 %. La superficie des terres arables des pays de l'OCI s'élevait à 317 millions d'hectares, ce qui correspond à 23,2% de leur superficie agricole totale. En outre, les terres consacrées aux cultures permanentes dans les pays de l'OCI s'élevaient à 67,8 millions d'hectares et représentaient 5 % de leur superficie agricole totale. En comparaison, 3,7 % de la surface agricole sont utilisés pour les cultures permanentes.



Dans les 34 pays de l'OCI, la proportion de la superficie totale attribuée aux activités agricoles est supérieure à la moyenne mondiale. Dans 12 pays de l'OCI en particulier, il était supérieur à 70 %. D'autre part, dans 10 pays de l'OCI, à savoir le Suriname, le Brunei Darussalam, l'Égypte, Oman, les Émirats arabes unis, la Guyane, le Qatar, le Koweït, le Gabon et la Libye, les activités agricoles utilisent moins de 10 % de la superficie totale du pays. (**GRAPHIQUE 1.4**).

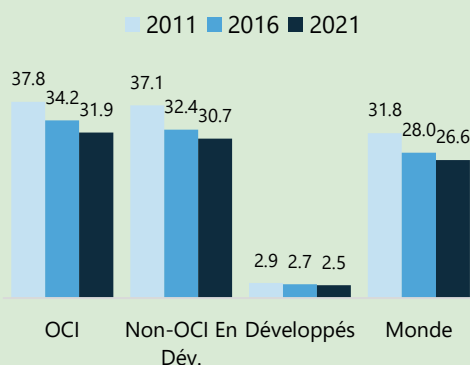
La qualité des terres est tout aussi cruciale que leur disponibilité lorsqu'il s'agit de productivité agricole. Il est essentiel pour l'agriculture car il fournit les nutriments et le soutien nécessaires aux cultures. Diverses caractéristiques des terres, telles que la texture, la structure, la teneur en matière organique et la disponibilité des éléments nutritifs, déterminent la productivité agricole. La dégradation des sols causée par l'érosion, la surexploitation ou une mauvaise gestion constitue une menace importante pour la productivité agricole, affectant environ un cinquième de la surface des terres végétalisées de la planète entre 2000 et 2015. Les pays de l'OCI, en particulier, ont environ 500 millions d'hectares de terres dégradées, avec quatre pays confrontés à des niveaux alarmants de dégradation des terres, à savoir le Tadjikistan (97%), le Bangladesh (65%), le Koweït (64%), et le Bénin (53%), avec un risque de désertification (SESRIC, 2021b).

La dégradation des terres n'est pas uniquement due à des causes naturelles ; l'activité humaine joue également un rôle important. Les pratiques agricoles non durables, l'urbanisation rapide, la faible gouvernance foncière et l'expansion des zones agricoles contribuent à des changements incontrôlés de l'utilisation des sols et à leur dégradation. Par conséquent, il est essentiel de garantir une utilisation efficace et durable des terres agricoles, comme le labour de conservation, les cultures de couverture et l'utilisation d'apports de matières organiques, pour promouvoir le développement agricole, améliorer la productivité et, en fin de compte, garantir l'approvisionnement alimentaire mondial. En revanche, l'utilisation non durable des terres peut avoir un impact négatif sur le climat et l'environnement, car elle entraîne une contraction des zones de nature sauvage qui peut menacer la biodiversité.

## **Main-d'œuvre agricole**

La main-d'œuvre est une autre ressource importante dans le secteur agricole. Les préférences en matière d'emploi et la participation à la population active évoluent, en partie en raison de l'urbanisation rapide et de la mécanisation des activités de production agricole. La part du secteur agricole dans l'emploi total est en déclin au niveau mondial et dans tous les groupes de pays ; pays de l'OCI, pays en développement et pays développés non membres de l'OCI (**GRAPHIQUE 1.5**). En

### GRAPHIQUE 1.5 Emploi dans l'agriculture (% du total), 2021



Source: Calculs du personnel du SESRIC basés sur les données de l'Organisation internationale du travail (OIT), base de données ILOSTAT : Estimations modélisées de l'OIT, novembre 2022.

2011, l'emploi dans le secteur de l'agriculture dans les pays de l'OCI en tant que groupe comprenait 37,8% de l'emploi total, équivalant à 212,3 millions de personnes. En comparaison, en 2021, le secteur agricole représentait 31,9 % de l'emploi total, soit 215,5 millions de personnes. En d'autres termes, le pourcentage de l'ensemble des travailleurs impliqués dans des activités agricoles s'est contracté de 6 points de pourcentage au cours de la dernière décennie. De même, la proportion du secteur agricole dans l'emploi total a chuté de 37,1 % à 30,7 % dans les pays en développement non membres de l'OCI, au cours de la même période.

Au niveau mondial également, il est passé de 31,8 % à 26,6 %. La moyenne des pays développés a quant à elle diminué de 2,9 % à 2,5 % entre 2011 et 2021.

Comme les pays de l'OCI sont dispersés dans différentes régions géographiques et sont différents en termes de développement économique et social, d'énormes différences peuvent être observées entre les pays de l'OCI en ce qui concerne l'emploi dans l'agriculture. Bien que l'emploi dans l'agriculture ait diminué dans la majorité des pays de l'OCI au cours de la dernière décennie, de nombreuses économies de l'OCI sont encore largement orientées vers l'agriculture.

Le **GRAPHIQUE 1.6** montre que la proportion de personnes actives employées dans le secteur de l'agriculture dépasse la moyenne mondiale de 26,6 % dans 28 pays membres de l'OCI. La proportion de la main-d'œuvre employée dans l'agriculture dépasse 50 % dans 8 pays à faible revenu, en 2021. Au Burkina Faso, au Niger et au Mozambique, en particulier, le pourcentage de la population active employée dans le secteur agricole dépasse même 70 %. En revanche, dans 10 pays de l'OCI, pour la plupart des pays à revenu élevé, le pourcentage de personnes employées dans le secteur agricole représentait moins de 5 % de l'emploi total dans ces pays.

Comme le montrent les chiffres ci-dessus, il existe une différence significative entre les pays développés et les pays en développement en ce qui concerne la part de la population travaillant dans le secteur agricole. Alors que plus de 30 % de la main-d'œuvre est engagée dans l'agriculture dans les pays en développement membres et

non membres de l'OCI, ce chiffre est inférieur à 3 % dans les pays développés en tant que groupe.

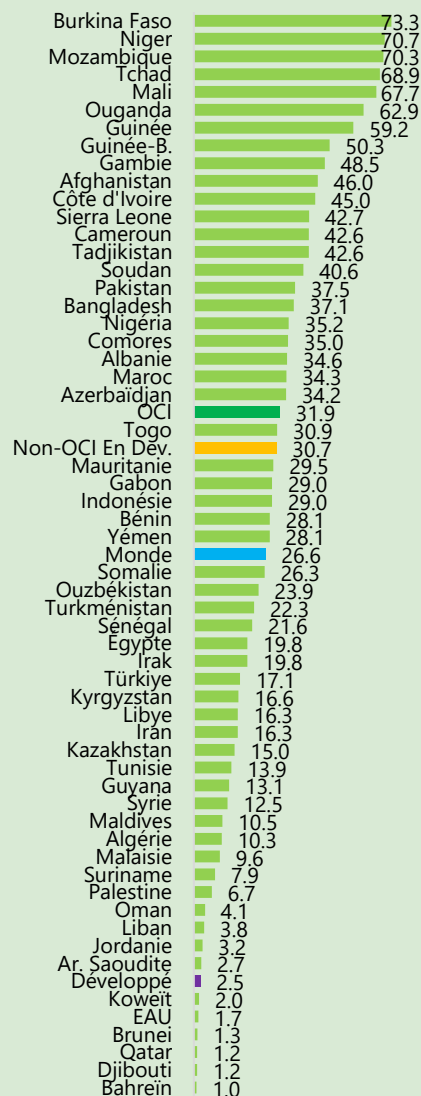
Dans la littérature académique, il est souvent fait référence à la transformation des économies, qui passent d'activités orientées vers l'agriculture à des activités plus industrielles et à des secteurs de services.

Plus simplement, les progrès technologiques et l'automatisation de l'agriculture et d'autres activités agricoles entraînent une hausse significative de la productivité, ce qui rend l'embauche d'une main-d'œuvre physique économiquement moins rentable (Marinoudi et al., 2019).

C'est le cas des économies avancées où l'emploi dans le secteur agricole représente en moyenne 2 à 3 % de la main-d'œuvre totale. Cela montre clairement qu'avec le développement économique et l'augmentation du revenu par habitant, l'emploi dans l'agriculture en pourcentage de l'emploi total dans un pays tend à diminuer parce que l'agriculture et d'autres activités agricoles deviennent plus productives - en d'autres termes, moins intensives en main-d'œuvre, et que la main-d'œuvre tend à se déplacer vers les secteurs de l'industrie et des services (Marinoudi et al., 2019).

En outre, en raison des conditions climatiques, de la disponibilité des terres arables et des ressources limitées en eau douce, il est moins efficace d'intensifier la production agricole que d'importer ces produits et d'allouer des ressources économiques à d'autres secteurs dans certains pays membres à revenu élevé et à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. À cet égard, au Bahreïn, à Djibouti, au Qatar, au Brunei Darussalam, aux Émirats arabes unis et au Koweït, le pourcentage d'emploi dans l'agriculture varie entre 1 et 2 %, ce qui est inférieur à la moyenne des pays développés, qui est de 2,5 %.

**GRAPHIQUE 1.6** Emploi dans l'agriculture (% du total) dans les P de l'OCI, 2021



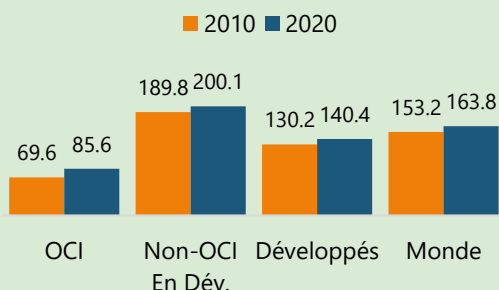
Source: Calculs du personnel du SESRIC basés sur les données de l'Organisation internationale du travail (OIT), base de données ILOSTAT : Estimations modélisées de l'OIT, novembre 2022.

## Utilisation d'engrais et mécanisation

L'augmentation de la productivité agricole est associée à l'utilisation de machines et d'engrais, ce qui permet de rendre la nourriture plus abondante et plus abordable malgré la croissance de la population. L'utilisation moyenne d'engrais par hectare de terre arable dans les pays de l'OCI est passée de 69,6 kilogrammes en 2010 à 85,6 kilogrammes en 2020. Il s'agit d'une augmentation sensible de 16 kilogrammes par hectare de terre arable, ce qui est supérieur à l'augmentation observée dans

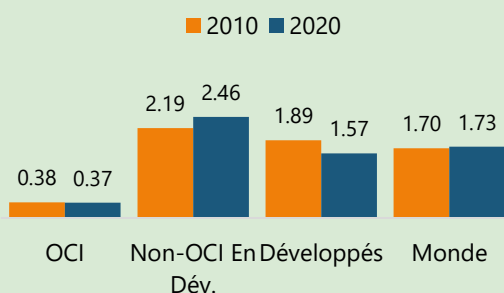
d'autres groupes de pays. Cependant, comme le montre le **GRAPHIQUE 1.7**, ce niveau d'utilisation d'engrais est encore significativement bas, comparé aux valeurs moyennes des pays en développement non membres de l'OCI (200,1 kilogrammes), du monde (163,8 kilogrammes) et des pays développés (140,4 kilogrammes) en 2020.

**GRAPHIQUE 1.7** Utilisation d'engrais (kilogrammes par hectare), 2010 vs 2020



Source: Calculs du personnel du SESRIC basés sur les données de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), base de données en ligne FAOSTA.

**GRAPHIQUE 1.8** Parc de machines par unité de terre cultivée (chevaux métriques par hectare), 2010 vs 2020



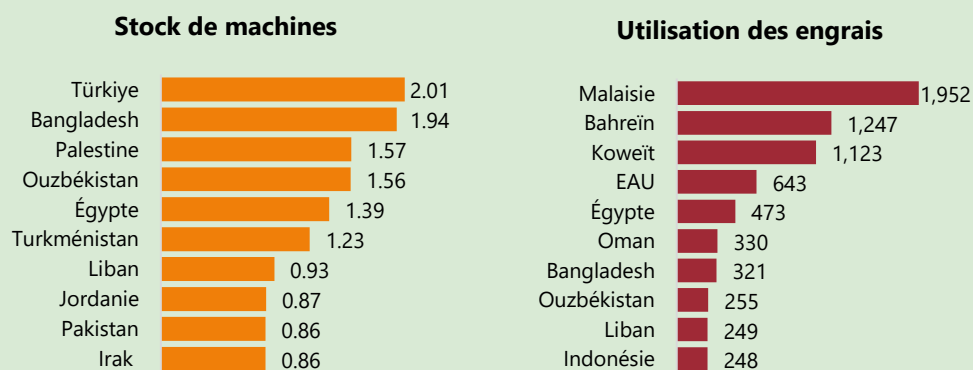
Source: Calculs du personnel du SESRIC basés sur les données du service de recherche économique du département américain de l'agriculture (USDA). Dernière mise à jour : vendredi 7 octobre 2022.

En outre, l'utilisation de machines par unité de terre cultivée dans les pays de l'OCI est nettement inférieure à celle des autres groupes de pays. Depuis 2010, les pays de l'OCI n'ont pas fait de progrès visible en termes de quantité de stock de machines agricoles par hectare de terre cultivée, il a en fait légèrement diminué de 0,38 à 0,37 chevaux métriques par hectare de terre cultivée, entre 2010 et 2020. Toutefois, en ce qui concerne la quantité totale du parc de machines agricoles, elle a augmenté de manière

significative, passant de 131,7 millions de chevaux-vapeur métriques à 153,3 millions de chevaux-vapeur métriques, au cours de la période considérée. En 2020, le stock de machines par hectare de terres cultivées des pays de l'OCI en tant que groupe (0,37) était presque 7 fois inférieur à celui des pays en développement non membres de l'OCI (2,46), presque 5 fois inférieur à la moyenne mondiale (1,73), et un quart des pays développés (1,57) (**GRAPHIQUE 1.8**).

Au niveau de chaque pays, les pays de l'OCI qui utilisent le plus intensivement les engrais dans l'agriculture, tels que la Malaisie, le Bahreïn et le Koweït, ont enregistré une utilisation 8 à 10 fois plus intensive d'engrais par terre arable que la moyenne mondiale, en 2020. De même, les pays de l'OCI les plus performants, à savoir la Türkiye, le Bangladesh, la Palestine, l'Ouzbékistan et l'Égypte, disposent de stocks importants de machines par terre cultivée disponible dans ces pays. (**GRAPHIQUE 1.9**)

**GRAPHIQUE 1.9** Pays de l'OCI les plus performants en termes de stock de machines par unité de terre cultivée (chevaux-vapeur par hectare) et d'utilisation d'engrais (kilogrammes par hectare), 2020



Source: Calculs du personnel du SESRIC basés sur les données de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la base de données FAOSTAT et le service de recherche économique du ministère américain de l'agriculture.

La qualité des semences est un autre élément important à prendre en compte pour améliorer la productivité agricole. L'utilisation de semences de qualité est à la base de la production agricole, offrant de nombreux avantages aux agriculteurs et à l'approvisionnement alimentaire. Les agriculteurs peuvent s'attendre à de meilleurs rendements grâce aux caractéristiques génétiques et à l'adaptabilité des semences. Ces semences sont souvent sélectionnées pour être résistantes aux parasites et aux

maladies, ce qui permet de minimiser les pertes de récoltes et d'obtenir une récolte plus stable.

Face au changement climatique, l'adaptabilité des semences de qualité devient cruciale. Ils sont conçus pour prospérer dans des conditions environnementales variables, garantissant la performance des cultures même dans des scénarios météorologiques défavorables. En outre, l'uniformité des semences de qualité simplifie les pratiques agricoles, rendant plus efficaces des processus tels que la récolte et l'irrigation.

L'utilisation de semences de qualité peut également permettre de réduire les coûts des intrants, car des rendements plus élevés se traduisent par des dépenses de production moins élevées par unité. Au-delà des avantages économiques, l'adoption de semences de qualité favorise l'agriculture durable. Grâce à leur résistance aux maladies et à leurs rendements plus élevés, on a moins recours aux pesticides et aux engrais chimiques, ce qui réduit l'impact sur l'environnement.

## 1.2. Ressources en eau et irrigation

Étant donné que la majeure partie des ressources mondiales en eau est utilisée dans l'agriculture et que la demande mondiale de nourriture augmente rapidement, le rôle de la gestion des ressources en eau, grâce à des systèmes et des techniques d'irrigation efficaces, a récemment pris une importance accrue dans le développement agricole et la sécurité alimentaire. L'eau est une ressource rare dans les régions arides et semi-arides où se trouvent de nombreux pays de l'OCI, en particulier au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (MENA), en Afrique subsaharienne (SSA) et en Asie occidentale et centrale. La plupart des pays de l'OCI dans ces régions sont confrontés à de fortes pressions sur l'eau en raison de la demande croissante et de la disponibilité limitée des ressources en eau (SESRI, 2021c). On s'attend à ce que ces pressions augmentent en raison de l'augmentation de la population et de l'utilisation accrue de l'eau par habitant. Par conséquent, l'utilisation efficace des ressources en eau dans l'agriculture, à travers l'amélioration des systèmes et techniques d'irrigation, est l'un des besoins les plus urgents et l'une des conditions préalables au développement agricole durable et à la sécurité alimentaire dans les pays de l'OCI, particulièrement ceux des régions pauvres en eau.

### Ressources en eau

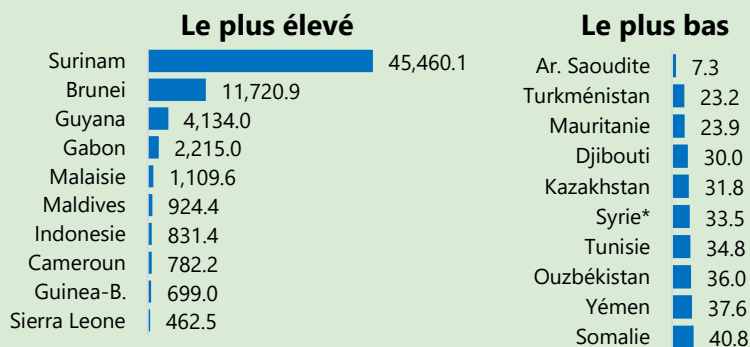
Selon les dernières estimations, les pays membres de l'OCI ont signalé environ 17 725 km<sup>3</sup> de précipitations en 2020, ce qui correspond à 16,3% du volume annuel des

précipitations mondiales, soit 108 902 km<sup>3</sup>. Si l'on considère la superficie des terres agricoles et les précipitations moyennes au niveau de chaque pays, la répartition des précipitations moyennes entre les pays de l'OCI devient inégale.

Au niveau de chaque pays, le Suriname, le Brunei Darussalam et le Guyana sont classés en tête avec le niveau de précipitations le plus élevé par terre agricole (**GRAPHIQUE 1.10, à gauche**). En revanche, de nombreux pays membres de l'OCI situés dans les régions arides de l'Asie occidentale et centrale et de l'Afrique subsaharienne ont reçu le plus faible volume de précipitations pondéré par leurs terres agricoles (**GRAPHIQUE 1.10, à droite**).

La quantité de précipitations reçues dans les pays membres influe directement sur la disponibilité globale d'eau renouvelable dans la région. En 2020, les pays membres de l'OCI possédaient 7 261 km<sup>3</sup> de ressources en eau renouvelables (TRWR), soit 13,3 % des 54 737 km<sup>3</sup> de TRWR mondiales. La part des pays de l'OCI est restée comparativement inférieure à celle des pays en développement non membres de l'OCI, qui représentaient plus des deux tiers (69,2 %) et des pays développés, avec 17,5 % du TRWR mondial.

### **GRAPHIQUE 1.10** Top 10 des pays de l'OCI avec les précipitations annuelles moyennes les plus élevées et les plus basses (litre/hectare de terre agricole), 2020



Source: Calculs du personnel du SESRIC basés sur les données de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Base de données en ligne AQUASTAT. \* L'adhésion à l'OCI est actuellement suspendue.

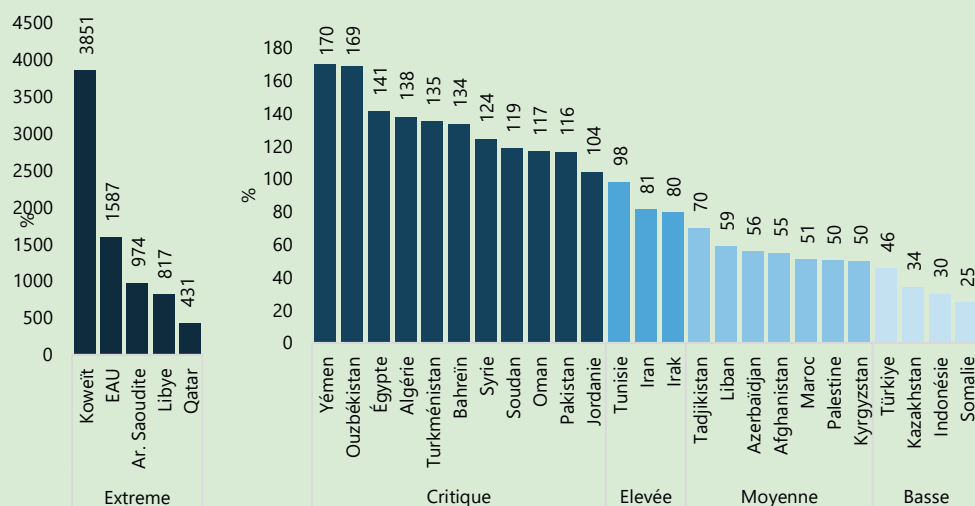
## Stress hydrique et dépendance

Le niveau de stress hydrique mesure la quantité d'eau prélevée par tous les secteurs en proportion des ressources totales en eau douce, tout en ajustant aux exigences de débit environnemental, qui est un niveau minimum du débit naturel d'eau

nécessaire pour maintenir un écosystème d'eau douce. Cet indicateur est utilisé dans le suivi des progrès vers la cible de l'ODD 6.4<sup>2</sup>. Un niveau élevé de stress hydrique entrave non seulement la durabilité de l'environnement naturel, mais a également des répercussions négatives sur l'économie et la société en général, et sur la sécurité alimentaire en particulier.

Cependant, le stress hydrique n'indique pas toujours qu'un pays a une pénurie de ressources en eau, mais il indique si un pays est sur le point de dépasser les ressources renouvelables du bassin hydrographique. Si la valeur du stress hydrique est supérieure à 100 %, le pays prélève de l'eau douce à un rythme supérieur à celui auquel les aquifères peuvent se remplir naturellement, ou dispose d'installations de désalinisation pour convertir l'eau de mer en eau douce.

**GRAPHIQUE 1.11** Stress hydrique dans les pays de l'OCI (%), 2020



Source: Calculs du personnel du SESRIC basés sur les données de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Base de données en ligne AQUASTAT. \* L'adhésion à l'OCI est actuellement suspendue.

<sup>2</sup> Cible de l'ODD 6.4: D'ici à 2030, augmenter considérablement l'utilisation rationnelle des ressources en eau dans tous les secteurs et garantir la viabilité des retraits et de l'approvisionnement en eau douce afin de tenir compte de la pénurie d'eau et de réduire nettement le nombre de personnes qui souffrent du manque d'eau. FAO et UN Water (2021) ont défini le stress hydrique en cinq catégories: <25% = pas de stress ; 25-50% = stress faible ; 50-75% = stress moyen ; 75-100% = stress élevé ; >100% = stress critique. En raison du fait que certains pays membres de l'OCI présentent un niveau de stress hydrique extrême, nous avons défini une nouvelle catégorie de "stress extrême" à un niveau supérieur à 200%.



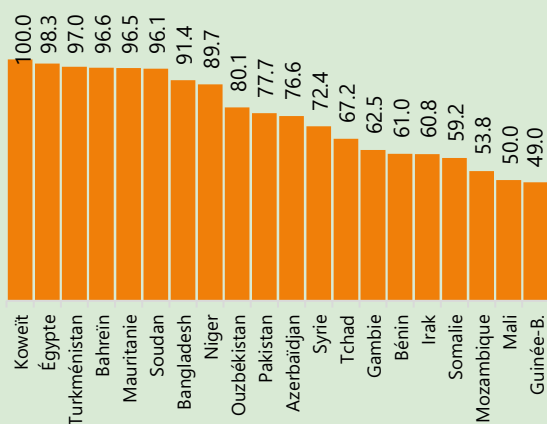
Les niveaux de stress hydrique sont faibles dans quatre pays de l'OCI, moyens dans sept pays de l'OCI et élevés dans trois pays de l'OCI. En outre, 11 pays de l'OCI connaissent des niveaux critiques de stress sur les ressources en eau douce, tandis que cinq pays de l'OCI connaissent un niveau extrême de stress hydrique (**GRAPHIQUE 1.11**). Toutefois, bon nombre de ces pays qui connaissent des niveaux de stress hydrique critiques et extrêmes disposent d'usines de dessalement de l'eau opérationnelles pour compenser la pression exercée sur les bassins d'eau douce disponibles. La plupart de ces pays membres en situation de stress hydrique sont situés dans des régions arides et semi-arides où les ressources en eau sont limitées et rares.

Les pays de l'OCI sont confrontés non seulement à un stress hydrique important, mais aussi à une dépendance notable à l'égard de sources extérieures pour leurs besoins en eau. Le terme "taux de dépendance à l'égard des ressources en eau" indique dans quelle mesure un pays est dépendant de l'afflux d'eau douce en provenance des pays voisins. Le **GRAPHIQUE 1.12** illustre les 20 pays de l'OCI présentant les taux de dépendance les plus élevés à l'égard du flux externe de ressources en eau, qui représentent environ la moitié des ressources en eau douce disponibles dans ces pays ou plus. Parmi les pays de l'OCI, le Koweït se classe au premier rang avec une

dépendance à 100 % des ressources en eau renouvelables externes, suivi par l'Égypte (98,3 %), le Turkménistan (97,0 %), le Bahreïn (96,6 %), la Mauritanie (96,5 %) et le Soudan (96,1 %) (**GRAPHIQUE 1.12**).

La plupart de ces pays membres dépendent de huit grands bassins fluviaux internationaux : les bassins du Nil, du Niger, du Sénégal, du lac Tchad et du Limpopo dans la région africaine ; le bassin de l'Euphrate et du Tigre, le bassin de la mer d'Aral (Amou-Daria et Syr-Daria) et le bassin du Gange dans la région asiatique. Par exemple, le Koweït et le Bahreïn dépendent fortement des aquifères souterrains provenant d'Arabie saoudite, tandis que l'Égypte dépend du Nil qui coule depuis l'Éthiopie, la Mauritanie du

**GRAPHIQUE 1.12 Taux de dépendance des sources extérieures dans certains pays de l'OCI (%), 2020**



Source: Calculs du personnel du SESRIC basés sur les données de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Base de données en ligne AQUASTAT. L'adhésion à l'OCI est actuellement suspendue.

fleuve Sénégal, et le Turkménistan et l'Ouzbékistan des fleuves Amu Darya et Syr

Darya. D'autre part, la dépendance à l'égard des ressources en eau extérieures est inexistante dans 15 pays de l'OCI. Dans 12 autres pays, il varie de 0,8 % à 9,1 %. Il s'agit généralement de pays situés en amont des huit principaux bassins fluviaux internationaux susmentionnés.

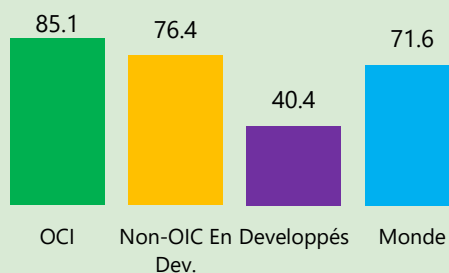
Compte tenu des niveaux de stress hydrique et de la dépendance à l'égard des sources extérieures dans de nombreux pays de l'OCI, la gestion de l'eau nécessitera des améliorations de l'efficacité de l'utilisation de l'eau par le biais d'une utilisation calculée et d'autres mesures de réduction de l'utilisation de l'eau. L'utilisation de l'eau dans l'OCI continue d'être moins efficace, malgré une certaine amélioration ces dernières années. L'OCI en tant que groupe a le niveau d'efficacité d'utilisation de l'eau le plus bas à 6,3 USD pour un m<sup>3</sup> d'eau comparé à la moyenne mondiale, ce qui est seulement un tiers du niveau moyen mondial de 18,9 dollars par m<sup>3</sup>. En comparaison, les pays en développement et les pays développés non membres de l'OCI ont réussi à générer respectivement 11,3 et 56,2 dollars US par m<sup>3</sup> d'eau (SESRIC, 2021b).

Le problème des pratiques inefficaces de gestion de l'eau dans les pays de l'OCI peut avoir un impact direct et indirect sur la productivité agricole. Pour s'attaquer à ce problème, il faut adopter une approche à multiples facettes qui associe des changements politiques, des investissements dans les infrastructures et l'engagement de la communauté. En outre, il est essentiel de promouvoir la coopération intra-OCI en matière de ressources en eau, car de nombreux pays de l'OCI partagent des bassins hydrographiques transfrontaliers afin de garantir une gestion durable et efficace des ressources en eau et de limiter les tensions liées à l'accès aux ressources en eau transfrontalières.

## Utilisation de l'eau dans l'agriculture

Compte tenu de la croissance rapide de leur population, de nombreux pays de l'OCI sont toujours confrontés à de sérieux défis pour répondre à la demande croissante en eau, en particulier dans le secteur agricole. En 2020, le prélèvement total d'eau enregistré dans les pays de l'OCI en tant que groupe était de 1 053 km<sup>3</sup>. Dont environ 896 km<sup>3</sup> ont été utilisés dans le secteur agricole, ce qui représente 85% du

**GRAPHIQUE 1.13** Prélèvements d'eau à des fins agricoles (% du total), 2020



Source: Calculs du personnel du SESRIC basés sur les données de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Base de données en ligne AQUASTAT.

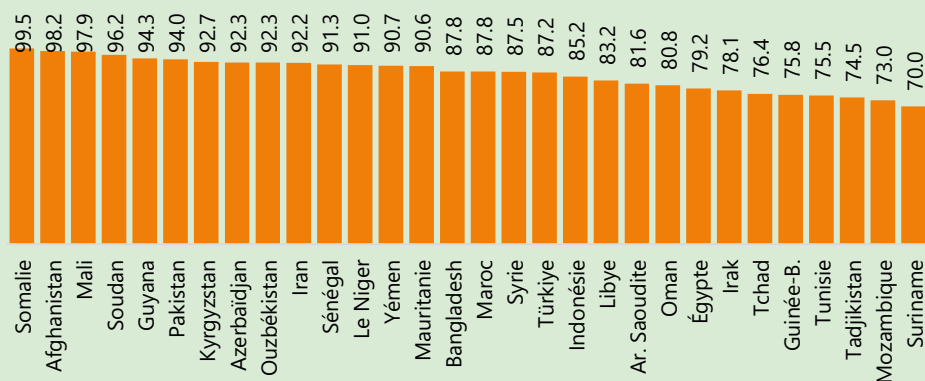
prélèvement total d'eau. Elle est plus de deux fois supérieure à celle des pays développés (40 %). Le prélèvement d'eau agricole dans l'OCI est également très élevé par rapport aux pays en développement non membres de l'OCI et au monde, où environ 76 % et 72 % du prélèvement total d'eau sont utilisés dans le secteur agricole (**GRAPHIQUE 1.13**).

La proportion du prélèvement d'eau agricole dans le prélèvement total d'eau est divergente au sein des pays de l'OCI, bien que, dans la plupart des pays membres, le prélèvement d'eau agricole soit significativement élevé. Dans 30 pays de l'OCI, le secteur agricole représente plus de 70 % du prélèvement total d'eau (**GRAPHIQUE 1.14**). Ces niveaux élevés de prélèvement d'eau peuvent être attribués à l'importance du secteur agricole, contrairement aux prélèvements d'eau pour les usages industriels et municipaux.

Dans les 27 autres pays membres, il varie de 69,3 % (Albanie) à 0 % (Maldives). Il est inférieur à 40 %, la moyenne des pays développés, dans 11 pays de l'OCI : Maldives, Brunei Darussalam, Djibouti, Sierra Leone, Bénin, Gabon, Bahreïn, Togo, Qatar, Liban et Gambie.

La majeure partie de l'eau prélevée pour l'agriculture est utilisée pour l'irrigation. Le terme "surface équipée pour l'irrigation" désigne la surface de terre équipée pour fournir de l'eau aux cultures, autre que l'eau de pluie directe. La "zone agricole équipée pour l'irrigation" dans les pays de l'OCI couvre 80,2 millions d'hectares, soit 5,9 % de leur superficie agricole totale, ce qui est inférieur à la moyenne mondiale de 7 %.

**GRAPHIQUE 1.14** Prélèvement d'eau agricole (% du total), dans certains pays de l'OCI, 2020

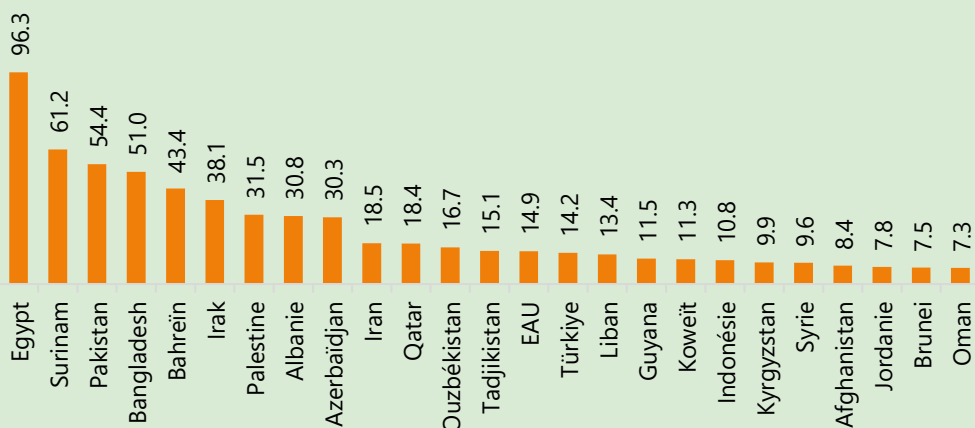


Source: Calculs du personnel du SESRIC basés sur les données de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Base de données en ligne AQUASTAT. \* L'adhésion à l'OCI est actuellement suspendue.

La disponibilité de la zone d'irrigation varie entre les pays de l'OCI. En 2020, 10 pays de l'OCI représentaient 79% de la superficie totale d'irrigation des pays de l'OCI en tant que groupe. Le Pakistan se distingue parmi ces pays de l'OCI avec sa zone d'irrigation de 20 millions d'hectares, qui représente à elle seule 25 % de la zone d'irrigation totale des pays de l'OCI. Il est suivi par l'Iran (11 %), l'Indonésie (8 %), la Türkiye (7 %), le Bangladesh (6 %), l'Ouzbékistan (5 %), l'Égypte (5 %), l'Irak (4 %), l'Arabie saoudite (4 %) et l'Afghanistan (4 %). Ces pays de l'OCI figurent parmi les 20 premiers pays au monde en termes de surfaces équipées pour l'irrigation, à l'exception de l'Afghanistan, qui se place en 21ème position.

Le **GRAPHIQUE 1.15** montre que les 25 premiers pays de l'OCI, en termes de superficie équipée pour l'irrigation en pourcentage de la terre agricole, avaient des parts à la quasi-totalité de la superficie agricole de l'Égypte (96,3 %) est équipée pour l'irrigation atteignant plus que la moyenne mondiale de 7 %. La quasi-totalité de la superficie agricole de l'Égypte (96,3 %) est équipée pour l'irrigation. L'Égypte est suivie par le Suriname avec 61,2 %, le Pakistan avec 54,4 % et le Bangladesh avec 51 % des terres agricoles équipées pour l'irrigation. D'autre part, moins de 1% de la surface agricole était équipée pour l'irrigation dans 21 pays de l'OCI, principalement dans la région de l'Afrique sub-saharienne.

**GRAPHIQUE 1.15** Pays de l'OCI sélectionnés avec les valeurs les plus élevées de la zone équipée pour l'irrigation (% de la terre agricole), 2020

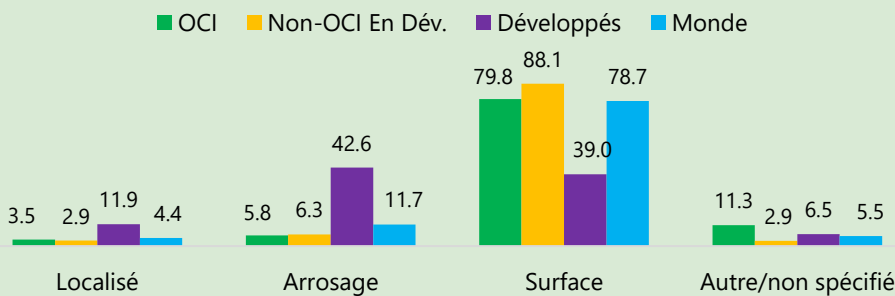


Source: Calculs du personnel du SESRIC basés sur les données de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), FAOSTAT et AQUASTAT Bases de données en ligne.

L'agriculture irriguée et l'utilisation de systèmes et de techniques d'irrigation efficaces jouent un rôle important dans le développement agricole et la production alimentaire, en particulier dans les pays souffrant d'un stress hydrique critique dans les régions arides et semi-arides. L'irrigation de surface, qui est la technique traditionnelle et la moins économe en eau, est de loin la technique la plus utilisée par les pays de l'OCI et dans le monde.

Cette pratique est appliquée sur 79,8 % de la superficie totale équipée pour l'irrigation dans les pays de l'OCI, par rapport au niveau des pays en développement non membres de l'OCI de 88,1 % et à la moyenne mondiale de 78,7 %. 18 pays de l'OCI utilisent l'irrigation de surface comme seule technique d'irrigation. Par conséquent, d'énormes quantités d'eau détournées pour l'irrigation dans ces pays sont gaspillées au niveau des exploitations agricoles, soit par percolation profonde, soit par ruissellement des eaux de surface. En comparaison, la technique d'irrigation de surface n'est employée que dans 39 % des zones irriguées des pays développés (**GRAPHIQUE 1.16**).

**GRAPHIQUE 1.16** Techniques d'irrigation (% de la superficie totale équipée pour l'irrigation), 2020



Source: Calculs du personnel du SESRIC basés sur les données de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), FAOSTAT et AQUASTAT Bases de données en ligne.

Les techniques d'aspersion et d'irrigation localisée sont des techniques d'irrigation très efficaces qui réduisent considérablement le gaspillage de l'eau ainsi que les effets négatifs sur l'environnement de l'irrigation de surface, tels que le dessalement. Elles sont pratiquées dans 5,8 % et 3,5 % de la superficie totale équipée pour l'irrigation dans les pays de l'OCI. Dans les pays développés, l'utilisation des techniques d'aspersion et d'irrigation localisée est considérablement plus élevée, couvrant respectivement 42,6 % et 11,9 % de l'ensemble des zones irriguées.

Au niveau individuel des pays, la technique d'aspersion, dans dix pays de l'OCI, est utilisée pour plus de 24% de la superficie totale équipée pour l'irrigation, en particulier : la Côte d'Ivoire (75,4%), le Qatar (44,2%), l'Azerbaïdjan (42,6%), le Bénin (41,6%), le Nigeria (35,2%), l'Algérie (31,2%), le Liban (27,9%), le Togo (27,6%), le Turkménistan (24,8%), et le Cameroun (24,2%).

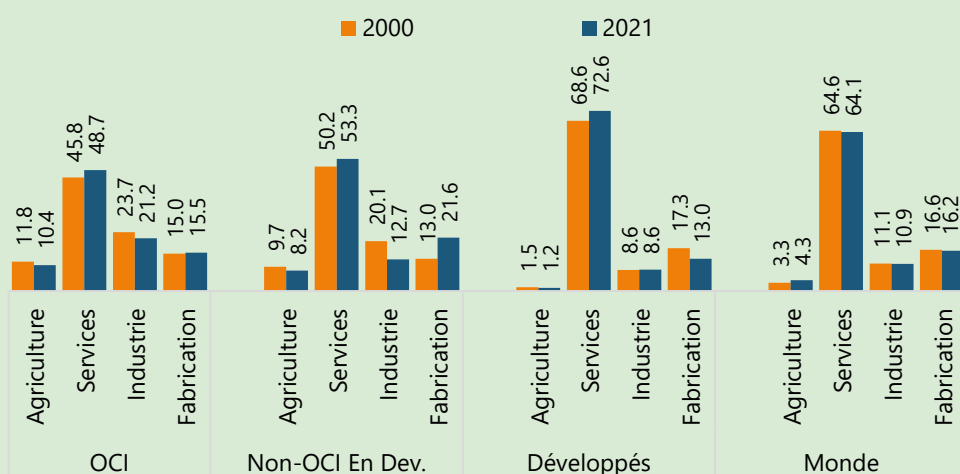
En outre, la technique d'irrigation localisée, qui est la plus économe en eau, est pratiquée sur 2,8 million d'hectares, ce qui correspond à seulement 3,5% de la superficie totale équipée pour l'irrigation dans les pays de l'OCI ; un ratio qui est inférieur à la moyenne mondiale de 4,4%. La prévalence de cette technique varie également entre les pays de l'OCI. La Jordanie (81,4 %), l'Ouganda (80,6 %), le Pakistan (76,4 %), le Togo (49,4 %), le Nigeria (25,4 %), le Koweït (24,1 %), l'Algérie (23,4 %), la Mauritanie (19,8 %), l'Égypte (13 %) et le Bénin (12,4 %) se distinguent par leurs niveaux élevés d'utilisation de l'irrigation localisée. En général, les pays situés dans les régions arides choisissent de développer plus intensivement les techniques d'irrigation localisée et par aspersion pour économiser encore plus d'eau.

## 2. État actuel de la production agricole

L'agriculture est l'une des principales activités économiques et joue un rôle important dans l'économie des pays en développement. Toutefois, sa contribution au produit intérieur brut (PIB) est en baisse dans les pays membres de l'OCI et dans d'autres régions. Bien qu'ils disposent d'importantes ressources agricoles, la plupart des pays en développement dépendent fortement des importations pour nourrir leurs populations locales. Ce chapitre vise à aborder cette question en effectuant une analyse détaillée de la production agricole dans les pays membres de l'OCI en utilisant les statistiques pertinentes les plus récentes.

### 2.1. Vue d'ensemble de la production agricole

**GRAPHIQUE 2.1** Valeur ajoutée par secteur (% du PIB), 2000 vs 2021



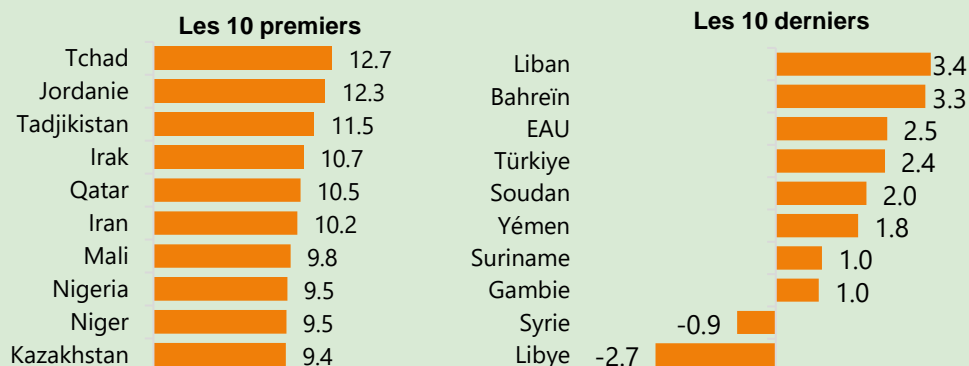
Source: Calculs du personnel de SESRIC basés sur la base de données des principaux agrégats des comptes nationaux de la Division de statistique de l'ONU.

Au cours des deux dernières décennies, la part de l'agriculture dans le PIB total des pays de l'OCI a progressivement diminué de 11,8 % en 2000 à 10,4 % en 2021, comme l'illustre le **GRAPHIQUE 2.1**. Cette tendance est cohérente avec la situation dans d'autres régions telles que les pays en développement où l'agriculture en pourcentage du PIB représentait 9,7 % en 2000 et 8,2 % en 2021 et dans les pays développés où elle représentait 1,5 % en 2000 et 1,2 % en 2021. Toutefois, au niveau mondial, la contribution de l'agriculture au PIB est passée de 3,3 % à 4,3 % entre 2000

et 2021. Le déclin relatif de la valeur ajoutée agricole dans le PIB des pays en développement peut être attribué à la transformation structurelle, à l'instabilité des marchés agricoles, aux contraintes environnementales et à l'épuisement ou à la dégradation des terres et des ressources en eau. L'ensemble de ces facteurs a contribué au déclin de la contribution du secteur agricole à l'économie, ce qui a permis à d'autres secteurs, tels que les services, l'industrie et la fabrication, de prendre une part plus importante dans le PIB.

Au niveau de chaque pays, le secteur agricole joue un rôle crucial dans de nombreuses économies de l'OCI. Par exemple, en 2021, l'agriculture représente plus de 25 % du PIB de 11 pays de l'OCI, à savoir la Sierra Leone, la Somalie, le Tchad, les Comores, le Niger, le Mali, l'Afghanistan, la Guinée-Bissau, le Bénin, le Mozambique et la Guinée. La majorité d'entre eux sont des pays à faible revenu d'Afrique subsaharienne, dont une part importante de la population travaille dans l'agriculture.

### GRAPHIQUE 2.2 Taux de croissance annuel composé de la valeur ajoutée du secteur agricole, les 10 premiers et derniers pays de l'OCI, 2000-2021



Source: Calculs du personnel de SESRIC basés sur la base de données des principaux agrégats des comptes nationaux de la Division de statistique de l'ONU.

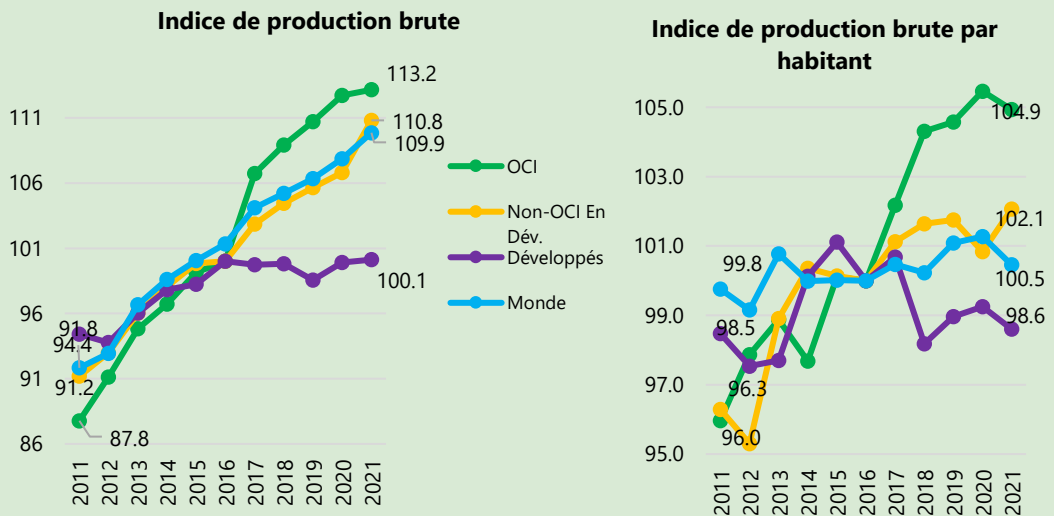
Par ailleurs, parmi les pays de l'OCI, le secteur agricole a connu une croissance considérable au cours des deux dernières décennies, malgré le déclin de sa part dans le PIB. Parmi eux, le Tchad, la Jordanie, le Tadjikistan, l'Irak, le Qatar, l'Iran, le Mali, le Nigeria, le Niger et le Kazakhstan ont connu le taux de croissance annuel composé le plus élevé dans la valeur ajoutée du secteur agricole, tandis que le Liban, le Bahreïn, les Émirats arabes unis, la Türkiye, le Soudan, le Yémen, le Suriname, la Gambie, la Syrie et la Libye figuraient parmi les 10 derniers pays (**GRAPHIQUE 2.2**). Presque tous les pays de l'OCI ont connu un taux de croissance annuel composé positif dans



la valeur ajoutée du secteur agricole à l'exception de la Libye et de la Syrie dont le secteur agricole a été négligé au cours des dernières années en raison de l'impact du changement climatique et des instabilités politiques de longue durée (Mohammed et al., 2020 et Malak, 2022).

L'indice de production agricole est une mesure essentielle de la croissance de la production agricole d'un pays. La production des cultures, de l'élevage et de la pêche est calculée comme étant le rapport entre la valeur de la production agricole d'une année donnée et la valeur de la production agricole d'une année de référence, l'année 2016 ayant été retenue comme année de référence. Sur la base des analyses, les pays de l'OCI, en tant que groupe, ont démontré une amélioration de leur performance de production agricole au cours de la période 2011-2021. En particulier, depuis 2016, les pays de l'OCI ont affiché un taux de croissance remarquable dans la production agricole, augmentant de 13,2%. Cette croissance dépasse celle des pays en développement non membres de l'OCI (10,8 %), des pays développés (0,1 %) et de la moyenne mondiale (9,9 %). (**GRAPHIQUE 2.3, à gauche**). Cette amélioration de la performance est significative étant donné que l'agriculture est l'une des principales sources de revenus et d'emplois dans de nombreux pays de l'OCI, en particulier dans les zones rurales.

**GRAPHIQUE 2.3** Indices de production agricole (2016=100), 2011-2021



Source: Calculs du personnel de SESRIC basés sur la base de données en ligne de FAOSTAT

En ce qui concerne l'indice de production agricole par habitant, la production agricole moyenne par habitant dans les pays de l'OCI a connu une augmentation modeste au cours de la période considérée par rapport aux pays en développement non membres de l'OCI, aux pays développés et au monde dans son ensemble.

Au niveau des pays individuels, 27 des 44 pays membres de l'OCI avec des données disponibles ont rapporté un taux de croissance annuel composé positif dans la production agricole par habitant au cours de la période 2011-2021. Parmi ces pays membres, la Guyane (14,3 %), le Sénégal (10,1 %), Oman (7,0 %), le Tadjikistan (4,3 %), la Côte d'Ivoire (3,4 %), le Qatar (2,7 %), l'Azerbaïdjan (2,5 %), l'Arabie saoudite (2,5 %) et le Brunei Darussalam (2,5 %) ont enregistré le taux de croissance annuel composé le plus élevé, à savoir plus de 2 %. D'autre part, 17 pays de l'OCI ont connu un taux de croissance annuel composé négatif de la production agricole par habitant, parmi lesquels les Maldives, la Gambie, l'Irak, la Jordanie et le Koweït, tous avec au moins deux taux de croissance annuels composés négatifs de la production agricole par habitant (**GRAPHIQUE 2.3, à droite**).

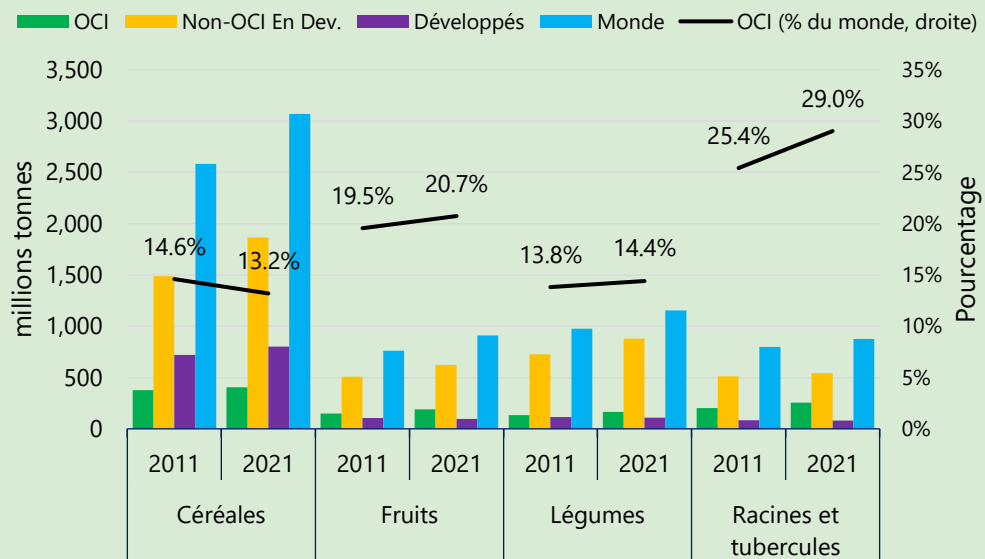
Dans l'ensemble, la faible performance de nombreux pays de l'OCI dans le secteur agricole indique qu'ils ont encore une capacité de production alimentaire insuffisante pour répondre à la demande intérieure croissante. Cette situation rend de nombreux pays de l'OCI fortement dépendants des importations de denrées alimentaires, ce qui peut être coûteux et avoir des conséquences négatives sur leurs économies. Par conséquent, les efforts continus des pays de l'OCI et les efforts de l'Organisation islamique pour la sécurité alimentaire (OISA), tels que le programme de sécurité alimentaire en Afghanistan et l'initiative de sécurité alimentaire en Afrique, visant à améliorer la production agricole dans les pays de l'OCI sont essentiels pour renforcer la sécurité alimentaire, réduire la pauvreté et promouvoir la croissance économique.

## 2.2. Production des principales cultures

Les cultures primaires peuvent être regroupées en céréales, fruits, légumes, racines et tubercules. Au cours de la dernière décennie, la production mondiale de ces groupes a augmenté. Les céréales et les racines et tubercules étaient le plus grand groupe de cultures produites dans les pays de l'OCI en 2021. Les deux représentent respectivement 39,9% et 25,1% de la production totale des quatre cultures primaires dans les pays de l'OCI. Au cours de cette période, les pays de l'OCI ont contribué à la production céréalière mondiale à hauteur de 405,2 millions de tonnes, soit une part de 13,2 %, en légère baisse par rapport aux 14,6 % de 2011. D'autre part, la production

de racines et tubercules dans l'OCI était de 254,2 millions de tonnes ou 29,0 % de la production mondiale de racines et tubercules (**GRAPHIQUE 2.4**).

**GRAPHIQUE 2.4 Production des groupes de cultures primaires par région, 2011 vs 2021**



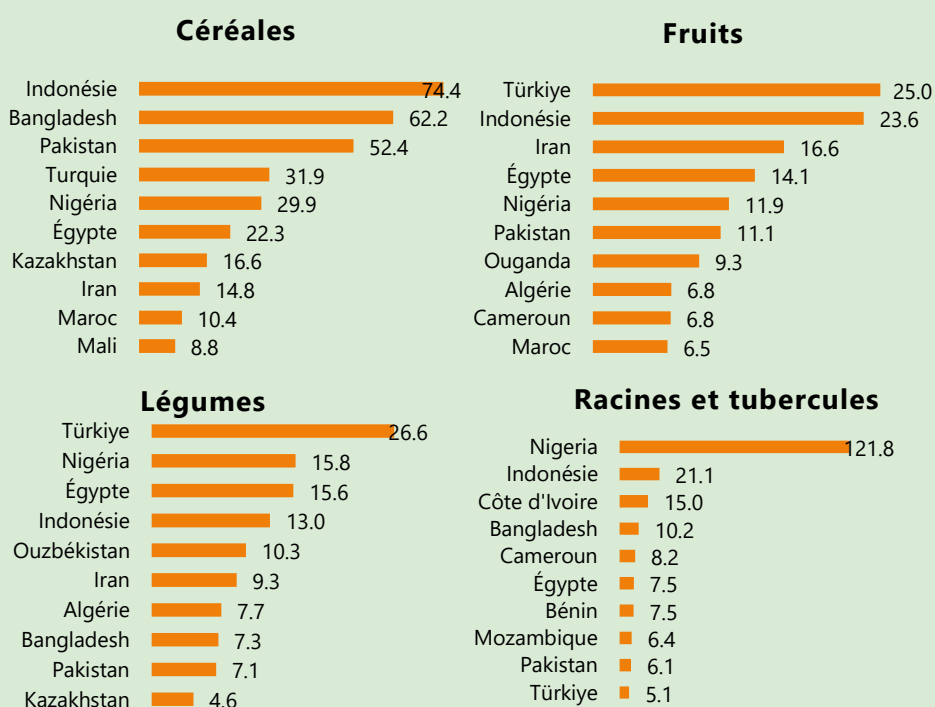
Source: Calculs du personnel de SESRIC basés sur la base de données en ligne de FAOSTAT

Bien que les fruits et légumes ne représentent qu'environ 35% de la production totale des cultures primaires dans les pays de l'OCI, leur production a augmenté de manière significative entre 2011 et 2021 de 26,7% et 25,4% respectivement pour atteindre 188,6 millions de tonnes et 166,4 millions de tonnes en 2021. Tous deux représentaient environ 20,7 % et 14,4 % de la production mondiale de fruits et légumes (**GRAPHIQUE 2.4**).

Dans l'ensemble, le groupe des pays de l'OCI, les pays en développement non membres de l'OCI et les pays développés ont enregistré une augmentation considérable de la production de ces cultures primaires. Selon la FAO (2022), cette augmentation mondiale de la production de ces cultures primaires est attribuée à un certain nombre de facteurs, à savoir l'adoption de meilleures pratiques agricoles, l'utilisation accrue de l'irrigation, des pesticides et des engrais, l'extension des surfaces cultivées et l'utilisation de cultures à haut rendement.

On remarque également qu'en 2021, la production des cultures primaires est concentrée dans 17 pays de l'OCI, comme le montre le **GRAPHIQUE 2.5**. Dans la production de racines et tubercules, les 10 premiers pays producteurs représentaient 82,2% du total des racines et tubercules produits dans les pays de l'OCI en 2021. De même, seuls 10 pays de l'OCI représentaient 79,9% de la production totale de céréales dans l'OCI. En ce qui concerne les légumes et les fruits, les 10 premiers pays producteurs représentaient respectivement 70,5 % et 69,9 % de la production totale en 2021.

**GRAPHIQUE 2.5** Les 10 premiers producteurs de groupes de cultures primaires (millions de tonnes), 2021



Source: Calculs du personnel de SESRIC basés sur la base de données en ligne de FAOSTAT

Cela indique une concentration de la production agricole dans un petit nombre de pays, la majorité des pays membres de l'OCI produisant des quantités relativement faibles de ces produits agricoles clés.

Le **GRAPHIQUE 2.6** montre les données de production pour les principaux produits agricoles dans les pays membres de l'OCI, ainsi que leurs parts correspondantes dans

la moyenne mondiale au cours de la dernière décennie. Les pays de l'OCI ont affiché les parts les plus élevées au niveau mondial dans la production totale de dattes (97%), de fruits de palmier à huile (87,8%), de fèves de cacao (64,3%), de manioc (36,7%) et de millet (34,9%) par rapport à d'autres cultures primaires telles que l'orge, les haricots secs, le café, le maïs, l'avoine, le riz, le sorgho, les fèves de soja, le sucre, le thé et le blé en 2021.

## GRAPHIQUE 2.6 Production des principales denrées agricoles (millions de tonnes), 2021



Source: Calculs du personnel du SESRIC fondés sur la base de données en ligne FAOSTAT, \* Le sucre comprend les cultures sucrières, la canne à sucre et la betterave sucrière, le maïs\* (maïs et maïs vert).

## ENCADRÉ A Production de dattes dans les pays de l'OCI

Parmi les diverses cultures fruitières cultivées dans le monde, les dattes se distinguent comme la seule culture fruitière pour laquelle les pays de l'OCI ont un avantage significatif en termes de production par rapport à toute autre région du monde. Les dattes sont cultivées depuis des milliers d'années, les preuves de leur culture remontant à 7000 ans avant J.-C. au Moyen-Orient.

Le Coran mentionne de nombreux fruits et plantes fruitières, mais le mot "datte", sous les noms coraniques de Nakhil et Nakhil, est mentionné plus de 20 fois. Par exemple, dans la sourate Al-Nahl Ayat 11 (16:11 Coran), Allah dit : "D'elle, Il fait pousser pour vous les cultures, les oliviers, les palmiers, les vignes et toutes sortes de fruits: En cela, il y a bien un signe pour des gens qui réfléchissent". Le Coran raconte également que la sainte Maryam a reçu des dattes fraîches et mûres alors qu'elle ressentait des douleurs lors de l'accouchement : "Ne t'afflige pas ! Ton Seigneur a placé à tes pieds une source. Secoue vers toi le tronc du palmier: il fera tomber sur toi des dattes fraîches et mûres. Alors mange et bois et soulage des yeux..." (Sourate Maryam: 23-26)

À bien des égards, les dattes constituent une importante source de devises et sont considérées comme un aliment idéal en raison de leur large éventail de nutriments essentiels et de leurs bienfaits potentiels pour la santé. C'est pourquoi les dattes revêtent une importance particulière pendant le mois sacré du Ramadan, car de nombreux musulmans les consomment principalement pendant l'Iftar.

Selon la base de données de la FAO, les principaux pays producteurs de dattes dans l'OCI et dans le monde sont les suivants : L'Égypte a produit 1,7 million de tonnes de dattes, soit environ 18 % de la production mondiale, tandis que l'Arabie saoudite a produit 1,6 million de tonnes, soit environ 16 % de la production mondiale de dattes. L'Iran a produit 1,3 million de tonnes et l'Algérie 1,2 million de tonnes, ce qui correspond respectivement à 14 % et 12 % de la production mondiale de dattes.

En outre, sur les 40 pays producteurs de dattes répertoriés dans la base de données de la FAO, 29 sont des pays de l'OCI, et 17 de ces pays figurent parmi les 20 premiers producteurs mondiaux de dattes en 2021. Les pays de l'OCI et leurs classements mondiaux respectifs sont les suivants: Égypte (1), Arabie Saoudite (2), Iran (3), Algérie (4), Irak (5), Pakistan (6), Soudan (7), Oman (8), Émirats arabes unis (9), Tunisie (10), Libye (11), Maroc (13), Koweït (14), Türkiye (15), Yémen (16), Qatar (19) et Jordanie (20).

Source: FAO (2023), Ismail (2020) et Farooqi (2015).

**TABLEAU 2.1 Les pays de l'OCI parmi les 20 premiers producteurs mondiaux des principales denrées agricoles, 2021**

Matières premières	Pays (Classement mondial)
Orge	Türkiye (9), Iran (13), Maroc (14), Kazakhstan (16)
Manioc	Nigeria (1), Indonésie (6), Côte d'Ivoire (10), Mozambique (14), Cameroun (15), Bénin (17), Sierra Leone (20))
Fèves de cacao	Côte d'Ivoire (1), Indonésie (3), Cameroun (6), Nigeria (7), Ouganda (12), Guinée (17), Sierra Leone (20)
Café	Indonésie (3), Ouganda (7), Côte d'Ivoire (14)
Dattes	Égypte (1), Arabie Saoudite (2), Iran (3), Algérie (4), Irak (5), Pakistan (6), Soudan (7), Oman (8), Émirats arabes unis (9), Tunisie (10), Libye (11), Maroc (13), Koweït (14), Türkiye (15), Yémen (16), Qatar (19), Jordanie (20)
Haricots secs	Ouganda (8), Mozambique (14), Cameroun (16), Turquie (19), Pakistan (20)
Maïs	Indonésie (8), Nigeria (14), Pakistan (16), Égypte (18)
Millet	Niger (3), Nigeria (4), Soudan (5), Mali (6), Sénégal (7), Burkina Faso (9), Tchad (10), Pakistan (16), Guinée (18), Ouzbékistan (20).
Avoine	Türkiye (19)
Huile de palme	Indonésie (1), Malaisie (2), Nigeria (4), Cameroun (9), Côte d'Ivoire (12), Guinée (18)
Riz	Bangladesh (3), Indonésie (4), Pakistan (9), Nigeria (14), Égypte (18)
Sorgho	Nigeria (2), Soudan (6), Burkina Faso (11), Mali (13), Cameroun (14), Niger (15), Tchad (17), Égypte (18)
Soja	Nigeria (13e), Indonésie (19e), Bénin (20)
Canne à sucre	Pakistan (4), Indonésie (10), Égypte (14), Türkiye (18)
Thé	Türkiye (4), Indonésie (7), Bangladesh (8), Ouganda (10), Iran (17)
Blé	Pakistan (8), Türkiye (11), Kazakhstan (15), Iran (17), Égypte (18)

Source: Analyse du personnel du SESRIC basée sur les données de la base de données en ligne FAOSTAT.

Compte tenu des changements intervenus au cours des dix dernières années, la production d'huile de palme, de soja, de café, de maïs, de dattes, de sucre, de manioc, de thé, de fèves de cacao, de millet, de haricots secs, de riz et de sorgho est en augmentation. Parmi ces pays, les volumes de production d'huile de palme ont augmenté de 51 %, passant de 242 tonnes en 2011 à 365,7 tonnes en 2021, et les fèves de soja de 41 %, passant de 1,9 tonne en 2011 à 2,7 tonnes en 2021. Le maïs et le café ont augmenté de 40 %, passant respectivement de 62,3 tonnes en 2011 à 86,9 tonnes en 2021 et de 1 tonne en 2011 à 1,4 tonne en 2021. De même, la production de dattes a également augmenté de 33 %, passant de 7 tonnes en 2011 à 9,4 tonnes en 2021.

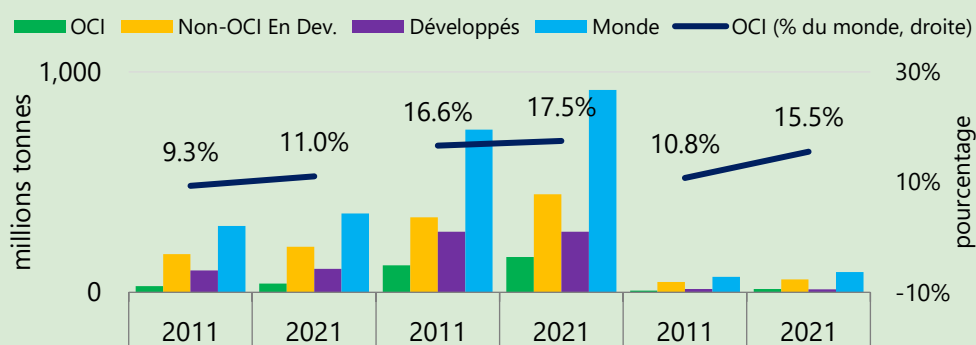
Au niveau national, 35 pays sont classés parmi les 20 premiers producteurs mondiaux de produits agricoles principaux. Ces produits vont des céréales comme le blé, l'orge, le riz et le maïs aux produits de base des régions tropicales et tempérées comme l'huile de palme, le cacao, le café et le sucre (**TABLEAU 2.1**). Toutefois, nombre de ces pays sont confrontés à des risques et des défis supplémentaires en raison des fluctuations des prix sur les marchés internationaux des produits de base, en particulier les pays dont les exportations sont fortement axées sur quelques produits de base agricoles. Un autre défi auquel ils sont confrontés est la compétitivité de leurs produits de base sur les marchés commerciaux internationaux, car ils exportent souvent ces produits de base avec peu ou pas de valeur ajoutée, principalement en raison d'installations de transformation inadéquates.

## 2.3. Élevage et pêche

### Élevage

La croissance rapide et l'innovation technologique ont entraîné de profonds changements structurels dans le secteur de l'élevage, notamment le passage de petites exploitations mixtes à de grands systèmes de production industrielle spécialisés, un déplacement de la demande et de l'offre vers les pays en développement et une importance croissante accordée à l'approvisionnement et à la commercialisation au niveau mondial. Ces changements ont des implications sur la capacité du secteur de l'élevage à développer la production de manière durable, de manière à promouvoir la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté et la santé publique.

**GRAPHIQUE 2.7 Production de produits animaux, 2011 vs 2021**



Source: Calculs du personnel de SESRIC basés sur la base de données en ligne de FAOSTAT

Ainsi, entre 2011 et 2021, il y a eu une augmentation considérable de la production des principaux produits du bétail, à savoir la viande, le lait et les œufs, par les pays de

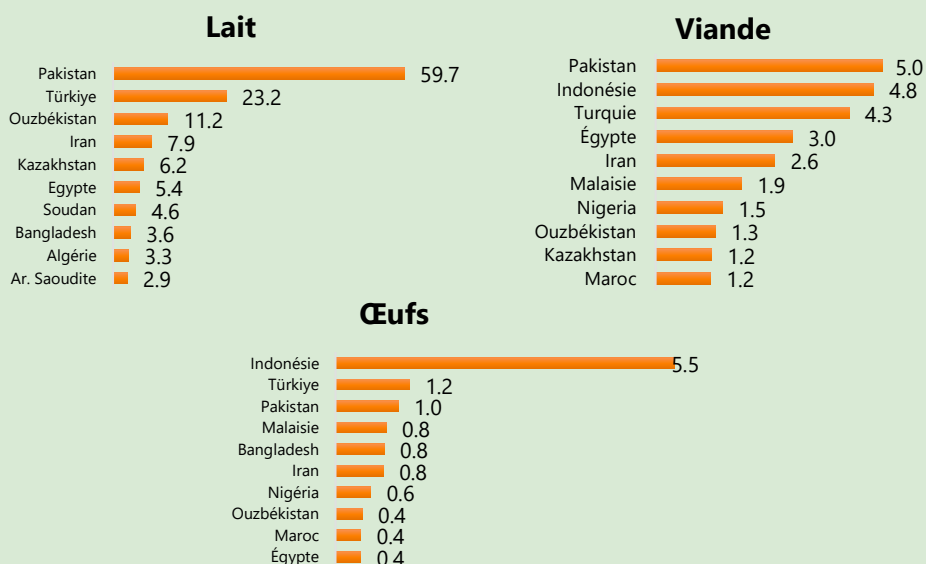


l'OCI. La production de viande a augmenté de 40,5 %, passant de 28,1 millions de tonnes à 39,4 millions de tonnes. De même, la production de lait a augmenté de 30,8 %, passant de 122,7 millions de tonnes à 160,5 millions de tonnes, tandis que la production d'œufs a connu la croissance la plus importante et la plus élevée parmi ces produits, sa production ayant presque doublé entre les deux années, passant de 7,6 millions de tonnes à 14,4 millions de tonnes.

Collectivement, la part du groupe des pays de l'OCI dans la production mondiale de bétail s'est également améliorée. En 2021, ces pays représentaient 11 % de la production mondiale de viande, 17,5 % de la production mondiale de lait et 15,5 % de la production mondiale d'œufs (**GRAPHIQUE 2.7**).

Tout comme la production des cultures primaires, la production des trois principaux produits de l'élevage ne concerne que 14 pays de l'OCI, à savoir l'Algérie, le Bangladesh, l'Égypte, l'Indonésie, l'Iran, le Kazakhstan, la Malaisie, le Maroc, le Nigeria, le Pakistan, l'Arabie Saoudite, le Soudan, la Türkiye et l'Ouzbékistan. Les 10 premiers producteurs de viande, de lait et d'œufs représentaient respectivement 67,9 %, 79,8 % et 83,5 % de la production totale du groupe des pays de l'OCI en 2021 (**GRAPHIQUE 2.8**).

**GRAPHIQUE 2.8 Principaux producteurs de produits animaux (millions de tonnes), 2021**



Source: Analyse du personnel du SESRIC basée sur les données de la base de données en ligne FAOSTAT.

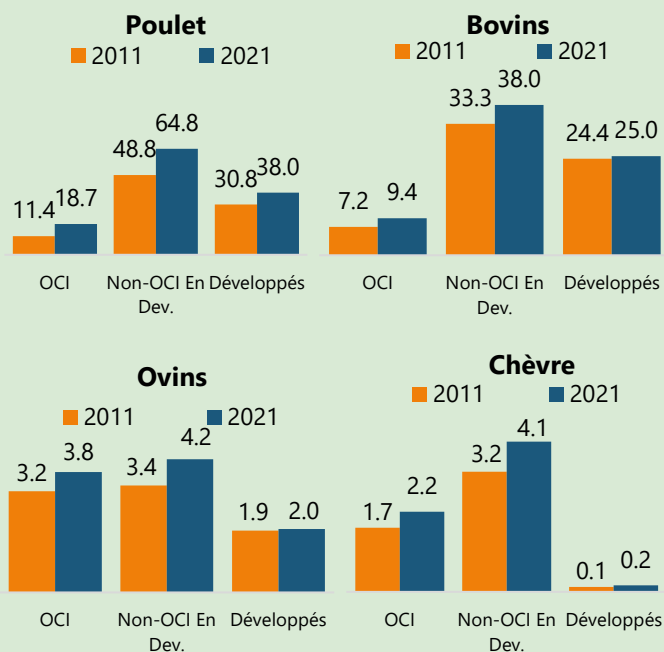
Dans les pays de l'OCI, la production de viande de poulet, de bovins, d'ovins et de

caprins joue un rôle important dans

l'approvisionnement mondial en viande. Les composants nutritionnels tels que les protéines de haute qualité, les acides gras essentiels et une variété de vitamines provenant de la viande contribuent grandement à l'amélioration de la nutrition et de la santé générale de la population. Les avantages nutritionnels de la viande provenant de ces animaux ont entraîné une

augmentation de la demande de leurs produits au fil des ans. Par exemple, la production de viande de poulet a connu une

**GRAPHIQUE 2.9 Production de viande (millions de tonnes), 2011 vs 2021**



Source: Calculs du personnel de SESRIC basés sur la base de données en ligne de FAOSTAT

augmentation notable, passant de 11,4 millions de tonnes en 2011 à 18,7 millions de tonnes en 2021. De même, la production de viande bovine est passée de 7,2 millions de tonnes à 9,4 millions de tonnes au cours de la même période. La production de viande ovine a également augmenté, passant de 3,2 millions de tonnes à 3,8 millions de tonnes, tandis que la production de viande caprine est passée de 1,7 million de tonnes à 2,2 millions de tonnes. Le **GRAPHIQUE 2.9** montre que la demande de viande de ces animaux a provoqué une trajectoire ascendante dans leur production de chèvres dans les pays de l'OCI, les pays en développement non-OCI et les pays développés entre 2011 et 2021.

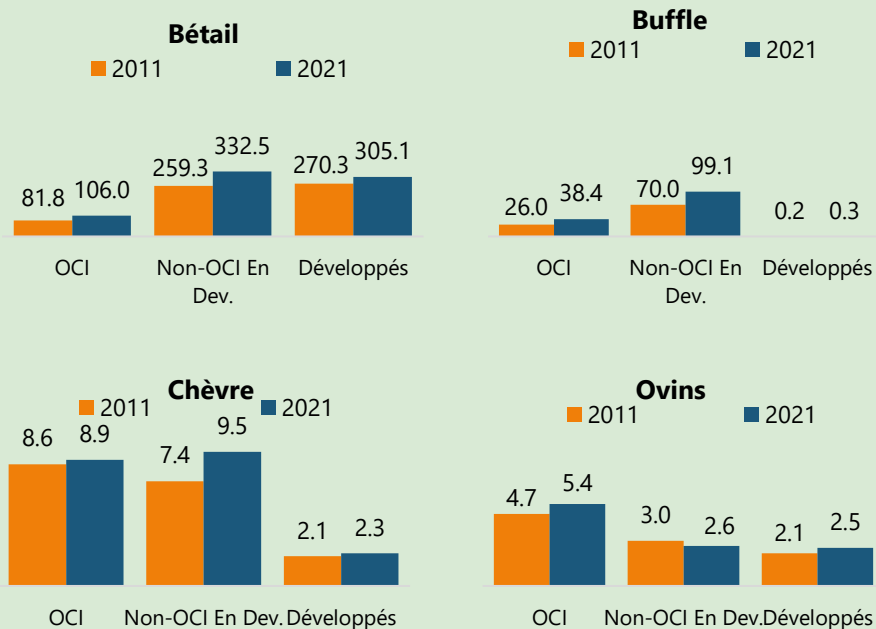
La production de lait est une autre composante importante de la production animale, qui provient presque entièrement d'animaux tels que les bovins, les buffles, les

chèvres, les moutons et les chameaux. La production de lait de ces animaux varie considérablement d'une région et d'un pays à l'autre en raison de facteurs tels que les aliments pour animaux, l'eau, le climat, la demande du marché, les traditions alimentaires et les caractéristiques socio-économiques de chaque ménage.

Des quatre principaux types d'animaux (bovins, buffles, chèvres et brebis) utilisés pour la production laitière, seuls les bovins sont élevés dans un large éventail d'environnements et leur contribution à la production laitière est donc plus importante que celle des autres animaux laitiers. En 2021, les bovins ont produit 743,7 millions de tonnes, soit environ 81 % de la production mondiale de lait, suivis par les buffles avec 15 %.

Dans le groupe des pays de l'OCI, la production de lait des bovins, buffles, chèvres et moutons a augmenté régulièrement entre 2011 et 2021. La production de lait de bovins est passée de 81,8 millions de tonnes à 106 millions de tonnes, celle de bufflonnes de 26,0 millions de tonnes à 38,4 millions de tonnes, celle de chèvres de 8,6 millions de tonnes à 8,9 millions de tonnes et celle de brebis de 4,7 millions de tonnes à 5,4 millions de tonnes entre 2011 et 2021 (**GRAPHIQUE 2.10**).

**GRAPHIQUE 2.10 Production de lait (millions de tonnes), 2011 vs 2021**



Source: Calculs du personnel de SESRIC basés sur la base de données en ligne de FAOSTAT

Cependant, selon la FAO (n.d), la part croissante de la production laitière mondiale de la plupart des pays en développement, y compris les pays de l'OCI, au cours des dernières années, est due à une augmentation du nombre d'animaux producteurs plutôt qu'à une augmentation de la productivité par tête. La FAO a souligné que, dans bon nombre de ces pays en développement, la capacité à produire des produits laitiers est limitée par divers facteurs tels qu'une qualité d'alimentation inadéquate, la prévalence de maladies, la disponibilité restreinte des marchés et des services essentiels tels que les soins de santé, le crédit et la formation, ainsi que le faible potentiel génétique des animaux laitiers pour la production de lait.

En 2021, au moins 31 pays de l'OCI figuraient parmi les 20 premiers producteurs mondiaux de produits d'élevage tels que la viande de (poulets, bovins, chèvres, moutons, chameaux et buffles), le lait cru de (bovins, moutons, chèvres, chameaux et buffles), les œufs et le miel naturel. En outre, au moins 10 pays de l'OCI figurent parmi les 20 premiers producteurs mondiaux de viande et de lait de chèvre, de mouton et de chameau, l'Indonésie, l'Iran, le Pakistan et la Türkiye étant certains des pays de l'OCI les plus remarquables de la liste (**TABLEAU 2.2**).

**TABLEAU 2.2 Les pays de l'OCI parmi les 20 premiers producteurs mondiaux de produits du bétail, 2021**

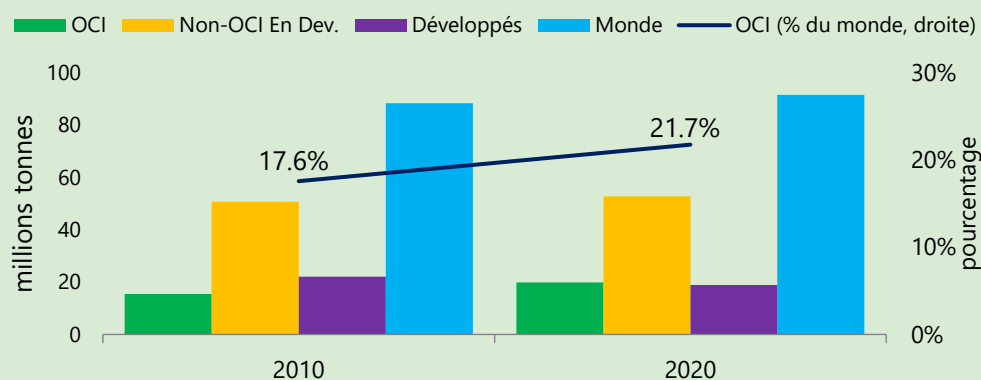
Matière première	Pays (classement mondiale)
Viande de poulets	Indonésie (5), Türkiye (10), Égypte (11), Iran (13), Pakistan (16), Malaisie (20)
Viande de bovins	Türkiye (9), Pakistan (12), Ouzbékistan (15)
Viande de chèvre	Pakistan (3), Nigeria (4), Bangladesh (5), Tchad (7), Soudan (8), Türkiye (10), Yémen (12), Émirats arabes unis (17), Indonésie (18), Arabie saoudite (19), Burkina Faso (20)
Viande de mouton	Türkiye (4), Algérie (5), Soudan (7), Pakistan (9), Iran (10), Tchad (11), Maroc (13), Ouzbékistan (14), Syrie (15), Kazakhstan (16), Nigeria (17)
Viande de chameau	Soudan (1), Arabie Saoudite (2), Somalie (3), Émirats Arabes Unis (4), Mauritanie (8), Oman (9), Niger (10), Turkménistan (12), Égypte (13), Tchad (14), Kazakhstan (15), Algérie (16), Pakistan (17), Libye (18), Iran (19), Afghanistan (20)
Viande de buffle	Pakistan (2), Turkménistan (5), Égypte (6), Indonésie (11), Türkiye (14), Bangladesh (18), Iran (19), Irak (20)
Oeufs	Indonésie (4), Türkiye (9), Égypte (11), Iran (15), Pakistan (18), Malaisie (19)
Lait frais de bovins	Pakistan (8), Türkiye (10), Ouzbékistan (17)
Lait frais de brebis	Türkiye (2), Syrie (4), Algérie (6), Soudan (9), Somalie (10), Iran (11), Afghanistan (14), Mali (15), Indonésie (16), Niger (17), Jordanie (19), Arabie Saoudite (20)
Lait frais de chèvre	Bangladesh (2), Soudan (3), Pakistan (4), Türkiye (6), Somalie (10), Indonésie (11), Niger (13), Algérie (14), Iran (15), Mali (17)
Lait frais de chameau	Somalie (2), Mali (3), Arabie Saoudite (5), Niger (6), Emirats Arabes Unis (7), Soudan (8), Tchad (9), Mauritanie (10), Qatar (11), Algérie (13), Maroc (16), Afghanistan (17), Djibouti (19), Libye (20)
Lait frais de de buffle	Pakistan (2), Égypte (4), Iran (8), Indonésie (9), Türkiye (12), Irak (13), Bangladesh (14), Syrie (18), Malaisie (19)
Miel naturel	Türkiye (2), Iran (3)

Source: Analyse du personnel du SESRIC basée sur les données de la base de données en ligne FAOSTAT.

## Pêche

La pêche et l'aquaculture continuent à apporter une contribution essentielle au bien-être et à la prospérité du monde. Ils constituent une source importante d'aliments nutritifs et de protéines animales pour une grande partie de la population mondiale. Les données du département des pêches et de l'aquaculture de la FAO révèlent que les pêches de capture et l'aquaculture ont augmenté de 3,6 % pour atteindre 91,4 millions de tonnes en 2020, contre 88,3 en 2010. Avec une telle croissance soutenue de la production de poisson et l'amélioration des canaux de distribution, la production de pêche de l'OCI a augmenté de manière significative au cours de la dernière décennie de 15,5 millions de tonnes en 2010 à 19,9 millions de tonnes en 2020, et représentant 21,7 % de la production mondiale de pêche de capture en 2020 (**GRAPHIQUE 2.11**).

**GRAPHIQUE 2.11** Production de la pêche et de l'aquaculture (millions de tonnes), 2010 vs 2020



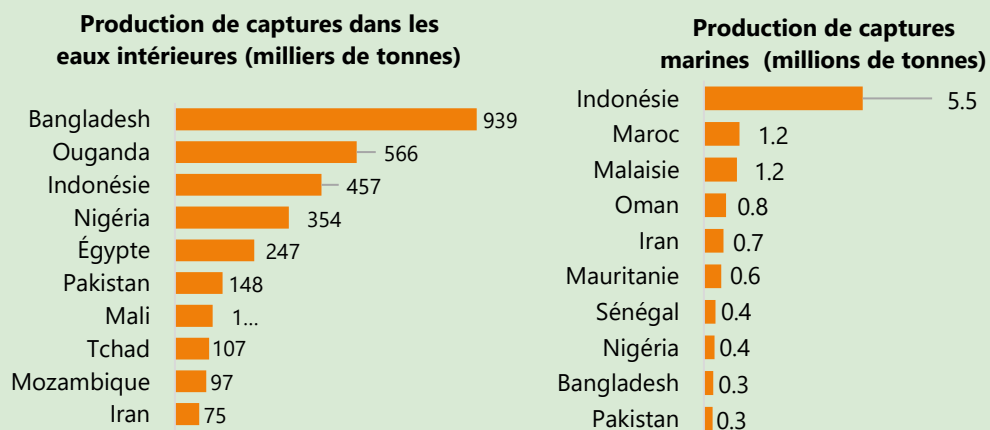
Source: Calculs du personnel du SESRIC basés sur la base de données FAOSTAT sur les pêches et l'aquaculture. Données exprimées en équivalent poids vif.

Comme le montre le **GRAPHIQUE 2.12**, les volumes les plus élevés d'espèces aquatiques capturées dans les pays de l'OCI selon la zone de pêche (c.-à-d., intérieure ou marine) se concentrent dans seulement 10 pays. Globalement, en 2020, la production de captures marines dans le groupe des pays de l'OCI était de 13,8 millions de tonnes, contre 3,6 millions de tonnes de captures dans les eaux intérieures. Au niveau individuel des pays de l'OCI, l'Indonésie, avec 5,5 millions de tonnes, a déclaré la production de captures marines la plus élevée parmi les pays de l'OCI. Viennent ensuite le Maroc, la Malaisie, Oman, l'Iran, la Mauritanie, le Sénégal, le Nigeria, le Bangladesh et le Pakistan. La part de la production intérieure a également

apporté une contribution significative à la production totale des pêches de capture du groupe des pays de l'OCI. Dans ce contexte, il est observé que les plus grands contributeurs de captures en eaux intérieures parmi les pays de l'OCI sont le Bangladesh, l'Ouganda, l'Indonésie, le Nigeria, l'Égypte, le Pakistan, le Mali, le Tchad, le Mozambique et l'Iran.

Bien que les volumes de captures en mer et dans les eaux intérieures soient restés élevés en 2020, les opérations de pêche dans les pays producteurs ont été gravement affectées par la pandémie de COVID-19 FAO (2022a).

### **GRAPHIQUE 2.12** Production de captures dans les eaux marines et intérieures, 10 premiers pays de l'OCI, 2020



Source: Calculs du personnel du SESRIC basés sur la base de données FAOSTAT sur les pêches et l'aquaculture. Données exprimées en équivalent poids vif.

### 3. Commerce mondial et régional

Le commerce international sert de catalyseur à la croissance économique et au développement, créant des avantages mutuels pour les partenaires commerciaux. L'OCI est composée de pays membres répartis sur quatre continents et présentant des niveaux de développement agricole variables. Alors que certains pays de l'OCI excellent en tant qu'exportateurs nets de divers produits, d'autres se retrouvent parmi les importateurs nets. Dans ce contexte, la formulation de politiques commerciales agricoles efficaces revêt une importance capitale pour garantir la sécurité alimentaire et l'approvisionnement durable en produits de base essentiels. Cependant, quelques pays de l'OCI sont confrontés à des défis importants qui les empêchent de tirer pleinement parti des avantages du commerce international.

L'objectif de cette section est d'identifier les tendances communes sur la base de statistiques récentes et de comprendre les principaux défis rencontrés dans le commerce alimentaire et agricole. Il est important de noter que, sauf indication contraire, l'expression "produits alimentaires et agricoles" dans ce chapitre se réfère à la catégorie collective englobant les articles classés dans la catégorie "Cultures et produits de l'élevage" de la FAO.

#### 3.1. Tendances des exportations et des importations

Les tendances des exportations et importations alimentaires et agricoles dans les pays de l'OCI sont présentées dans le GRAPHIQUE 3.1. Les données révèlent que les pays de l'OCI, en tant que groupe, ont été en mesure d'accroître leurs capacités de commerce international des produits alimentaires agricoles au fil du temps. La valeur des exportations est passée de 141,7 milliards de dollars en 2011 à

**GRAPHIQUE 3.1** Exportations et importations alimentaires et agricoles dans les pays de l'OCI, 2011 vs 2021

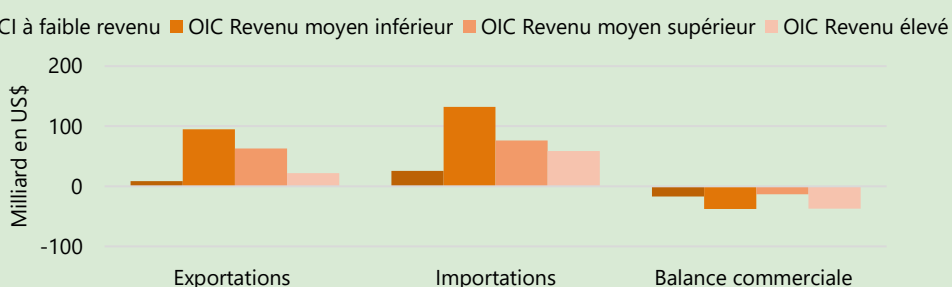


Source: Calculs du personnel du SESRIC basés sur les données du FAOSTAT.

188,1 milliards en 2021. Au cours de la même période, la part du groupe de l'OCI dans le total des exportations alimentaires et agricoles mondiales est restée similaire, passant de 10,7% à 10,5%. De même, la valeur des importations dans les pays de l'OCI a grimpé de 218,6 milliards de dollars en 2011 à 292,9 milliards de dollars en 2021. Néanmoins, la part du groupe de l'OCI dans les importations alimentaires et agricoles totales mondiales a légèrement diminué de 16,0% à 15,8% au cours de la même période. Cette évolution du commerce agricole et alimentaire peut être attribué à une forte diversification des produits, à la réduction des barrières commerciales, à une concurrence accrue et à des gains de productivité (Jansen, 2013).

Néanmoins, les pays de l'OCI, en tant que groupe, ont continué à être des importateurs nets dans le commerce alimentaire et agricole, la valeur des importations étant supérieure à celles des exportations. La valeur du déficit commercial alimentaire et agricole total de l'OCI est passée de 76,9 milliards de dollars en 2011 à 104,8 milliards de dollars en 2018 (graphique 2021). Les performances des pays de l'OCI basées sur les groupes de revenus montrent des variations (**GRAPHIQUE 3.2**). En 2021, les groupes à faible revenu et à revenu moyen supérieur ont enregistré un déficit relativement moins important, avec des déficits commerciaux nets de 16,9 milliards de dollars et de 13,4 milliards de dollars respectivement. Dans le même temps, les groupes à revenus moyens inférieurs et élevés ont généré des déficits commerciaux alimentaires et agricoles de 37,5 milliards et 37,0 milliards respectivement. Au niveau national, 50 des 57 pays membres ont enregistré un déficit dans le commerce des denrées alimentaires et de l'agriculture. Les sept autres pays ayant enregistré des excédents commerciaux sont l'Ouganda, la Guyane, le Burkina Faso, la Türkiye, la Côte d'Ivoire, la Malaisie et l'Indonésie.

**GRAPHIQUE 3.2 Performance du commerce alimentaire et agricole par groupes de revenus, 2021**



Source: Calculs du personnel du SESRIC basés sur les données du FAOSTAT.



Les disparités existantes entre les pays de l'OCI en termes de commerce international de produits alimentaires et agricoles pourraient être considérées comme une fenêtre d'opportunité pour renforcer le commerce intra-OCI. La complémentarité entre les pays et sous-régions de l'OCI ayant une offre excédentaire (c'est-à-dire exportateurs nets) et ceux ayant une demande excédentaire (c'est-à-dire importateurs nets) pour divers produits agricoles contribuerait à approfondir la coopération intra-OCI et à générer davantage de ressources pour le développement socio-économique des pays de l'OCI.

Au niveau régional et national, les performances commerciales au sein de l'OCI présentent des variations significatives, influencées par plusieurs facteurs. Par exemple, certains pays de l'OCI ont mis davantage l'accent sur l'intégration commerciale régionale et l'élimination des obstacles au commerce agricole. En outre, quelques pays ont mis en œuvre des stratégies de diversification des produits visant à améliorer le volume de leurs échanges agricoles. Toutefois, en tant que groupe collectif, les pays de l'OCI ont encore une marge de progression pour s'assurer une plus grande part dans le commerce mondial des produits agricoles, en particulier à la lumière de l'intensification de la concurrence mondiale (COMCEC, 2018; OECD, 2015).

Les pays de l'OCI ont démontré leur grande expertise dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et de programmes nationaux efficaces en matière de commerce agricole. Le rapport du COMCEC (2019) fournit une analyse complète des pratiques réussies mises en œuvre par des pays tels que le Maroc, la Türkiye, la Gambie et le Tchad, offrant un aperçu précieux d'une gamme variée de politiques qui peuvent être utilisées par les pays de l'OCI pour renforcer le commerce international des produits agricoles. À cet égard, la promotion de la coopération intra-OCI devient cruciale car elle facilite l'apprentissage mutuel et l'échange d'expériences entre les nations membres, conduisant à un progrès collectif dans ce domaine significatif.

## **Importance économique**

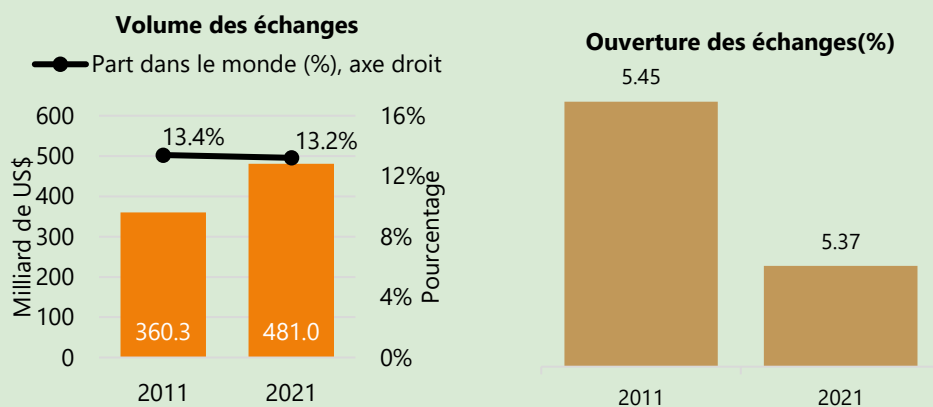
Il est essentiel de comprendre l'importance économique réelle d'un secteur pour déterminer les bonnes politiques et identifier les domaines prioritaires. Dans de nombreux pays en développement, dont plusieurs pays de l'OCI, l'importance économique du secteur agricole est très élevée en termes d'emploi, de contribution au PIB et de commerce international.

En termes de contribution économique au PIB, le secteur agricole revêt une importance particulière pour de nombreux pays en développement et économies de l'OCI (voir le chapitre 2 pour plus de détails). Le volume total du commerce des pays de l'OCI dans l'agriculture a augmenté de 34% au cours de la période 2011-2021 et a atteint 481,0 milliards de dollars américains en 2021. Néanmoins, la part du groupe de l'OCI dans le marché mondial du commerce alimentaire et agricole a relativement stagné, atteignant 13,2% en 2021. Dans le même ordre d'idées, l'ouverture du

commerce agricole et alimentaire, qui reflète la part relative du commerce agricole et alimentaire total dans le PIB, a légèrement diminué, passant de 5,45 % en 2011 à 5,37 % en 2021, reflétant une intégration stagnante avec les marchés commerciaux agricoles mondiaux (**GRAPHIQUE 3.3**).

Au niveau de chaque pays, en 2021, l'ouverture du commerce alimentaire et agricole était supérieure à 20% dans six pays de l'OCI, à savoir Djibouti (68,2%), le Yémen (59,0%), la Somalie (41,4%), l'Afghanistan (24,5%), la Guinée-Bissau (21,1%), et le Soudan (20,4%). Dans 14 pays de l'OCI, l'ouverture du commerce agricole est restée inférieure à la moyenne de 5,4% de l'OCI. Ceci démontre que l'importance relative du commerce agricole dans les économies des pays de l'OCI varie considérablement. Cette situation peut être influencée par des facteurs tels que la population totale, la situation géographique, la zone climatique, l'infrastructure du commerce agricole et la disponibilité de ressources minérales pour les exportations (par exemple, le gaz, le pétrole).

**GRAPHIQUE 3.3** Volume total du commerce alimentaire et agricole (gauche) et ouverture commerciale (droite) dans les pays de l'OCI, 2011 vs 2021

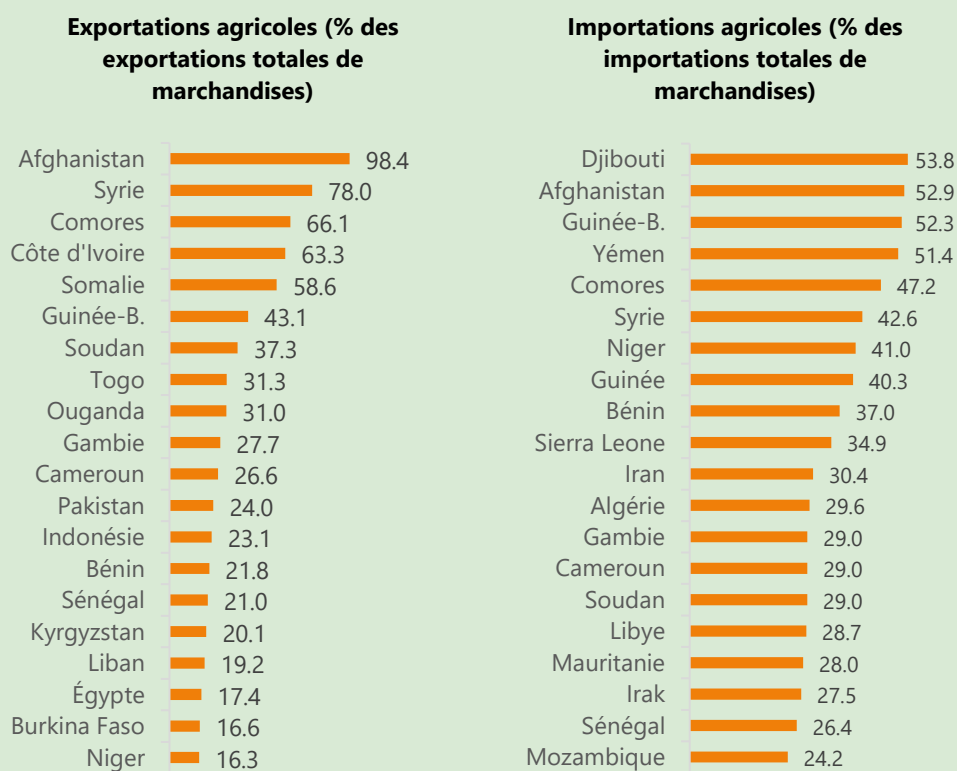


Source: Calculs du personnel du SESRIC basés sur les données de FAOSTAT.

Dans un bon nombre de pays de l'OCI, le commerce international des produits agricoles joue un rôle clé dans leurs économies, tant en termes d'exportations que d'importations. À cet égard, le **GRAPHIQUE 3.4** montre le rôle du commerce agricole dans les économies de l'OCI en examinant les parts relatives de l'exportation et de l'importation de produits alimentaires et agricoles dans le commerce total de marchandises en 2021. La part des exportations agricoles dans le total des exportations de marchandises a dépassé le seuil de 50 % en Somalie (59 %), en Côte d'Ivoire (63 %), aux Comores (66 %), en Syrie (78 %) et en Afghanistan (98 %). Dans 20 pays de l'OCI, les exportations alimentaires et agricoles ont contribué pour moins

de 5% au total des exportations de marchandises. Dans le même ordre d'idées, la performance des pays de l'OCI en matière d'importation de produits alimentaires et agricoles est diverse lorsqu'elle est mesurée en tant que part de l'importation totale de marchandises. D'une part, dans onze pays de l'OCI (Iran, Sierra Leone, Bénin, Guinée, Niger, Syrie, Comores, Yémen, Guinée-Bissau, Afghanistan et Djibouti), la part des importations agricoles dans les importations totales de marchandises s'est avérée supérieure à 30 %. D'autre part, dans 16 pays de l'OCI, cette part est restée en dessous de la moyenne du groupe de l'OCI (14%).

### GRAPHIQUE 3.4 Commerce alimentaire et agricole par rapport au commerce total de marchandises, les 20 premiers pays de l'OCI, 2021



Source: Calculs propres effectués à partir des données de FAOSTAT.

Dans l'ensemble, les pays de l'OCI, en tant que groupe, se sont efforcés ces dernières années d'améliorer leurs capacités de commerce international dans le secteur agricole. En termes de contribution économique, le secteur est une source importante de création d'emplois et de valeur ajoutée dans de nombreux pays de l'OCI (COMCEC, 2018). Dans ce contexte, des politiques efficaces et saines visant à éliminer davantage

les barrières commerciales existantes et à améliorer l'intégration régionale dans l'agriculture aideraient les pays de l'OCI à obtenir une part élevée dans le marché commercial mondial des produits agricoles.

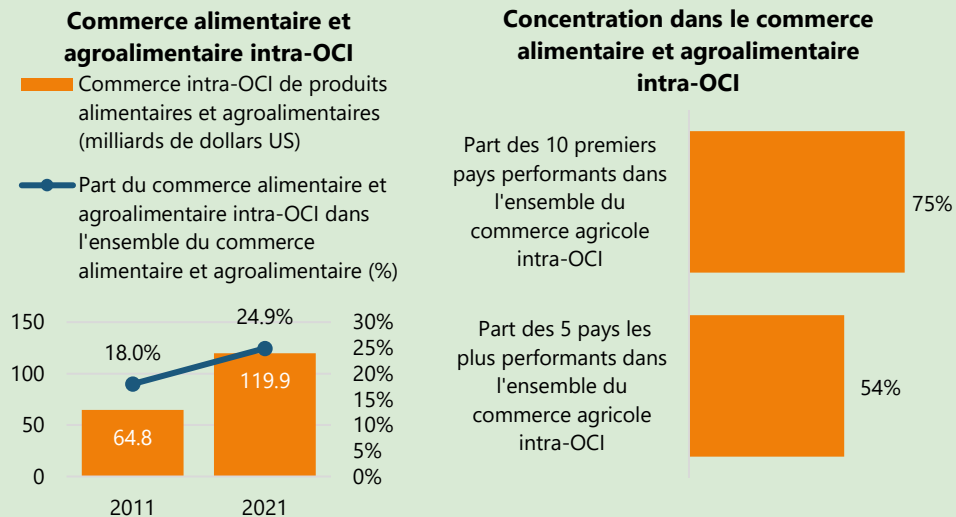
L'analyse révèle en outre que dans certains pays de l'OCI particulièrement situés en Afrique et en Asie, les exportations et les importations agricoles jouent un rôle vital dans leurs relations commerciales et leurs économies internationales en tant que moteur de croissance et source de recettes en devises étrangères. Néanmoins, une très forte dépendance vis-à-vis des exportations et des importations agricoles affaiblit la résistance des pays aux chocs extérieurs. Par exemple, un choc dans le commerce mondial, comme celui qui s'est produit en raison de la pandémie de COVID-19, peut entraîner des pertes importantes de recettes en devises. De même, une forte dépendance à l'égard des importations de produits agricoles peut accroître le risque d'insécurité alimentaire en cas de choc ou de crise dans l'économie mondiale. À cet égard, les pays de l'OCI fortement dépendants des exportations et importations agricoles doivent déployer plus d'efforts pour diversifier leurs produits d'exportation et investir dans la production locale de denrées alimentaires et de produits agricoles en utilisant de nouvelles techniques (par exemple, l'irrigation, la mécanisation), surtout pour améliorer leur résilience.

## 3.2. Situation du commerce intra-OCI

Aucun pays ne peut produire tous les types de produits agricoles pour répondre à ses propres besoins. Il est également presque impossible pour un pays de consommer tous les produits alimentaires et agricoles produits dans le pays. Par conséquent, les pays échangent leurs produits alimentaires et agricoles au niveau international. La diversité des pays de l'OCI en termes de production, de climat, de géographie et de produits agricoles majeurs offre une grande opportunité de renforcer le commerce intra-OCI (SESRIC, 2021a). En fait, la tendance positive observée dans la valeur du commerce alimentaire et agricole intra-OCI soutient cet argument. Le commerce agricole intra-OCI a augmenté d'environ 85% au cours de la période 2011-2021 et a dépassé 119,1 milliards de dollars américains en 2021 (**GRAPHIQUE 3.5, à droite**). Ceci a fait que la part du commerce alimentaire et agricole intra-OCI dans tout le commerce alimentaire et agricole a été témoin d'une augmentation de 18,0% en 2011 à 24,9% en 2021. En d'autres termes, environ un quart du commerce alimentaire et agricole des pays de l'OCI a eu lieu entre les pays membres, tandis que les trois quarts restants ont été réalisés avec le reste du monde.

Les pays de l'OCI ne bénéficient pas tous largement du commerce agricole intra-OCI, car ces activités commerciales sont fortement concentrées dans quelques pays de l'OCI (**GRAPHIQUE 3.5, à gauche**). La valeur totale du commerce agricole intra-OCI

### GRAPHIQUE 3.5 Commerce alimentaire et agricole intra-OCI (gauche), 2011 vs 2021 et concentration dans le commerce alimentaire et agricole intra-OCI (droite), 2021



Source: Calculs propres effectués à partir des données de FAOSTAT.

enregistrée par les cinq premiers pays performants de l'OCI (EAU, Arabie Saoudite, Indonésie, Malaisie et Türkiye) représentait une part de 54% de l'ensemble du commerce agricole intra-OCI en 2021. Si l'on élargit cette liste au Pakistan, à Oman, à l'Égypte, à l'Iran et au Bangladesh, ces dix premiers pays performants de l'OCI ont obtenu une part de 75 % de l'ensemble du commerce alimentaire et agricole intra-OCI. En d'autres termes, les 47 autres pays membres de l'OCI ne pourraient obtenir qu'une part de 25% dans l'ensemble du commerce agricole et alimentaire intra-OCI en 2021.

Les chiffres susmentionnés mettent en évidence l'existence d'un potentiel inexploité en termes de commerce agricole intra-OCI à bien des égards. Bien qu'il y ait une tendance positive en termes de valeur du commerce agricole intra-OCI, la prévalence de la concentration de ces activités dans seulement quelques pays de l'OCI limite les bénéfices importants attendus du commerce intra-OCI.

## Composition des produits

Une étude de la composition des produits dans le commerce agricole des pays de l'OCI pourrait fournir des informations supplémentaires. Dans ce contexte, le **TABLEAU 3.1** présente des informations commerciales détaillées sur une sélection de sept groupes de produits dans le commerce alimentaire et agricole en 2021. Dans cinq des sept principaux groupes de produits, la valeur des importations a dépassé celle des exportations, ce qui implique un déficit commercial. Le déficit le plus élevé parmi les sept principaux groupes de produits a été observé dans le groupe des "céréales et préparations à base de céréales", évalué à 59,8 milliards de dollars. Dans les groupes de produits "Fruits et légumes" et "Graisses et huiles (à l'exclusion du beurre)", la valeur des exportations a été enregistrée comme étant supérieure à la valeur des importations, ce qui reflète l'excédent commercial dans les pays de l'OCI. Dans ces groupes de produits, les pays de l'OCI, en tant que groupe, offraient des prix compétitifs au niveau international qui leur permettaient par la suite de recourir largement à l'exportation vers le reste du monde. La valeur des excédents commerciaux dans ces deux groupes de produits était de 0,2 milliard de dollars et de 27,5 milliards de dollars, respectivement pour les "fruits et légumes" et les "graisses et huiles (à l'exclusion du beurre)".

Dans quatre groupes de produits, à savoir "Céréales et préparations", "Autres produits alimentaires (y compris le café, le thé, le cacao, les épices, etc.)", "Fruits et légumes", et "Graisses et huiles (à l'exception du beurre)", les pays de l'OCI, en tant que groupe, ont été en mesure de générer des revenus d'exportation totalisant 134,9 milliards de dollars en 2021, ce qui équivaut à 72% du total des exportations alimentaires et agricoles de l'OCI. La valeur d'exportation la plus faible (2,8 milliards de dollars) a été enregistrée dans le groupe "Viande et préparations à base de viande" parmi les sept groupes de produits.

La valeur totale des importations pour les sept principaux groupes de produits de base a dépassé 232,7 milliards de dollars. Parmi tous les groupes de marchandises, la valeur d'importation la plus basse a été enregistrée dans le groupe "Viande et préparations à base de viande". Les pays de l'OCI ont importé une quantité importante de "céréales et préparations de céréales", évaluée à 74,3 milliards de dollars, ce qui en fait le premier grand groupe de produits en termes de valeur des importations.

**TABLEAU 3.1 Commerce agricole de certains produits majeurs dans les pays de l'OCI, 2021**

Groupes de produits	Exportation		Importation		Balance commerciale (en milliards de \$)
	Valeur (milliards US\$)	% du total des exportations alimentaires et agricoles de l'OCI	Valeur (milliards US\$)	% du total des importations alimentaires et agricoles de l'OCI	
Céréales et préparations	14,6	8%	74,3	25%	-59,8
Autres aliments (y compris café, thé, cacao, épices, etc.)	28,3	15%	46,7	16%	-18,5
Fruits et légumes	34,4	18%	34,2	12%	0,2
Graisses et huiles (à l'exception du beurre)	57,6	31%	30,1	10%	27,5
Produits laitiers et œufs	4,6	2%	16,7	6%	-12,1
Sucre et miel	4,9	3%	16,2	6%	-11,3
Viandes et préparations de viandes	2,8	1%	14,4	5%	-11,6

Source: Calculs propres effectués à partir des données de FAOSTAT.

Les parts relatives des principaux groupes de produits agricoles pourraient fournir des indications supplémentaires sur leur importance relative. Dans ce contexte, le groupe de marchandises "Graisses et huiles (à l'exclusion du beurre)" a représenté la part la plus élevée (31%) dans la valeur totale des exportations alimentaires et agricoles de l'OCI, suivi par le groupe des "Fruits et légumes" avec une part de 18%. En termes d'importation, les "céréales et préparations" ont obtenu la part la plus élevée de 25% dans la valeur totale des importations alimentaires et agricoles de l'OCI. Il est suivi par le groupe de produits "Autres produits alimentaires (y compris le café, le thé, le cacao, les épices, etc.)" (16%).

Dans l'ensemble, les pays de l'OCI sont divers en termes de climat, de géographie et de production de produits agricoles. En conséquence, plusieurs d'entre eux exportent et importent des produits alimentaires et agricoles à destination et en provenance de partout dans le monde jusqu'à ce qu'ils atteignent un équilibre en termes d'offre et de demande agrégées. Les changements en cours dans la structure du commerce mondial des produits agricoles de base constituent une fenêtre d'opportunité pour de nombreux pays en développement, dont plusieurs pays de l'OCI, qui leur permettrait de faire partie des chaînes de valeur mondiales (OCDE, 2015).

Néanmoins, les mesures de politique commerciale en vigueur, à savoir les droits de douane, les mesures non tarifaires et les accords commerciaux, pourraient fausser le niveau d'équilibre optimal en termes de commerce agricole (COMCEC, 2019). Il est également important de souligner que la performance du commerce agricole des pays de l'OCI est également affectée par les prix mondiaux des produits agricoles. De nombreux pays de l'OCI ont une influence limitée sur le niveau des prix mondiaux des

produits agricoles, notamment en raison de capacités de production limitées, de marchés désorganisés, de l'absence de plateformes d'échange de marchandises organisées, de problèmes de connectivité et d'une concurrence imparfaite. Dans ce contexte, les pays de l'OCI doivent s'efforcer d'accroître leur compétitivité en investissant dans des techniques de production telles que l'utilisation d'engrais et la mécanisation agricole. Parallèlement, ils doivent supprimer les restrictions et les obstacles qui faussent les échanges agricoles, tels que les taux tarifaires élevés et les procédures douanières complexes et longues. De cette façon, les pays de l'OCI pourraient atteindre leur plein potentiel dans la production et le commerce des principaux produits agricoles et obtenir une part croissante du marché mondial.

**TABLEAU 3.2 Potentiels commerciaux intra-OCI pour les principaux produits de base, 2021**

Groupes de produits	Statut commercial du groupe de l'OCI	Nombre de pays ayant un déficit commercial	Nombre de pays ayant un excédent commercial
Céréales et préparations	Déficit	54	3
Autres aliments (y compris café, thé, cacao, épices, etc.)	Déficit	46	11
Fruits et légumes	Excédent	36	21
Graisses et huiles (à l'exception du beurre)	Excédent	48	9
Produits laitiers et œufs	Déficit	54	3
Sucre et miel	Déficit	53	4
Viandes et préparations de viandes	Déficit	53	4

Source: Analyse du personnel du SESRIC basée sur la base de données en ligne de la CNUCED-STAT

En examinant les chiffres au niveau de chaque pays, il est encore plus évident que de nombreux pays de l'OCI ont des déficits et des excédents commerciaux dans un certain nombre de groupes de produits de base importants. Par exemple, dans les "céréales et préparations" et les "produits laitiers et œufs", trois pays de l'OCI avaient un excédent commercial net alors que 54 d'entre eux ont rapporté des déficits commerciaux nets dans ce groupe de marchandises (**TABLEAU 3.2**). Du point de vue de la coopération intra-OCI, ces trois pays de l'OCI pourraient exporter davantage vers les 54 pays de l'OCI en utilisant la plateforme de coopération de l'OCI. De même, 36 pays de l'OCI ont enregistré des déficits commerciaux dans le groupe des "fruits et légumes", alors que 21 d'entre eux ont généré un excédent commercial dans le même groupe. Là encore, une bonne concordance entre ces deux groupes de pays pourrait porter le commerce intra-OCI à des niveaux plus élevés.



# 2

## TENDANCES ET MODÈLES DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

## 4. État de la sécurité alimentaire

La sécurité alimentaire est définie par la FAO comme l'accès de chaque individu à une nourriture suffisante et nutritive répondant à ses besoins alimentaires pour un mode de vie actif et sain. De nos jours, les pays à travers le monde se remettent de la pandémie, mais les schémas d'insécurité alimentaire restent un défi qui pose de graves difficultés socio-économiques. L'éradication de la faim occupe une place centrale dans les documents stratégiques internationaux tels que les objectifs de développement durable et le programme d'action de l'OCI-2025.

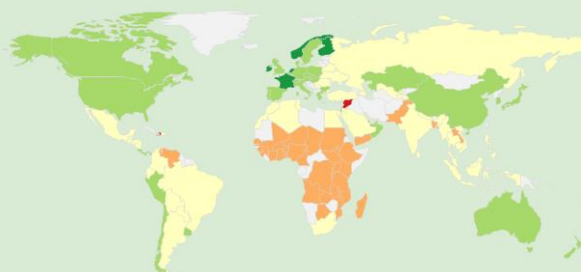
Dans de nombreuses économies à revenu faible ou intermédiaire, la faim et la sous-alimentation - deux indicateurs clés d'une grave insécurité alimentaire - sont en augmentation. Dans les économies développées, comme celles de l'Europe, la prévalence de l'obésité chez les adultes et de la surcharge pondérale chez les enfants augmente. Tout cela est le résultat direct de l'insécurité alimentaire résultant d'une combinaison de facteurs incluant, mais sans s'y limiter, des conditions économiques difficiles, la faiblesse des prix des matières premières, le manque d'infrastructures adéquates, la pauvreté, les conflits et les conditions climatiques défavorables, qui prolongent ou aggravent l'insécurité alimentaire chronique et transitoire dans le monde. Compte tenu de ces défis, le programme d'action de l'OCI pour 2025 réalise que "sans une alimentation suffisante et adéquate, il n'est pas possible pour les pays membres de l'OCI de gravir l'échelle du développement" (Pilier 2025 du programme d'action de l'OCI pour 2025, p. 10).

### 4.1. Aperçu des tendances en matière de sécurité alimentaire

L'indice mondial de sécurité alimentaire (GFSI) (EIU, 2022) évalue la sécurité alimentaire de 113 pays, dont 37 États membres de l'OCI, sur la base de quatre piliers clés : accessibilité financière, disponibilité, qualité et sécurité, durabilité et adaptation, à l'aide d'un ensemble de 68 indicateurs. La note globale de l'IMSA va de zéro à 100, où 100 correspond à la meilleure sécurité alimentaire. Sur la base de ce score, les pays sont classés en cinq groupes reflétant les conditions de sécurité alimentaire. Les scores allant de zéro à 39,9 correspondent à une sécurité alimentaire "très faible", les scores allant de 40 à 54,9 à une sécurité alimentaire "faible", les scores allant de 55 à 69,9 à une sécurité alimentaire "modérée", les scores allant de 70 à 79,9 à une "bonne" sécurité alimentaire, et enfin les scores allant de 80 à 100 indiquent une "très bonne" sécurité alimentaire dans ces pays.

Les performances des pays varient en fonction de leur situation géographique, de leur niveau de revenu et du climat politique actuel. Au niveau mondial, seuls cinq pays développés, à savoir la Finlande, l'Irlande, la Norvège, la France et les Pays-Bas, ont été classés comme ayant de "très bonnes" conditions de sécurité alimentaire, avec des scores globaux GFSI supérieurs à 80, en 2022.

### GRAPHIQUE 4.1 Scores de l'indice mondial de sécurité alimentaire (IMSA), 2022



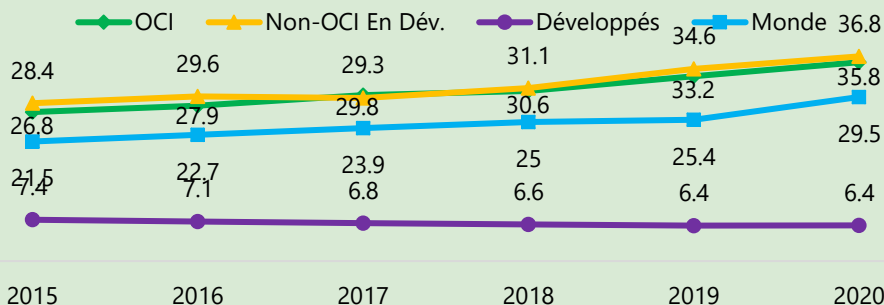
TRES BIEN SCORE 80+			FAIBLE SCORE 40-54,9		
		Δ			Δ
BIEN SCORE 70-79,9			Bangladesh	54	-2,5
EAU	75,2	3,6	Pakistan	52,2	-1,2
Qatar	72,4	-0,6	Mali	51,9	2,2
Kazakhstan	72,1	3,9	Sénégal	51,2	1,2
Oman	71,2	-2,1	Burkina Faso	49,6	-1
Bahreïn	70,3	0,8	Bénin	48,1	1,7
MOYEN SCORE 55-69,9			Ouganda	47,7	3
		Δ	Mozambique	47,3	3
Malaisie	69,9	2,7	Côte d'Ivoire	46,5	-4,3
Ar. Saoudite	69,9	2,6	Cameroun	46,4	-1,7
Jordanie	66,2	0,9	Niger	46,3	-4,5
Türkiye	65,3	0,1	Togo	46,2	-1,6
Koweït	65,2	-2,8	Guinée	45,1	1
Maroc	63	-0,5	Tchad	43,2	0,9
Tunisie	60,3	1,2	Soudan	42,8	2,7
Indonésie	60,2	-3,4	Nigéria	42	-2,7
Azerbaïdjan	59,8	1,6	Sierra Leone	40,5	0,4
Algérie	58,9	0,4	Yémen	40,1	1,2
Ouzbékistan	57,5	5,4	TRÈS FAIBLE SCORE 0-39,9		
Tadjikistan	56,7	4,4			
Égypte	56	5,1	Syrie*	36,3	-3,6

Source: Indice de la sécurité alimentaire mondiale par The Economist's Intelligence Unit, 2022. Le tableau montre les scores de 2022 et l'évolution des scores depuis 2018. Les scores sont normalisés de 0 à 100, où 100 = meilleures conditions. Δ = évolution du score depuis 2018. La carte montre le classement de 2022 pays par score. \*L'adhésion à l'OCI est suspendue

Les Émirats arabes unis ont été le pays de l'OCI le mieux noté avec 75,2 en 2022 et se sont classés au 23e rang mondial. Outre les Émirats arabes unis, quatre autres pays de l'OCI, à savoir le Qatar, le Kazakhstan, Oman et le Bahreïn, dont les scores sont supérieurs à 70, ont été classés comme ayant une "bonne" sécurité alimentaire. 13 pays de l'OCI avaient une sécurité alimentaire "moyen", 18 pays de l'OCI étaient catégorisés avec une sécurité alimentaire "faible", et un pays (la Syrie) avec des conditions de sécurité alimentaire très faibles en 2022.

En ce qui concerne le progrès entre 2018 et 2022, en comparant les conditions actuelles de sécurité alimentaire avec celles d'avant la pandémie, 23 pays de l'OCI ont réalisé des progrès. En particulier, les 10 pays de l'OCI ayant réalisé les progrès les plus remarquables au cours de la période considérée sont l'Ouzbékistan, l'Égypte, le Tadjikistan, le Kazakhstan, les Émirats arabes unis, l'Ouganda, le Mozambique, la Malaisie, le Soudan et l'Arabie saoudite. La mise à niveau des infrastructures essentielles liées à l'alimentation a été essentielle pour améliorer la sécurité alimentaire de certains de ces pays membres. D'autre part, 14 pays de l'OCI ont révélé une évolution négative de leurs conditions de sécurité alimentaire ou des scores de l'ISBF (**GRAPHIQUE 4.1**).

**GRAPHIQUE 4.2** Prévalence de l'insécurité alimentaire modérée ou sévère (%), 2015-2020

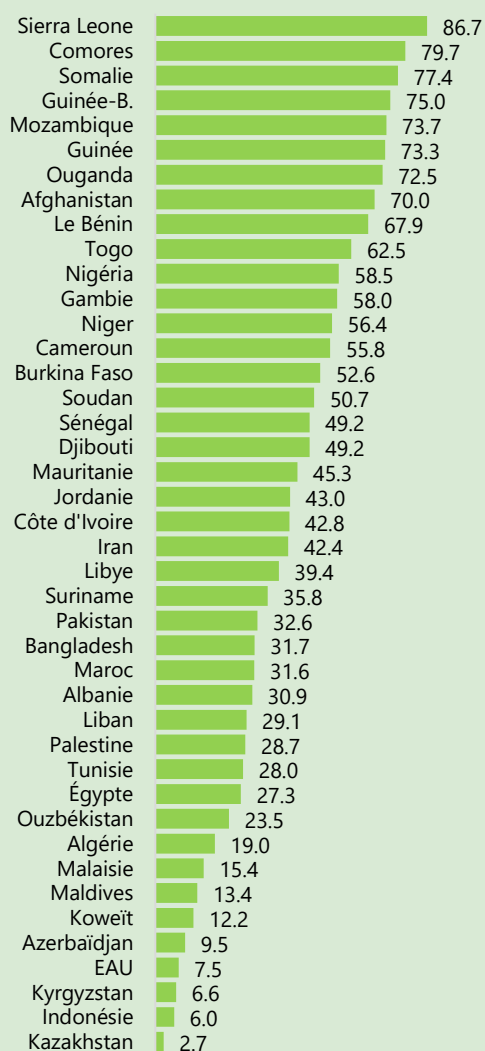


Source: Calculs du personnel du SESRIC basés sur la base de données de la Division des statistiques des Nations Unies (DSNU), Indicateurs mondiaux des ODD. Note: (OCI: N = 42; En dév. non-OCI N = 74; Pays développés: N = 33; Monde: Estimation de la FAO)

L'insécurité alimentaire modérée est associée à l'incapacité de suivre régulièrement un régime alimentaire sain et nutritif. L'insécurité alimentaire sévère se réfère à une quantité insuffisante d'apports alimentaires (calories) et est donc fortement liée à la sous-alimentation ou à la faim. Dans le monde, on estime que 2,3 milliards de personnes souffriront d'insécurité alimentaire modérée ou grave en 2020. Si les

chiffres les plus élevés sont observés en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud, l'insécurité alimentaire moyenne est un problème même dans les pays développés.

### GRAPHIQUE 4.3 Prévalence de l'insécurité alimentaire modérée ou sévère (%) dans le Pays de l'OCI, 2020



Source: Division des statistiques des Nations unies (DSNU), Base de données des indicateurs mondiaux des ODD.

La proportion de personnes en situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave est en augmentation dans les pays en développement membres et non membres de l'OCI, ainsi que dans le monde entier. En particulier depuis 2019, l'épidémie de COVID-19 a eu un impact négatif visible sur la sécurité alimentaire. La prévalence de l'insécurité alimentaire modérée ou sévère a augmenté de 9 points de pourcentage, de 26,8 % à 35,8 % de la population totale, dans les pays de l'OCI en tant que groupe, de 2015 à 2020. De même, la moyenne des pays en développement non membres de l'OCI a également augmenté de 28,4 % à 36,8 % au cours de la même période (**GRAPHIQUE 4.2**). En revanche, les pays développés en tant que groupe sont parvenus à réduire la prévalence de l'insécurité alimentaire modérée et grave de 7,4 % à 6,4 % depuis 2015. En outre, la pandémie a eu relativement moins d'impact sur les pays en développement.

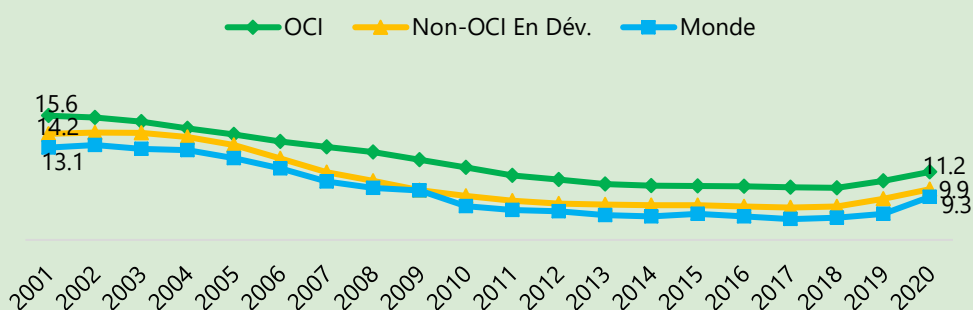
En ce qui concerne les données individuelles au niveau des pays, cinq pays de l'OCI, le Kazakhstan, l'Indonésie, le Kirghizistan, les Émirats arabes unis et l'Azerbaïdjan, présentaient des niveaux relativement faibles d'insécurité alimentaire modérée ou grave - inférieurs à 10 % de la population totale. Toutefois, la situation de la sécurité alimentaire est alarmante en Afrique subsaharienne et dans les pays de l'OCI d'Asie du Sud. La moitié de la population totale a connu une insécurité alimentaire

modérée ou grave dans 16 pays de l'OCI. Parmi eux, dans huit pays (Sierra Leone, Comores, Somalie, Guinée-Bissau, Mozambique, Guinée, Ouganda et Afghanistan), plus de 70 % de la population totale souffrira d'une insécurité alimentaire grave ou modérée en 2020 (**GRAPHIQUE 4.3**). L'instabilité politique, combinée aux conflits, à la famine et à la récession économique, a entraîné une diminution de la sécurité alimentaire dans ces pays, ce qui s'est traduit par des pénuries au niveau de l'approvisionnement et de la production alimentaires. De même, dans plusieurs pays membres, la production alimentaire a été volatile ces dernières années, principalement en raison des chocs imprévisibles résultant du changement climatique, tels que les inondations, les sécheresses et les maladies des cultures (WFP and FAO, 2023).

## 4.2. Progrès vers les objectifs de sécurité alimentaire mondiale

La prévalence de la sous-alimentation reflète l'état nutritionnel d'un pays, d'une région ou d'un autre groupe géographique. Elle reflète l'insuffisance de l'accès à la quantité de nourriture nécessaire pour fournir l'énergie et la nutrition requises pour mener une vie saine et active. La prévalence de la sous-alimentation fait référence à la proportion de la population totale qui est sous-alimentée et dont l'apport alimentaire typique ne suffit pas à fournir les niveaux d'énergie nutritionnelle nécessaires au maintien d'une vie normalement active et saine. L'objectif statistiquement significatif et quantifiable est de réduire la prévalence de la sous-alimentation à moins de 2,5 % de la population.

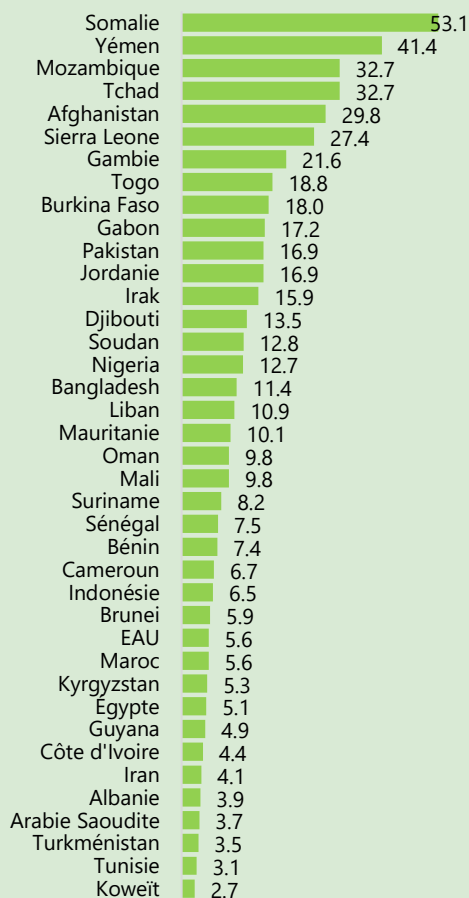
**GRAPHIQUE 4.4** Prévalence de la sous-alimentation (% de la population totale), 2001-2020



Source: Calculs du personnel du SESRIC basés sur la base de données de la Division des statistiques des Nations Unies (DSNU), Indicateurs mondiaux des ODD. Note: (OCI: N = 45; En dév. non-OCI N = 82; Monde: Estimation de la FAO)

Le **GRAPHIQUE 4.4** montre que la prévalence de la sous-alimentation a diminué au cours des deux dernières décennies, mais qu'elle a augmenté depuis 2019 en raison de l'impact négatif de la pandémie de COVID-19 sur la sécurité alimentaire.

**GRAPHIQUE 4.5** Prévalence de la sous-alimentation (%) dans les pays de l'OCI



Source: Division des statistiques des Nations unies (DSNU), Base de données des indicateurs mondiaux des ODD.

En 2020, les pays de l'OCI comptaient environ 203 millions de personnes sous-alimentées, soit 28 % du nombre total de personnes sous-alimentées dans le monde et 11,2 % de la population totale des pays de l'OCI. La majorité des personnes sous-alimentées dans les pays de l'OCI vivent en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne. La prévalence de la sous-alimentation dans les pays de l'OCI en tant que groupe a été supérieure aux pays en développement non membres de l'OCI (9,9 % en 2020) et aux moyennes mondiales (9,3 % en 2020), sur l'ensemble de la période considérée. (**GRAPHIQUE 4.4**). Dans l'ensemble, des tendances similaires à la baisse de la prévalence de la sous-alimentation peuvent être observées au niveau de chaque pays entre 2001 et 2020

En 2020, le nombre le plus élevé de personnes sous-alimentées dans les pays membres de l'OCI a été enregistré au Pakistan (37,2 millions), au Nigeria (26,2 millions), au Bangladesh (18,8 millions), en Indonésie (17,7 millions) et au Yémen (12,3 millions). Ensemble, ces cinq pays membres abritent 112,2 millions de personnes sur un total de 203 millions de personnes sous-alimentées dans les pays de l'OCI en tant que groupe.

En termes de prévalence de la sous-alimentation, comme le montre le **GRAPHIQUE 4.5**, les taux les plus élevés ont été observés en Somalie (53,1 %), au Yémen (41,4 %), au Tchad (32,7 %), au Mozambique (32,7 %) et en Afghanistan (29,8 %). D'autre part, six pays de l'OCI, à savoir l'Algérie, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, la Malaisie, la Türkiye

et l'Ouzbékistan, ont réussi à ramener la prévalence de la sous-alimentation en dessous de 2,5 % d'ici 2020 (les pays qui ont atteint l'objectif ne sont pas inclus dans le **GRAPHIQUE 4.5**). Outre ces pays, la prévalence de la sous-alimentation est également restée inférieure à 5% au Koweït, en Tunisie, au Turkménistan, en Arabie Saoudite, en Albanie, en Iran, en Côte d'Ivoire et en Guyane.

### 4.3. Points névralgiques de la crise alimentaire

L'absence de croissance économique et de revenus suffisants n'est pas le seul facteur pouvant entraîner la prévalence de la sous-alimentation. Au contraire, des facteurs imprévisibles tels que les conflits qui créent des réfugiés et des personnes déplacées, l'instabilité politique et la centralisation/décentralisation de la politique et des programmes alimentaires sont également d'une importance vitale pour améliorer ou aggraver la sous-alimentation. Selon la classification de la FAO mise à jour en juin 2021, 47 pays dans le monde, dont 26 pays membres de l'OCI, ont été identifiés comme des "pays à faible revenu et à déficit vivrier" (PFRDV). Les pays à faible revenu et à déficit vivrier sont ceux qui sont "pauvres" (leur revenu net par personne est inférieur au niveau utilisé par la Banque mondiale pour déterminer l'éligibilité à l'aide internationale au développement). Ces pays sont également des "importateurs nets de denrées alimentaires", c'est-à-dire qu'ils ne peuvent pas produire suffisamment de nourriture pour répondre à leurs besoins et manquent de devises pour combler le déficit en achetant des denrées alimentaires sur le marché international, ce qui fait que leurs exportations surpassent leurs importations.

**TABLEAU 4.1 Pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV) et pays ayant besoin d'une assistance extérieure pour l'alimentation parmi les membres de l'OCI, 2023**

Pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV) et pays ayant besoin d'une aide alimentaire extérieure (17)			
Afghanistan	Guinée	Niger	Soudan
Bangladesh	Mali	Sénégal	Syrie
Burkina Faso	Mauritanie	Sierra Leone	Ouganda
Cameroun	Mozambique	Somalie	Yémen
Tchad			
Pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV) (9)			
Bénin	Gambie	Kirghizistan	Togo
Comores	Guinée-Bissau	Tadjikistan	Ouzbékistan
Côte d'Ivoire			
Pays ayant besoin d'une aide extérieure pour l'alimentation (5)			
Djibouti	Libye	Pakistan	
Irak	Nigéria		

Source: Compilation du personnel du SESRIC basée sur la liste des pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV) de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) - mise à jour en juin 2021 et la liste de la FAO des pays ayant besoin d'une aide extérieure pour l'alimentation.



Les pays en crise nécessitant une aide extérieure sont ceux qui manquent de ressources pour gérer et répondre aux problèmes résultant et découlant de l'insécurité alimentaire. La FAO a identifié 41 pays qui ont besoin d'une assistance alimentaire extérieure au niveau mondial, dont 22 sont des pays membres de l'OCI. Les conflits dans divers pays membres de l'OCI ont pour conséquence que leur performance est disproportionnée dans certains domaines critiques liés à la sécurité alimentaire par rapport à d'autres. Une production céréalière insuffisante et une disponibilité réduite des pâturages peuvent résulter d'un manque de pluie ou d'autres causes liées au climat et à l'environnement qui déclenchent des crises alimentaires dans de nombreux pays membres de l'OCI. Globalement, 17 pays membres de l'OCI sont classés à la fois comme des pays à faible revenu et à déficit alimentaire et comme des pays en crise ayant besoin d'une aide alimentaire extérieure, ce qui les place dans une situation de double gravité en matière de sécurité alimentaire (**TABLEAU 4.1**). Globalement, selon l'analyse du Programme alimentaire mondial (PAM) et de la FAO couvrant la période de juin à novembre 2023, l'insécurité alimentaire aiguë est susceptible de se détériorer dans 18 points chauds de la faim - comprenant un total de 22 pays à l'échelle mondiale.

Selon la classification intégrée des phases de la sécurité alimentaire (IPC) (Global Network Against Food Crises & FSIN, 2022) il existe cinq phases d'insécurité alimentaire aiguë : la phase 1 de l'IPC (minime/absente), la phase 2 de l'IPC (stressée), la phase 3 de l'IPC (crise), la phase 4 de l'IPC (urgence) et la phase 5 de l'IPC (catastrophe/famine). Huit pays dans le monde, dont six pays de l'OCI, ont enregistré au moins 1 million de personnes supplémentaires en phase 3 de l'IPC ou plus (personnes en situation de crise ou pire), entre 2021 et 2022. Nigeria (+6.5 million), Pakistan (+3,9 millions), Somalie (+2,1 millions), Kenya (+2 millions), Soudan (+1,9 million), Niger (+1,8 million), Yémen (+1,2 million) et Malawi (+1.2 million). Les conflits, les chocs économiques et les phénomènes météorologiques extrêmes sont les principaux facteurs d'insécurité. En particulier, les conflits ont continué d'être un facteur majeur pour environ 117 millions de personnes confrontées à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë dans 19 pays ou territoires à travers le monde. Cela représente 22 millions de personnes de moins que les estimations de 2021 - 139 millions de personnes dans 24 pays ou territoires. La raison de cette situation est que les chocs économiques sont devenus le principal facteur d'insécurité alimentaire en Afghanistan, au Sud-Soudan et en Syrie (Rapport mondial sur les crises alimentaires 2023).

Un soutien social important est nécessaire pour que les gens puissent se remettre de ces chocs. Les niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë auxquels sont déjà confrontés plus de 59,1 millions de personnes en crise (phase 3 de l'IPC) dans les pays de l'OCI, 16,7 millions de personnes en situation d'urgence (phase 4 de l'IPC) et environ 36 000 personnes estimées dans une situation de catastrophe (phase 5 de l'IPC) en 2022 (ou début 2023), auxquels s'ajoute le taux déjà élevé de la malnutrition

aiguë dans la plupart des pays de l'OCI en crise alimentaire, qui a entraîné des décès et des urgences sanitaires graves. Les chiffres de l'OCI sont basés sur 10 pays de l'OCI présentant une insécurité alimentaire aiguë supérieure à la phase 3 de l'IPC et dont les données sont disponibles. Parmi les pays de l'OCI, le nombre le plus élevé de personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë, phase 3 de l'IPC et au-delà, a été enregistré au Yémen et en Afghanistan (17,4 millions et 17,2 millions de personnes, soit 55% et 40% de leur population totale, respectivement). Le Pakistan, le Soudan et le Bangladesh viennent ensuite, en termes de nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë, phase 3 de l'IPC et plus, avec respectivement 10,5 millions, 9,6 millions et 8,9 millions de personnes. En outre, il y a plus de 90,1 millions de personnes dans la phase 2 de l'IPC et 94,6 millions de personnes dans la phase 1 de l'IPC dans les pays de l'OCI (**TABLEAU 4.2**).

**TABLEAU 4.2** pays de l'OCI avec le plus grand nombre de personnes par phase de l'IPC, 2022

Pays	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Phase 4	Phase 5	Phase P3+	Phase P3+
	%	%	%	%	%	%	#
Afghanistan	24%	36%	32%	8%	0%	40%	17,213,584
Bangladesh	41%	35%	21%	3%	0%	24%	8,906,604
Djibouti	41%	38%	14%	7%	0%	21%	249,949
Liban	18%	45%	31%	6%	0%	37%	1,984,000
Mozambique	50%	40%	9%	1%	0%	10%	3,146,423
Pakistan	33%	38%	23%	6%	0%	29%	10,521,252
Somalie	52%	19%	22%	8%	0,03%	30%	5,027,420
Soudan	45%	35%	15%	5%	0%	20%	9,648,034
Ouganda	45%	31%	21%	3%	0%	24%	1,796,780
Ouganda Yémen	18%	27%	37%	18%	0,10%	55%	17,365,500
Total # Insécurité alimentaire aiguë	94,670,446	90,194,033	59,118,776	16,704,799	35,970	75,859,546	75,859,546

Source: Compilation du personnel du SESRIC basée sur la classification intégrée de la phase de sécurité alimentaire (IPC) de l'outil de suivi de la population

## 5. Tendances en matière de nutrition

Ces dernières années, la reconnaissance et la compréhension du rôle vital que joue la nutrition dans notre bien-être général ont connu un progrès remarquable. Au fur et à mesure que les recherches progressent, l'importance d'un régime alimentaire équilibré et nutritif devient de plus en plus évidentes. La nutrition, en tant que base de notre santé, comprend non seulement la fourniture de nutriments essentiels mais aussi l'impact des choix alimentaires sur notre bien-être physique et mental. Dans ce chapitre, le changement de la situation et les dernières tendances de la nutrition dans les pays de l'OCI sont explorés à l'aide des dernières statistiques disponibles.

### 5.1. Disponibilité et accessibilité financière des régimes alimentaires sains

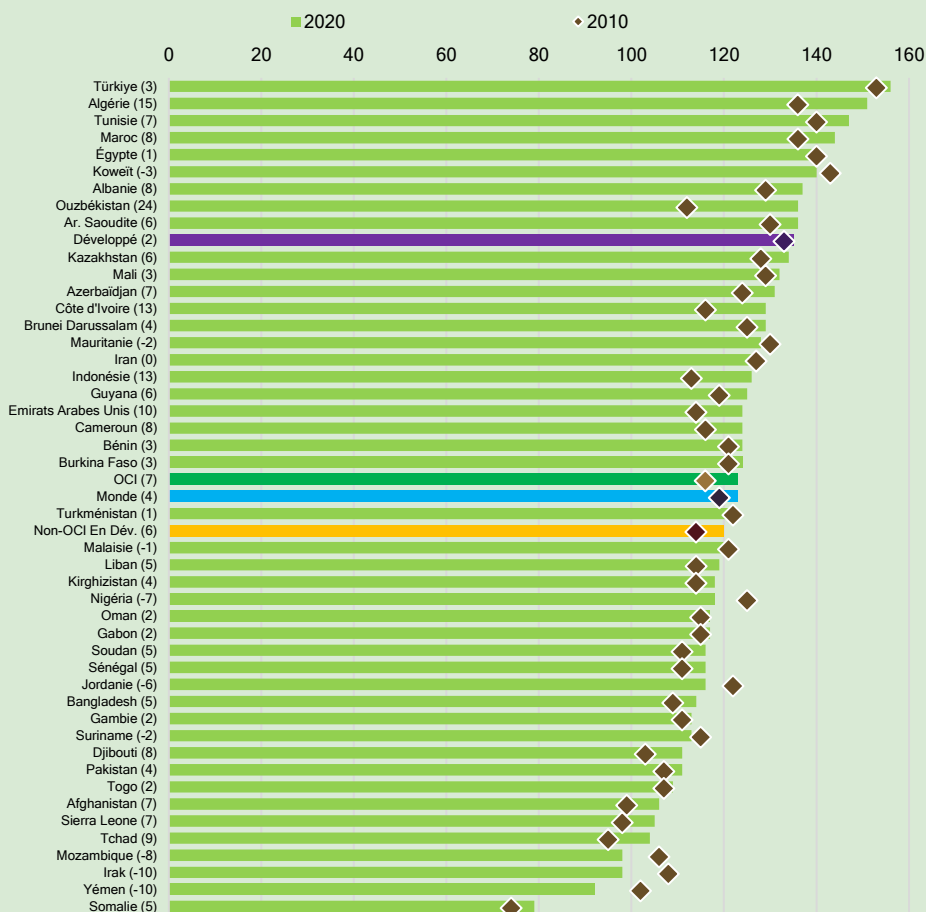
#### Adéquation moyenne de l'apport énergétique alimentaire

L'adéquation des apports énergétiques alimentaires est une mesure cruciale qui évalue la teneur en calories des aliments disponibles pour la consommation humaine. Cette mesure est un outil précieux pour évaluer si les aliments disponibles dans une région donnée répondent de manière adéquate aux besoins énergétiques collectifs de sa population. Cela peut être utile pour identifier les domaines dans lesquels des interventions sont nécessaires pour améliorer la disponibilité de l'énergie alimentaire et garantir que les besoins nutritionnels de la population sont satisfaits de manière efficace.

Au cours de la dernière décennie, on a assisté à une augmentation globale des aliments disponibles pour la consommation humaine, comme le montre l'augmentation de l'adéquation moyenne de l'apport énergétique alimentaire dans le monde. Entre 2010 et 2020, l'adéquation moyenne de l'apport énergétique alimentaire est passée de 119 % à 123%. L'augmentation la plus importante a été observée dans le groupe des pays de l'OCI, où elle est passée de 116% à 123% au cours de la même période, suivie par les pays en développement non membres de l'OCI, avec une augmentation de 114% à 120%. Malgré ces tendances positives, il est important de noter que les pays développés ont conservé l'adéquation moyenne la plus élevée de l'apport énergétique alimentaire en 2020, même si leur augmentation a été relativement faible, passant de 133% à 135%. Ceci indique que les pays développés ont généralement un approvisionnement plus abondant en énergie alimentaire par rapport aux autres régions.

Au niveau individuel des pays de l'OCI, les moyennes d'adéquation de l'approvisionnement en énergie alimentaire dans 22 pays de l'OCI étaient supérieures aux moyennes du groupe des pays de l'OCI et aux moyennes mondiales en 2020. Parmi eux, neuf pays, à savoir la Türkiye, l'Algérie, la Tunisie, le Maroc, l'Égypte, le Koweït, l'Albanie, l'Ouzbékistan et l'Arabie Saoudite avaient des moyennes supérieures à celles des pays développés. En revanche, les moyennes étaient les plus basses dans quatre pays de l'OCI, à savoir le Mozambique, l'Irak, le Yémen et la Somalie, qui avaient tous moins de 100 % en 2020 (**GRAPHIQUE 5.1**).

**GRAPHIQUE 5.1** Adéquation moyenne de l'apport énergétique alimentaire (%), 2010 et 2020



Source: Calcul du personnel du SESRIC basé sur les indicateurs de sécurité alimentaire des données de la FAO, mise à jour de juin 2022. Note: Les pourcentages indiqués dans ce tableau sont des valeurs médianes. (OCI: N = 45; En dév. non-OCI N = 98; Pays développés: N = 35; Monde: N = 169).

En outre, les moyennes d'adéquation de l'approvisionnement en énergie alimentaire ont montré un déclin dans neuf pays de l'OCI, à savoir la Malaisie, le Suriname, la Mauritanie, le Koweït, la Jordanie, le Nigeria, le Mozambique, le Yémen et l'Irak. Ce déclin indique une diminution de la disponibilité d'énergie suffisante par le biais de l'alimentation dans ces pays, ce qui soulève des inquiétudes sur le bien-être et l'état nutritionnel de leurs populations.

La FAO (2017) a indiqué que les raisons de ces baisses pouvaient varier d'un pays à l'autre et que certains facteurs, tels que les défis économiques, l'instabilité politique et les conflits, les catastrophes naturelles et les changements dans la production agricole, pouvaient contribuer à une diminution de l'approvisionnement en énergie alimentaire. Le rapport mentionne que certaines régions spécifiques connaissant une détérioration de la sécurité alimentaire comprennent des parties de l'Afrique subsaharienne, de l'Asie du Sud-Est et de l'Asie de l'Ouest. Les situations où les conflits sont associés à des sécheresses ou à des inondations sont particulièrement préoccupantes, car ces situations ont entraîné une détérioration significative de la sécurité alimentaire au cours des dernières années.

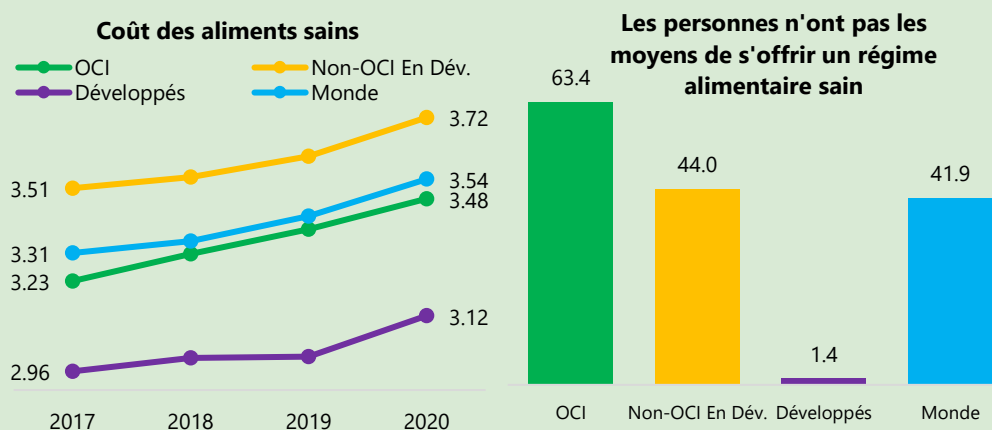
## **Coût et accessibilité d'un régime alimentaire sain**

Le lien entre la sécurité alimentaire et la nutrition dépend de la qualité du régime alimentaire. Une alimentation de mauvaise qualité peut entraîner différentes formes de malnutrition, telles que la dénutrition et les carences en micronutriments, ainsi que le surpoids et l'obésité. Les indicateurs relatifs au coût et à l'accessibilité d'une alimentation saine, tels que le coût d'une alimentation saine (US\$/personne/jour) et le pourcentage de personnes n'ayant pas les moyens de s'offrir une alimentation saine, fournissent des informations essentielles aux parties prenantes pour les aider à améliorer l'accès économique des personnes à une alimentation saine et à atteindre les objectifs de longue date liés à la sécurité alimentaire mondiale et à l'amélioration de la nutrition.

Dans ce contexte, le coût moyen d'une alimentation saine était plus élevé en 2020 qu'en 2017. Au cours de cette période, le coût global d'une alimentation saine a fortement augmenté. Entre 2017 et 2020, le coût moyen mondial d'une alimentation saine a augmenté de 6,7 %, passant de 3,31 dollars/personne/jour à 3,54 dollars/personne/jour. Alors que dans les pays de l'OCI, il a augmenté de 3,23 US\$/personne/jour à 3,48 US\$/personne/jour, soit une augmentation de 7,7%, ce qui indique que l'OCI a connu la plus forte augmentation du coût d'un régime alimentaire sain par rapport au monde, aux pays en voie de développement non membres de l'OCI et aux pays développés. Cependant, en 2020, le coût moyen d'un régime

alimentaire sain était le plus élevé dans le groupe des pays en développement non membres de l'OCI avec 3,72 US\$/personne/jour (**GRAPHIQUE 5.2**) Pour le 47 pays de l'OCI pour lesquels les données étaient disponibles, le coût moyen d'un régime alimentaire sain a augmenté au cours de la période considérée, à l'exception de l'Algérie, du Tchad, de l'Égypte et l'Ouganda.

**GRAPHIQUE 5.2** Coût d'une alimentation saine (US\$/personne/jour) (à gauche), 2017-2020 et Part de personnes incapables de s'offrir une alimentation saine (%) (à droite), 2020.



Source: Calcul du personnel du SESRIC basés sur la base de données de la Banque mondiale sur les prix des denrées alimentaires pour la nutrition.

En 2020, 41,9 % de la population mondiale n'avait pas les moyens de s'offrir un régime alimentaire sain. La situation était tout aussi difficile dans les pays de l'OCI que dans les pays en développement non membres de l'OCI, avec 63,4 % et 44 % de leurs populations totales respectives incapables de s'offrir un régime alimentaire sain la même année. En revanche, la majorité des personnes dans les pays développés étaient capables de s'offrir un régime alimentaire sain, avec seulement 1,4 % faisant face à des défis d'abordabilité (GRAPHIQUE 5.2). En 2020, les données de 21 des 40 pays de l'OCI avec des données disponibles montrent que plus de 50 % des populations de ces pays ne pouvaient pas se permettre un régime alimentaire sain. Parmi ces pays, la situation semble être alarmante dans 12 pays, à savoir le Nigeria, le Soudan, le Mozambique, le Niger, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Pakistan, le Bénin, l'Ouganda, la Sierra Leone, le Tchad et le Burkina Faso, où plus de 75 % de la population n'a pas les moyens de s'offrir un régime alimentaire sain.

L'émergence de la pandémie de COVID-19 en 2020 a agrafé cette situation. Selon la FAO (2022b), les impacts économiques de la pandémie de COVID-19, ainsi que les mesures mises en œuvre pour la contrôler, ont entraîné une inflation des prix des denrées alimentaires destinées à la consommation. Cela a entraîné une hausse des coûts et réduit l'accessibilité d'un régime alimentaire sain à l'échelle mondiale. Le rapport indique en outre que les dépenses liées au maintien d'un régime alimentaire nutritif devraient continuer à augmenter, car la tendance future de l'accessibilité financière d'un régime alimentaire sain en 2021 et au-delà est incertaine en raison des variations de la croissance des revenus.

## 5.2. Prévalence de la malnutrition et de la dénutrition

La gravité de l'insécurité alimentaire aggrave la malnutrition et a de graves répercussions sur la santé et le bien-être d'un individu. Les personnes en situation d'insécurité alimentaire ne souffrent peut-être pas de la faim, mais elles peuvent ne pas avoir accès à une alimentation nutritive et suffisante, ce qui les expose à la malnutrition sous forme d'obésité chez les adultes, d'anémie chez les adultes, de retard de croissance chez les enfants, d'émaciation, de surpoids et d'insuffisance pondérale chez les enfants - entre autres maladies telles que le diabète et les troubles cardio-vasculaires (FAO, 2019). Sur le plan du développement, la malnutrition peut avoir des répercussions critiques sur les économies nationales en raison des coûts économiques résultant d'une perte de capital humain combinée au coût direct des soins de santé. L'insécurité alimentaire peut également avoir des effets néfastes sur les ménages dont la quantité et la qualité de l'apport nutritionnel sont affectées. Pour les femmes, cela peut affecter la nutrition maternelle, la croissance des enfants et un risque accru de maladies et d'anémie (FAO, 2019). La malnutrition entraîne l'anémie chez les femmes en âge de procréer dans le monde entier. Il s'est également avéré être l'un des défis nutritionnels les plus tenaces, la prévalence de l'anémie n'ayant pas changé depuis 2012. La carence en fer est la cause la plus fréquente d'anémie chez les femmes et les enfants. C'est également l'un des troubles nutritionnels les plus répandus dans le monde. Les conséquences de l'anémie et de la carence en fer peuvent entraîner des complications à la naissance, un risque accru de mortalité maternelle et une altération du développement physique et mental de l'enfant (SESRIC, 2019).

Le retard de croissance, l'émaciation et le surpoids<sup>3</sup> affectent encore la vie de beaucoup d'enfants de moins de 5 ans. En 2022, parmi les enfants de moins de 5 ans, il y a environ 148,1 millions de retards de croissance, 45 millions d'émaciations et 37 millions de surpoids dans le monde (UNICEF, 2023). D'autre part, la prévalence du retard de croissance et de l'émaciation des enfants de moins de 5 ans due à la malnutrition reste un problème persistant pour les pays membres de l'OCI, même si la prévalence mondiale des problèmes liés à la malnutrition chez les enfants s'est améliorée ces dernières années. Une bonne nutrition des enfants contribue non seulement à améliorer leurs chances de survie pendant les premières années de leur vie, mais aussi à leur développement physique et cognitif. Sans une sécurité alimentaire adéquate, la bonne nutrition des enfants est menacée.

En 2021, le retard de croissance affectait environ 22,5 % des enfants de moins de 5 ans dans le monde et la prévalence du retard de croissance était plus élevée dans les pays de l'OCI avec un taux de 26,5 %, suivi par les pays en développement non membres de l'OCI à 23,1 % et les pays développés avec 3,3 % avaient le taux le plus bas de retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans (**GRAPHIQUE 5.3, en haut**). Si l'on répartit les données par niveau de revenu au sein des pays de l'OCI, on constate que les taux de retard de croissance sont les plus élevés dans les pays de l'OCI à faible revenu (31,1 %), suivis par les pays de l'OCI à revenu moyen inférieur 27,3%. Les pays de l'OCI à revenu moyen supérieur et les pays de l'OCI à revenu élevé ont rapporté des taux de retard de croissance de 10,9 % et 11,7 %, respectivement, en 2021 (**GRAPHIQUE 5.3, en bas**). Les taux estimatifs de prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans dans 11 pays de l'OCI (Libye, Niger, Mozambique, Soudan, Yémen, Pakistan, Nigeria, Afghanistan, Tchad, Indonésie et Bénin), principalement ceux du groupe à faible revenu, étaient supérieurs à 30%.

Au niveau mondial, on estime que 6,8 % des enfants de moins de 5 ans sont touchés par l'émaciation 2021. Comme le montre le **GRAPHIQUE 5.3, en haut**, la prévalence de l'émaciation dans les pays membres de l'OCI était relativement plus faible, soit 8,1% contre 8,5% dans les pays en développement non membres de l'OCI. Dans les pays de l'OCI, le fardeau de l'émaciation varie également selon les niveaux de revenus. Les pays de l'OCI à faible revenu avaient un taux d'émaciation de 9,8 %, les pays de l'OCI à revenu moyen inférieur rapportaient 8,3 %, tandis que les pays de l'OCI à revenu moyen supérieur et les pays de l'OCI à revenu élevé avaient des taux

---

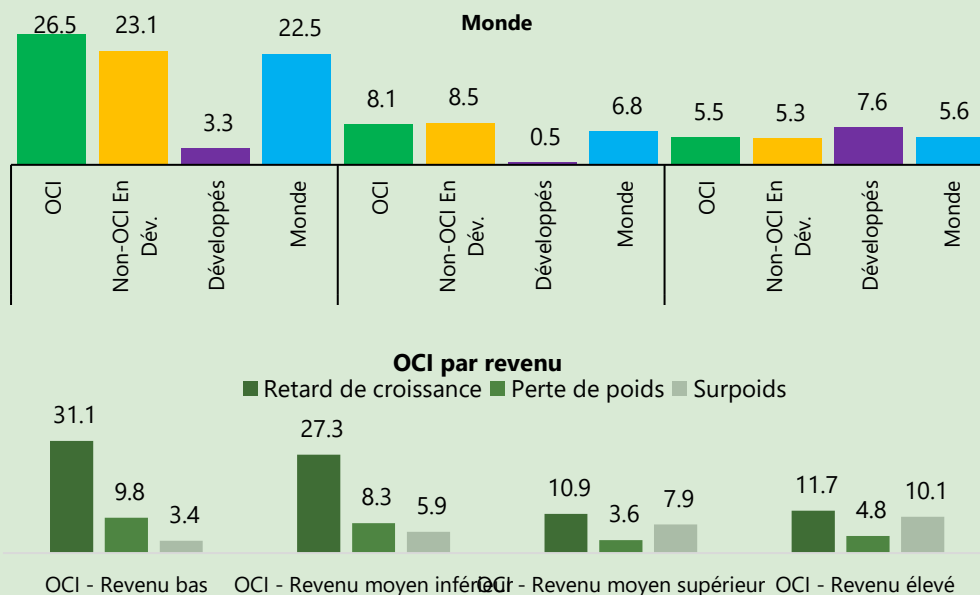
<sup>3</sup> Le retard de croissance est une forme de dénutrition où les enfants sont trop petits pour leur âge. L'émaciation est une forme extrême de dénutrition dans laquelle un enfant est trop maigre pour sa taille. Un enfant en surpoids est trop lourd pour sa taille.



d'émaciation de 3,6 % et 4,8 %, respectivement (**GRAPHIQUE 5.3, en bas**). Parmi les pays de l'OCI où la prévalence de l'émaciation est la plus élevée, on peut citer le Burkina Faso (20,3 %), le Bangladesh (19,3 %), le Yémen (16,4 %), le Soudan (16,3 %) et le Sénégal (16,2%).

Les estimations montrent que les pays de l'OCI en tant que groupe, ainsi que les pays en développement non membres de l'OCI et le monde dans son ensemble sont encore très éloignés de la réalisation de l'un des engagements établis pour les objectifs mondiaux de nutrition 2025, qui est de réduire et de maintenir l'émaciation chez l'enfant à moins de 5% d'ici 2025. Les objectifs de développement durable (ODD) ont également intégré cette cible visant à réduire la proportion d'enfants touchés par l'émaciation à moins de 3 % d'ici 2030 (ONS, 2020). En bref, les progrès actuels ne sont pas à la hauteur de ces objectifs, ce qui indique la nécessité d'intensifier les efforts et les stratégies pour traiter le problème persistant de la malnutrition dans les pays de l'OCI et à l'échelle mondiale.

**GRAPHIQUE 5.3** État nutritionnel des enfants de moins de 5 ans dans la région mondiale (en haut) et dans les pays de l'OCI par groupes de revenus (en bas) (% du total des enfants de moins de 5 ans), 2021



Source: Calcul du personnel du SESRIC basé sur les estimations conjointes de l'UNICEF/OMS/Banque Mondiale sur la malnutrition des enfants. Note: Les données sont celles de la dernière année disponible. (OCI: N = 55; pays en dév. non-OCI N = 89; Pays développés: N = 16; Monde: N=160).

Le surpoids peut avoir de graves conséquences sur la santé tout au long du cycle de vie d'un individu. Actuellement, il y a environ 37 millions d'enfants de moins de 5 ans en surpoids dans le monde. La prévalence de la surcharge pondérale chez les enfants de moins de 5 ans était légèrement inférieure dans les pays de l'OCI (5,5 %) et les pays en développement non membres de l'OCI (5,3 %) à la moyenne mondiale pour les enfants en surcharge pondérale qui était de 5,6 % en 2021. De tous les groupes, les pays développés avaient le taux de surpoids le plus élevé de 7,6% chez les enfants de moins de 5 ans. Cette tendance se poursuit dans les pays de l'OCI, les pays de l'OCI à faible revenu ayant le taux le plus bas à 3,4 %, tandis que les pays de l'OCI à revenu moyen inférieur ont un taux de 5,9%. Les taux étaient les plus élevés dans les pays de l'OCI à revenu moyen supérieur à 7,9 % et dans les pays de l'OCI à revenu élevé à 10,1 % (**GRAPHIQUE 5.3, en bas**).

Des études ont montré qu'il existe une corrélation entre l'obésité et certains facteurs démographiques tels que la résidence dans des zones urbaines et l'appartenance à des ménages plus riches, alors que le retard de croissance et l'émaciation sont plus fréquents chez les enfants des zones rurales et des ménages économiquement défavorisés (FAO, 2022 b).

## 6. Facteurs d'évolution de la sécurité alimentaire

Malgré des progrès significatifs dans la production et la distribution de denrées alimentaires, des millions de personnes dans le monde continuent de souffrir de la faim et de la malnutrition. Les moteurs de la sécurité alimentaire sont complexes et multiformes, englobant une série de facteurs qui ont un impact sur la disponibilité, l'accès, l'utilisation et la stabilité des denrées alimentaires. Avec une population mondiale qui devrait atteindre 10 milliards d'habitants d'ici 2050, assurer la sécurité alimentaire pour tous devient de plus en plus difficile. En outre, l'évolution des prix des denrées alimentaires, qui dépend en grande partie de l'évolution de l'offre et de la demande, a des répercussions importantes sur la sécurité alimentaire. Le changement climatique, avec ses phénomènes météorologiques imprévisibles et extrêmes, peut également exacerber l'insécurité alimentaire. Il est essentiel de comprendre ces facteurs et leurs interactions complexes pour élaborer des stratégies efficaces de lutte contre l'insécurité alimentaire et garantir un avenir alimentaire durable. Ce chapitre examine ces facteurs de sécurité alimentaire et leur interaction, soulignant la nécessité d'une approche holistique et intégrée pour aborder la question de la sécurité alimentaire.

### 6.1. Croissance démographique

Il existe un risque élevé d'insuffisance de la production de denrées alimentaires et de produits agricoles en raison d'une augmentation de la demande de denrées alimentaires qui ne peut être satisfaite par une offre adéquate. Cela pourrait être le résultat de l'expansion rapide de la population.

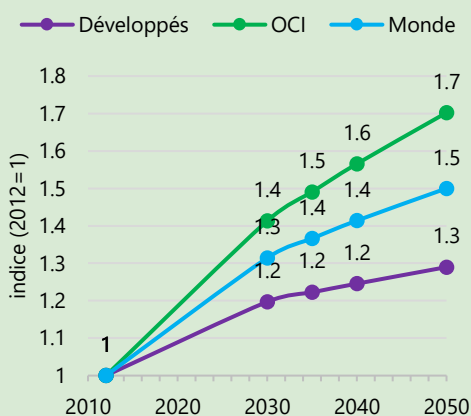
On estime que la population mondiale dépassera 8,5 milliards d'habitants d'ici à 2030 et qu'elle continuera d'augmenter - bien qu'à un rythme sensiblement réduit - pour atteindre 10 milliards dans la deuxième moitié des années 2050 (SESRI, 2021b). La population des pays développés, dont le taux de croissance ne dépasse pas 0,26 % au cours de la dernière période quinquennale 2015-2020, devrait amorcer une tendance à la baisse après le milieu des années 2030. Ainsi, la quasi-totalité de la croissance démographique jusqu'au milieu des années 2030 et toute croissance ultérieure devraient se produire dans le monde en développement.

Dans les pays de l'OCI, la population a doublé en 33 ans et dépassera 1,9 milliard en 2020, soit 24,5 % de la population mondiale. Bien que le taux de croissance de la population soit également en baisse dans l'OCI, ces ratios devraient augmenter de 26,3 % d'ici à 2030 et progresser encore plus au cours des années suivantes (SESRIC, 2021b). Dans cette optique, les statistiques montrent que les pays en développement et les pays de l'OCI en particulier ont connu une croissance beaucoup plus rapide que les pays développés au cours des deux dernières décennies, et cette tendance devrait se poursuivre dans les décennies à venir.

Par conséquent, cette performance de croissance élevée exige qu'une plus grande attention soit accordée à ses réflexions sur la sécurité alimentaire dans les années à venir, dans le but de fournir une alimentation suffisante et saine à la population tout en minimisant les impacts négatifs sur la santé humaine et sur l'environnement.

À l'avenir, l'offre agricole répondra à la demande de la population croissante, à l'augmentation du revenu par habitant et à l'évolution des préférences des consommateurs. (FAO, 2018) On estime qu'il faudra augmenter de 50% la production agricole (en termes de valeur) par rapport à 2012 d'ici 2050 pour répondre aux besoins alimentaires d'une population mondiale croissante. Si la production agricole devrait diminuer dans les pays développés, dans l'OCI, on s'attend à ce qu'une croissance démographique plus rapide entraîne une croissance plus importante de la production agricole. Pour répondre à la croissance de la demande alimentaire, l'OCI devra augmenter sa production agricole d'au moins 70 % d'ici à 2050 (**GRAPHIQUE 6.1**)

**GRAPHIQUE 6.1** Projection de la production agricole brute jusqu'en 2050 (indice 2012=1)



Source: Calculs propres basés sur le scénario "Business as Usual" de la FAO (2018).

l'accès aux ressources naturelles, en particulier dans les régions où les terres et l'eau sont insuffisantes pour assurer la viabilité de la production agricole et alimentaire. Pour relever ces défis, des changements radicaux doivent être apportés à la production et à la consommation alimentaires, tout en veillant à ce que le secteur agricole reste productif et durable.

## 6.2. Changements dans les prix et la disponibilité des denrées alimentaires

Les effets persistants de la pandémie de COVID-19 continuent d'exercer une pression inflationniste sur les denrées alimentaires et contribuent à un tableau mitigé de la reprise économique dans les différents pays. Dans le même temps, l'instabilité géopolitique, les conflits et les insécurités jouent un rôle important dans l'apparition d'un ralentissement économique. Cela peut avoir des répercussions négatives sur la sécurité alimentaire.

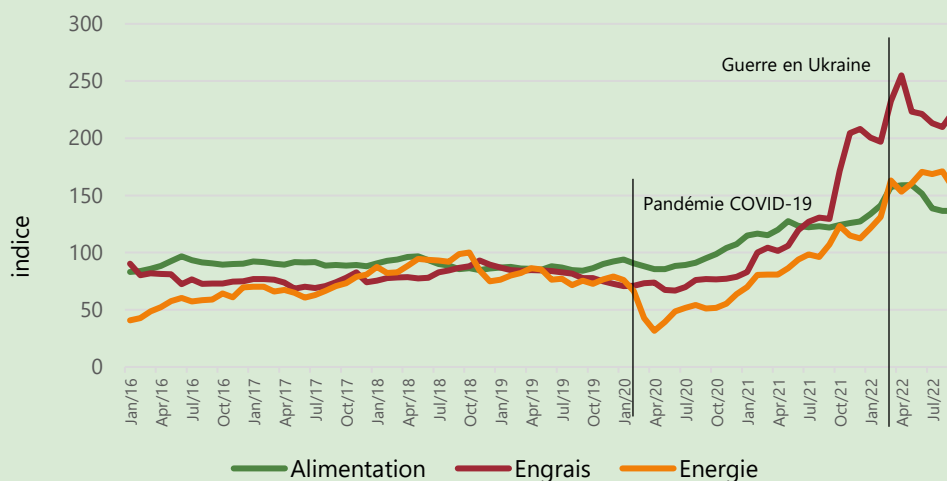
Le conflit en Ukraine aggrave actuellement la situation en interrompant les chaînes d'approvisionnement et en influençant les marchés alimentaires mondiaux. Tout d'abord, le prix des produits de base tels que le blé et les céréales a augmenté de manière significative. La Russie et l'Ukraine sont toutes deux d'importants exportateurs de blé. Lorsque les voies d'exportation sont restreintes, l'approvisionnement en denrées alimentaires devient limité et les prix augmentent. La guerre a également perturbé l'approvisionnement en engrais de la Russie, qui était le premier exportateur mondial. Cette situation est aggravée par l'augmentation du prix du gaz, nécessaire à la fabrication des engrais

Deuxièmement, les pays occidentaux ont adopté des sanctions sévères à l'encontre de la Russie, ce qui a entravé le libre-échange et entraîné le retour du protectionnisme. En outre, des perturbations dans l'approvisionnement en pétrole ont ébranlé les marchés mondiaux, entraînant une hausse des prix du pétrole, qui a été suivie d'une augmentation rapide des coûts des denrées alimentaires. Troisièmement, ces variables liées à l'offre ont invariablement des répercussions sur la demande : à mesure que le coût des denrées alimentaires augmente, il devient plus difficile pour les individus de se procurer des produits agricoles. La demande a inévitablement diminué. Il est évident que les régions pauvres sont plus sévèrement touchées que les pays riches.

Par conséquent, les prix des denrées alimentaires, des engrais et de l'énergie sont en hausse depuis le début de l'année 2021 et continuent d'augmenter en raison de la

guerre en Ukraine (**GRAPHIQUE 6.2**). Des niveaux jamais enregistrés depuis des dizaines d'années.

### **GRAPHIQUE 6.2** Indices des prix mondiaux des denrées alimentaires, des engrais et de l'énergie, 2016-2022



Source: Basé sur l'indice des prix des matières premières de la Banque mondiale.

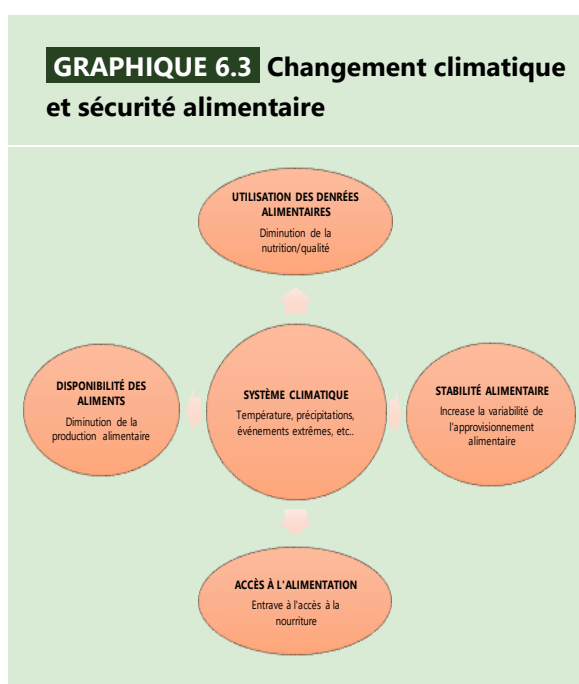
Les ralentissements économiques induits par les conflits devraient avoir l'effet le plus préjudiciable sur la sécurité alimentaire dans les pays de l'OCI. Au cours de la crise actuelle, de nombreuses personnes ont perdu leur emploi ou ont vu leurs revenus considérablement réduits, ce qui plongera certains ménages dans la pauvreté et menacera la sécurité alimentaire globale. La population qui subit une perte de revenus risque de ne pas pouvoir subvenir à ses besoins alimentaires quotidiens. Cette situation est exacerbée par l'augmentation du coût des denrées alimentaires à la suite d'une rupture d'approvisionnement. Les pays membres qui dépendent fortement des importations de denrées alimentaires peuvent être exposés à un risque plus élevé. Les chocs subis par le commerce international et les fluctuations des taux de change pourraient entraver les stocks de denrées alimentaires, ce qui entraînerait une hausse des prix locaux et menacerait encore davantage la sécurité alimentaire. Au Soudan par exemple, dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de COVID-19, les prix de divers aliments de base ont atteint des niveaux record en mars à la suite d'une nouvelle dévaluation de la monnaie du pays (FAO, 2020b).

La tendance au déclin économique devrait se poursuivre jusqu'en 2022 et au-delà. La croissance mondiale devrait passer de 6 % en 2021 à 3,2 % en 2022, puis à 2,7 % en

2023, tandis que l'inflation mondiale devrait passer de 4,7 % en 2021 à 8,8 % en 2022, avant de redescendre à 6,5 % en 2023 (IMF, 2022). Toutefois, en raison de leurs structures de production et d'échanges distinctes, ainsi que des différents rythmes de reprise économique, les augmentations des prix des denrées alimentaires à la consommation devraient varier considérablement d'une région à l'autre. La situation actuelle montre à quel point il est crucial pour les nations de créer des systèmes agricoles autosuffisants et durables. Pour y parvenir, les pays de l'OCI, notamment les moins avancés, doivent réformer leurs systèmes agricoles.

## 6.3. Changement climatique et facteurs environnementaux

Les vulnérabilités actuelles de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition dues à la crise sont encore aggravées par les effets combinés du changement climatique sur les systèmes agroalimentaires. En fait, le changement climatique contribue déjà à réduire la sécurité alimentaire et la nutrition et continuera à le faire par ses impacts directs et indirects sur les quatre dimensions de la sécurité alimentaire : la production agricole (disponibilité), l'accès à la nourriture (revenu satisfaisant), l'utilisation (nutrition, qualité) et la stabilité (**GRAPHIQUE 6.3**).



### Disponibilité et accès aux denrées alimentaires

L'impact du changement climatique sur la disponibilité des denrées alimentaires concerne l'offre de denrées alimentaires, depuis le niveau des agriculteurs jusqu'à la transformation, l'approvisionnement et la distribution des denrées alimentaires. L'agriculture en tant que secteur primaire de la production alimentaire, est très

vulnérable aux effets néfastes du changement climatique mondial, car les températures plus élevées, les niveaux de précipitation plus faibles, la concentration de CO<sub>2</sub> et les événements climatiques extrêmes (tels que la sécheresse ou les inondations) peuvent entraîner une baisse des rendements, voire des mauvaises récoltes.

On a observé que le changement climatique avait un impact sur la disponibilité alimentaire dans les pays de l'OCI. Au Pakistan, le réchauffement climatique est considéré comme la cause du changement du modèle de culture. Au cours de la période 1980-2014, la période de végétation du maïs de printemps a été avancée en moyenne de 4,6 jours par décennie, tandis que le semis du maïs d'automne a été repoussé en moyenne de 3,0 jour par décennie (Abbas et al., 2017). Il est de plus en plus évident que le changement climatique réduit les rendements des cultures en Afrique, y compris pour les aliments de base comme le maïs, le blé, le sorgho et les cultures fruitières comme les mangues, ce qui contribue à l'insécurité alimentaire déjà grave sur l'ensemble du continent (Ketiem et al., 2017). Le problème de la malnutrition s'intensifie dans la région du Sahel, en partie à cause des effets du changement climatique, car les conditions climatiques difficiles qui entraînent une sécheresse extrême ont un effet négatif sur l'agriculture (Chabejong, 2016).

Le changement climatique peut également avoir des effets négatifs sur l'accès à la nourriture. L'accès à l'alimentation est lié au revenu et à la capacité des individus à acquérir une alimentation et une nutrition suffisantes. Pendant la crise du COVID-19, l'accès à la nourriture est la principale source d'insécurité alimentaire dans de nombreux pays de l'OCI, notamment en raison de la perte d'emplois et de revenus au cœur de la pandémie de COVID-19. Dans le cas du changement climatique, les personnes travaillant dans le secteur agricole ainsi que la partie la plus vulnérable de la société risquent fort de ne pas pouvoir accéder à une nourriture suffisante.

Des essaims de criquets pèlerins ont infesté l'Afrique de l'Est à la fin de l'année 2019 et ont causé d'importants dégâts aux cultures et aux pâturages, mettant en péril la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance. Selon la FAO, plus de 200 000 hectares de terres cultivées et de pâturages ont été détruits, rendant extrêmement difficile l'accès à la nourriture pour 2 millions de personnes dans la région.

Bien que les criquets pèlerins soient présents dans cette région depuis des siècles, cette récente épidémie peut être attribuée à une caractéristique unique du dipôle positif de l'océan Indien (IOD), qui a été partiellement causée par les tendances à long terme de température de surface de la mer. Le réchauffement de l'océan Indien occidental a augmenté la fréquence et l'intensité des phénomènes météorologiques



violents, notamment des cyclones tropicaux. On s'attend à ce que les épisodes d'IOD positifs extrêmes soient deux fois plus fréquents dans un climat plus chaud de 1,5 °C, ce qui pourrait également augmenter la fréquence des épidémies de ravageurs.

Le changement climatique accroît la nécessité de mesures d'adaptation solides, telles que des systèmes d'alerte précoce transnationaux, des mécanismes de contrôle biologique, la diversification des cultures et des avancées technologiques supplémentaires dans les domaines des stimulants sonores et lumineux, de la télédétection et de la modélisation pour le suivi et la prévision des mouvements.

En outre, l'augmentation des phénomènes extrêmes peut perturber le commerce agricole et les infrastructures de transport. Au cours des dernières décennies, le changement climatique a été à l'origine de conditions météorologiques extrêmes et de risques naturels de plus en plus nombreux et sans précédent. Selon les dernières données du Centre de recherche sur l'épidémiologie des catastrophes (CRED), le nombre de catastrophes naturelles dans le monde est passé de 3 374 en 1992-2001 à 3 802 en 2012-2021, avec un pic de 4 300 en 2002-2011. Les pays de l'OCI connaissent une tendance similaire. Le nombre de catastrophes naturelles est passé de 820 en 1992-2001 (24 % du total mondial) à 911 en 2012-2021 (26 % du total mondial), avec un pic de 1 114 catastrophes en 2002-2011 (24 % du total mondial). Le nombre croissant de catastrophes naturelles dans les pays de l'OCI est dû à des catastrophes liées au climat telles que les inondations, les tremblements de terre, les tempêtes, les mouvements de masse humide et les sécheresses, ce qui suggère un lien évident avec le changement climatique. Ces catastrophes ont causé d'importantes pertes économiques et humaines. Entre 1992 et 2021, environ 600 millions de personnes dans les pays de l'OCI ont été touchées, avec plus d'un demi-million de décès et plus de 200 milliards de dollars de dommages économiques.

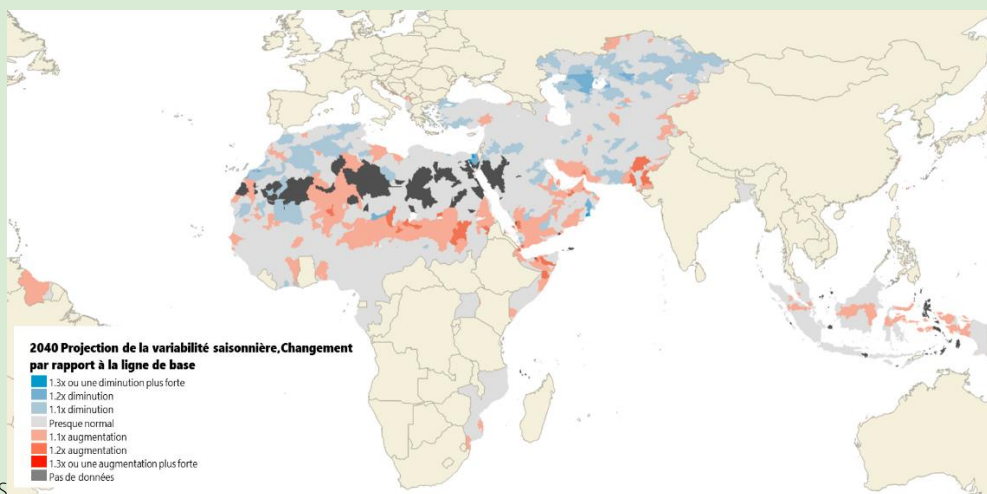
## **Stabilité et utilisation des denrées alimentaires**

Un élément essentiel de la sécurité alimentaire - « la stabilité alimentaire » - est directement lié aux facteurs de choc qui peuvent affecter à la fois la sécurité alimentaire nationale et celle des ménages. La stabilité alimentaire est assurée lorsqu'une population, un ménage ou un individu a accès à une nourriture adéquate à tout moment, c'est-à-dire qu'il ne doit pas risquer de perdre son accès à la nourriture à la suite de chocs soudains (par exemple une crise économique ou climatique) ou d'événements cycliques (par exemple une insécurité alimentaire saisonnière)" (FAO, 2008). Les événements affectant la stabilité alimentaire ont également un impact sur la disponibilité et l'accès à la nourriture, ce qui les rend particulièrement importants pour les décideurs politiques.

L'augmentation de la fréquence et de la gravité des phénomènes extrêmes (par exemple, les sécheresses et les vagues de chaleur) entraîne une plus grande instabilité de l'approvisionnement en raison des pertes de production et des perturbations du transport des denrées alimentaires. En outre, l'eau, qui est l'un des principaux intrants de la production alimentaire, risque d'augmenter sa variabilité. Cette variabilité rend la disponibilité de l'eau moins prévisible, ce qui limite l'efficacité de la planification et de la gestion de l'eau.

La variabilité de l'approvisionnement en eau dans certaines régions de l'OCI est déjà élevée et l'approvisionnement futur en eau devrait être plus erratique et incertain en raison de l'augmentation de la variabilité de l'approvisionnement en eau. Le graphique 6.4 montre que certaines régions d'ASS, de MENA et d'Asie devraient connaître une augmentation de la variabilité saisonnière d'au moins 1,1 fois par rapport au niveau de référence. Les zones qui présentent une forte variabilité de l'approvisionnement coïncident avec celles qui connaissent déjà un stress hydrique élevé, ce qui implique que le changement climatique accentuera le stress dans ces zones. Les perturbations liées au climat sur les systèmes d'eau se font déjà sentir dans diverses régions de l'OCI. Par exemple, la dégradation de la qualité et de la quantité des ressources en eau est constatée dans les pays de l'OCI en Afrique du Nord (Hamed et al., 2018), tandis qu'un bassin

#### **Graphique 6.4** Changement prévu dans la variabilité saisonnière de l'approvisionnement en eau d'ici 2040



Source: Adopté à partir de SESRIC (2021b).

important en Afrique subsaharienne, comme le lac Tchad, connaît déjà une diminution significative de sa superficie (Mahmood et al., 2019). Par conséquent, un nouveau changement climatique risque de détériorer encore davantage les ressources en eau de l'OCI, ce qui pourrait perturber l'approvisionnement régulier en denrées alimentaires dans la région.

Les indices d'utilisation des aliments, le quatrième facteur essentiel contribuant à la sécurité alimentaire, déterminent la qualité des aliments consommés et leur impact sur l'état nutritionnel des individus. En théorie, «l'utilisation des aliments», examine comment un accès adéquat à l'eau, à l'assainissement, aux soins de santé, aux pratiques d'alimentation, à la préparation des repas, à la diversité des régimes alimentaires et à la distribution des aliments par les ménages est utilisé de manière optimale pour générer l'énergie et les nutriments nécessaires aux individus pour mener une vie saine (FAO, 2008). Par exemple, le manque de pouvoir d'achat conduit les ménages à modifier leurs habitudes alimentaires, en recourant à des aliments moins chers et moins sains. Combiné à la qualité et à la distribution de l'approvisionnement alimentaire, cela peut avoir des répercussions sur la satisfaction de l'apport énergétique alimentaire moyen des populations.

Dans une certaine mesure, le changement climatique aura un impact sur l'utilisation des denrées alimentaires par le biais de modifications de la sécurité et de la qualité des aliments. Un changement de température, une augmentation de l'intensité des événements extrêmes et d'autres perturbations liées au climat peuvent influencer sur la sécurité alimentaire en modifiant la dynamique des populations d'organismes contaminants (IPCC, 2021). Par exemple, la prévalence des agents pathogènes (tels que les mycotoxines), l'apparition d'efflorescences algales nuisibles et la bioaccumulation des contaminants augmenteront avec l'élévation des températures et des niveaux de CO<sub>2</sub>, ce qui constituera une menace pour la santé humaine en raison de la contamination des denrées alimentaires par les polluants (IPCC, 2019). L'augmentation des concentrations de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère diminuerait également la valeur nutritionnelle des céréales, de certains fruits et légumes. En outre, l'augmentation de la fréquence et de la gravité des événements extrêmes fait grimper le prix des produits sains par rapport aux produits de substitution plus pauvres en nutriments.

3

**AMÉLIORER LA  
RÉSILIENCE DES  
SYSTÈMES AGRICOLES**

## 7. Environnement favorable au développement agricole

De nombreux pays en développement fondés sur l'agriculture possèdent un avantage comparatif naturel sur le marché mondial des produits agroalimentaires ; cependant, ils n'ont pas été en mesure de tirer parti de ces avantages pour favoriser la compétitivité de l'agriculture, de l'industrie alimentaire et du développement économique. L'essor des marchés mondiaux fondés sur l'avantage concurrentiel a conduit les décideurs politiques à se concentrer sur l'évaluation de "l'environnement favorable" pour améliorer la résilience des systèmes agroalimentaires. Cela nécessite le développement d'une chaîne d'approvisionnement solide, ce qui implique la mise en place d'un cadre politique favorable à la productivité (FAO, 2013). Le cadre politique devrait favoriser l'innovation et le développement technologique et permettre aux agriculteurs et aux producteurs d'accéder au financement. Cela contribuera à améliorer leurs compétences en matière d'utilisation de technologies modernes et adaptées à la société, afin qu'ils puissent maintenir et améliorer leur avantage comparatif.

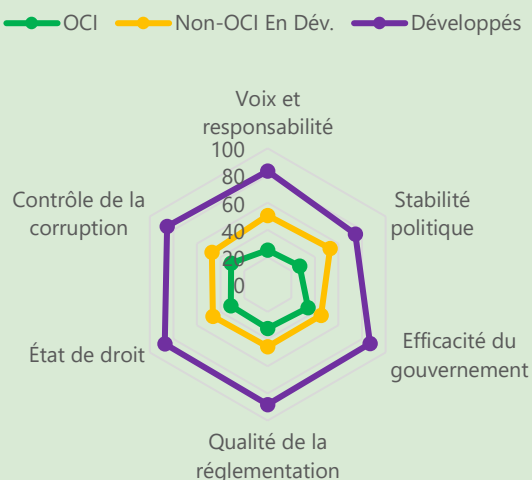
### 7.1. Gouvernance

La bonne gouvernance est l'un des facteurs qui influencent la résilience du secteur agricole. La bonne gouvernance peut contribuer à améliorer l'efficacité, la productivité et la durabilité du secteur agricole. Cela peut conduire à l'amélioration des moyens de subsistance des agriculteurs, au renforcement de la sécurité alimentaire et à une utilisation plus durable des ressources naturelles. Selon (Lio & Liu, 2008) Les pays dotés d'une meilleure gouvernance peuvent obtenir une production agricole plus élevée même s'ils disposent d'un stock de capital agricole et de ressources foncières similaires. Cela montre que la gouvernance joue un rôle crucial dans la productivité agricole en facilitant l'accumulation le renforcement du capital agricole.

L'importance de la gouvernance devient évidente lorsqu'elle est identifiée en tant que facteur fondamental contribuant à la sous-performance de nombreux pays en développement. Par conséquent, pour améliorer les rendements agricoles dans ces pays, il est essentiel de donner la priorité non seulement aux investissements physiques et éducatifs, mais aussi à l'amélioration de l'infrastructure de gouvernance.

La gouvernance Kaufmann et al., (2005) désigne les normes et les pratiques qui régissent l'exercice de l'autorité dans un pays. Elle peut être divisée en trois aspects : le respect du cadre institutionnel, la qualité de l'action gouvernementale et la désignation de l'autorité. Le premier aspect, le respect du cadre institutionnel, comprend deux dimensions : "l'état de droit" et "le contrôle de la corruption". Le deuxième aspect, la qualité de l'action gouvernementale, comporte deux dimensions : "Efficacité du gouvernement" et "qualité de la réglementation". Le troisième aspect, la sélection de l'autorité, comporte deux dimensions "expression et responsabilité" et "stabilité politique". Chacune de ces six dimensions est cruciale pour le développement agricole, car elle peut aider à fournir des biens et des services publics qui contribuent à la productivité agricole.

### GRAPHIQUE 7.1 Indicateurs de gouvernance par région (100=meilleur), 2021.



Source: Les calculs du personnel du SESRIC sont basés sur des données de la Banque Mondiale, Indicateurs de Gouvernance dans le Monde (WGI).

Note: Les valeurs indiquées sont des moyennes simples des classements par ordre de percentiles dans chaque groupe de pays. Le niveau de percentile indique le rang du pays parmi tous les pays du monde, allant de 0 (le plus bas) à 100 (le plus haut).

L'état actuel des six dimensions de la gouvernance dans les pays de l'OCI et dans d'autres régions du monde est présenté dans le **GRAPHIQUE 7.1**. La gouvernance dans les pays de l'OCI, en tant que groupe, reste inférieure à celle des autres régions considérées. Le niveau de percentile des six dimensions de la gouvernance dans les pays de l'OCI se situe entre 25 et 34, bien en dessous des pays en développement non membres de l'OCI (entre 45 et 53) et des pays développés (entre 74 et 88). Pour les pays de l'OCI, "l'efficacité du gouvernement" (34) était la dimension la mieux classée, tandis que "la voix et la responsabilité" (25) était la moins bien classée.

Pour améliorer la gouvernance, il faut prendre en compte les six dimensions : l'État de droit, le contrôle de la corruption, l'efficacité du gouvernement, la qualité de la réglementation, la voix et la responsabilité, et la stabilité politique. Il s'agit notamment de renforcer les cadres juridiques, de promouvoir l'équité et l'égalité, de mettre en œuvre des mesures de lutte contre la corruption, d'améliorer l'efficacité de l'administration publique, de garantir des réglementations transparentes et équitables, d'encourager la participation des citoyens et l'accès à l'information, et de promouvoir des processus politiques pacifiques. La mise en œuvre de systèmes de gouvernance efficaces est essentielle pour mener des réformes positives dans l'agriculture, qui peuvent à leur tour avoir un impact significatif sur la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté.

À cet égard, pour améliorer la résilience de l'agriculture et des systèmes alimentaires dans les pays de l'OCI, il est essentiel de donner la priorité au renforcement des capacités institutionnelles et à la mise en œuvre de politiques de soutien. Il s'agit notamment d'améliorer les conditions foncières et les droits de propriété, d'élaborer des politiques de prix et des réglementations commerciales efficaces, et de garantir l'accès aux marchés pour les agriculteurs et les producteurs.

## 7.2. Accès au financement

L'accès au financement joue un rôle essentiel dans la facilitation et le renforcement de la production agricole. Cependant, l'offre de financement rural est confrontée à des complexités inhérentes à la nature saisonnière de l'agriculture, aux conditions météorologiques imprévisibles, aux risques liés aux prix et à la grande diversité des activités agricoles. Dans des nombreux pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, la disponibilité limitée des ressources financières constitue une contrainte importante pour l'adoption d'intrants agricoles de grande valeur (Sinha et al., 2013).

Améliorer l'accès au financement peut être une tâche difficile, en particulier pour les petits agriculteurs et les PME de l'industrie agroalimentaire. Les contraintes relatives à l'accès au financement mettent à nouveau en évidence la question du régime foncier, car comme l'indiquent les études précédentes, dans les endroits où le régime foncier est faible et les droits de propriété incertains, les agriculteurs peuvent ne pas être incités à investir dans des technologies bénéfiques qui amélioreraient leur productivité agricole (Jack, 2011). En conséquence, le manque d'utilisation moderne des intrants agricoles dans les pays de l'OCI non seulement réduit la productivité agricole mais empêche également le développement agricole à long terme.

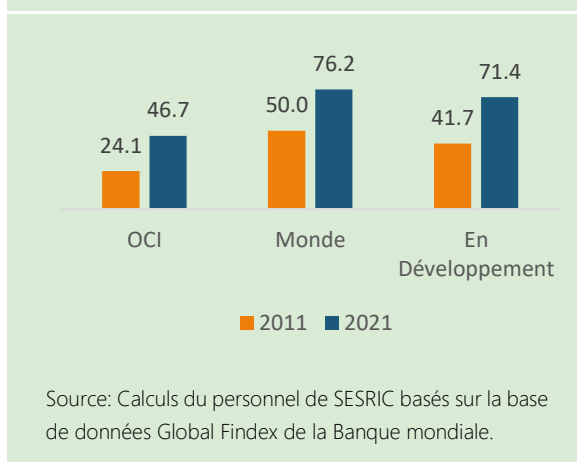
La possession d'un compte est un indicateur fondamental de l'inclusion financière, servant de clé pour débloquer l'accès et l'utilisation des services financiers (World bank, 2022). Grâce à la possession des comptes, que ce soit auprès de banques ou d'institutions réglementées telles que les coopératives de crédit, les institutions de microfinance ou

les prestataires de services d'argent mobile, les individus acquièrent le pouvoir de stocker, de transférer et de recevoir des fonds en toute sécurité. Cette nouvelle capacité financière permet aux propriétaires de comptes de réaliser des investissements cruciaux dans divers secteurs, dont l'agriculture.

Au cours de la dernière décennie, des progrès considérables ont été réalisés en matière de possession de comptes dans le monde. Entre 2011 et 2021, le pourcentage d'adultes possédant un compte dans le monde est passé de 51 % à 76 %, ce qui est impressionnant. Au cours de cette période, la possession d'un compte dans les pays de l'OCI a également connu une augmentation considérable passant de 24 % à 47 % des adultes. Les pays en développement ont également connu une augmentation notable, la possession de compte passant de 42 % à 71 % (**GRAPHIQUE 7.2**).

Cependant, malgré ces progrès, une disparité significative demeure entre les pays de l'OCI et les autres régions. De nombreux agriculteurs des pays de l'OCI n'ont toujours

**GRAPHIQUE 7.2 Propriétés des comptes (% de la population), 2011 vs 2021**





pas accès au crédit, en particulier dans les zones rurales. Cela entrave la capacité des agriculteurs à améliorer leur productivité, car ils invoquent souvent un manque de capital comme principale raison pour ne pas moderniser leurs pratiques agricoles (Mohammed et al., 2019). Les contraintes relatives à l'accès au financement mettent à nouveau en évidence la question du régime foncier, car dans les endroits où le régime foncier est faible et les droits de propriété incertains, les agriculteurs peuvent ne pas être incités à investir dans des technologies bénéfiques qui amélioreraient leur productivité agricole (Mohammed et al., 2020).

La situation est particulièrement difficile dans de nombreux pays à faible revenu, où la combinaison de risques agricoles, d'informations limitées sur les emprunteurs, de procédures juridiques complexes et de coûts de transaction élevés fait que les prestataires de services financiers hésitent à s'adresser aux agriculteurs pauvres (Sinha et al., 2013). Dans des telles circonstances, le soutien aux services financiers peut englober une série de mesures, y compris le renforcement des capacités par le biais d'une assistance technique et d'une formation. En outre, il est essentiel de fournir un soutien financier aux fonds renouvelables et d'offrir des garanties aux banques ou aux institutions de prêt, afin d'atténuer les risques associés aux prêts accordés aux petits agriculteurs qui disposent de peu de garanties.

### 7.3. Recherche et données

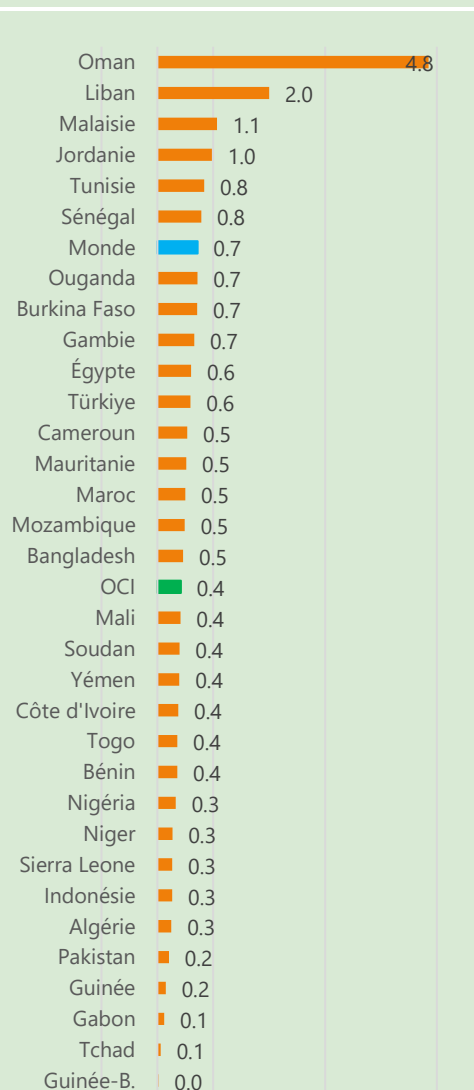
Avec l'apparition de nouvelles technologies et pratiques agricoles, il est essentiel que les agriculteurs restent informés et à jour afin de maximiser leur productivité et leur efficacité agricoles, tout en contribuant à une agriculture durable et à la sécurité alimentaire. Diverses parties prenantes, notamment les gouvernements, les entreprises privées et les organisations internationales, investissent de plus en plus dans la recherche et le développement (R&D) afin de mettre au point de nouvelles technologies et innovations susceptibles de contribuer à l'augmentation de la productivité agricole.

Le ratio d'intensité de la R&D agricoles (IR) est un indicateur utile pour comparer le niveau des dépenses de R&D agricoles entre les pays et les régions. Il mesure les dépenses de recherche agricole en pourcentage du produit intérieur brut (PIB) agricole. Les Nations unies et l'Union africaine recommandent que les dépenses de recherche agricole représentent au moins 1 % du PIB agricole. Cependant, au niveau mondial, les dépenses de recherche agricole n'atteignent pas ce seuil, avec un taux d'IR global de 0,7 % en 2016. À titre de comparaison, les pays à revenu élevé avaient

un IR moyen de 2,8 %, tandis que la Chine, le Brésil et l'Inde avaient un IR d'environ 0,6 %, 1,8 % et 0,3 %, respectivement (Beintema et al., 2020).

En 2016, les pays de l'OCI avaient un ratio d'intensité moyen de 0,4%, bien en dessous

**GRAPHIQUE 7.3 Ratio d'intensité de la R&D agricoles (%), 2016**



Source: Calcul préparé par le personnel de SESRIC basé sur la base de données ASTI

de l'objectif recommandé et de la moyenne mondiale. Cependant, il y a eu une amélioration de l'IR moyen de l'OCI au cours de la dernière décennie, passant de 0,3 % en 2007. Le **GRAPHIQUE 7.3** montre l'IR des pays de l'OCI en 2016, avec seulement sept pays membres enregistrant un IR plus élevé que le niveau moyen mondial. Trois pays de l'OCI ont dépassé le seuil de 1% recommandé, à savoir Oman (4,8%), le Liban (2,0%) et la Malaisie (1,1%). Le Liban et Oman, ont également augmenté leur IR de manière significative, avec une augmentation de 4,7 et 1,3 fois par rapport à leurs niveaux d'IR en 2007, respectivement.

Malgré la grande importance du secteur agricole dans l'économie, les pays en développement, en particulier, manquent d'investissements dans la R&D agricoles (Beintema et al., 2020). La capacité de recherche agricole dépend de divers facteurs tels que la taille de l'économie, l'importance du secteur agricole dans le système économique global et le niveau de développement du pays. Le sous-investissement est relativement plus important dans les pays dotés de systèmes de recherche de petite et moyenne taille (RI inférieur à 0,3 %), qui disposent généralement d'un potentiel limité pour améliorer leur capacité de recherche à court terme. Par conséquent, la coopération entre des pays présentant des

caractéristiques similaires en matière de système agricole peut être bénéfique et favoriser le développement du système de recherche agricole du pays.

Plusieurs pays de l'OCI ont pris des initiatives importantes pour renforcer leur capacité de R&D dans le domaine de l'agriculture, principalement par le biais de leurs institutions de recherche agricoles spécialisées. Ces institutions jouent un rôle crucial en favorisant l'innovation et le progrès dans le secteur agricole. Voici quelques exemples:

- En Malaisie, l'Institut malaisien de recherche et de développement agricoles (MARDI) joue un rôle central dans l'amélioration de la R&D agricole. Le MARDI mène des recherches approfondies sur divers aspects de l'agriculture, notamment l'amélioration des cultures, les pratiques agricoles durables et l'agro-biotechnologie. L'institut collabore activement avec les agriculteurs et les communautés locales pour garantir l'applicabilité pratique et l'efficacité des résultats de ses recherches.
- Le Centre de recherche agricole (ARC) de l'Égypte est une autre institution de premier plan qui contribue de manière significative au développement agricole. L'ARC mène des recherches dans de nombreux secteurs agricoles, notamment l'amélioration des cultures, la gestion de l'eau et la production animale. Le centre entretient des collaborations continues avec des partenaires internationaux afin de favoriser l'échange de connaissances et d'améliorer les capacités de recherche.
- L'Arabie saoudite a démontré son engagement en faveur de la recherche et du développement agricoles grâce au soutien apporté par la Ville Roi Abdulaziz pour la science et la technologie (KACST). La KACST finance activement et collabore à diverses initiatives axées sur l'amélioration des cultures, la gestion de l'eau et les pratiques agricoles durables. Le partenariat entre la KACST et les institutions de recherche contribue à stimuler l'innovation et le développement dans le secteur.
- En Indonésie, l'Agence indonésienne pour la recherche et le développement agricoles (IAARD) est à la tête des efforts de recherche agricole. L'IAARD mène des recherches couvrant un large éventail d'aspects agricoles, notamment l'amélioration des cultures, les systèmes agricoles durables et les technologies post-récolte. L'agence accorde une grande importance à la collaboration avec les agriculteurs et les communautés locales afin de garantir la mise en œuvre pratique et l'efficacité des résultats de ses recherches.

Les instituts de recherche doivent travailler avec les services de vulgarisation pour développer de nouvelles technologies susceptibles d'améliorer l'efficacité et la

productivité de l'agriculture et de la production alimentaire. Les instituts de recherche fournissent des travaux de recherche fondés sur des données probantes qui peuvent être utilisés pour éclairer l'élaboration des politiques dans l'industrie agroalimentaire. Parmi ces mesures, on peut citer l'introduction de variétés de cultures plus économes en eau, de meilleures méthodes de gestion des sols et des systèmes d'irrigation plus efficaces. Les services de vulgarisation, quant à eux, sont chargés de diffuser les technologies auprès des agriculteurs et des autres parties prenantes des systèmes agricoles et alimentaires. Pour garantir l'adoption et l'utilisation correcte des nouvelles technologies, la formation et l'assistance sont également des éléments essentiels.

Des données précises et actualisées jouent un rôle essentiel pour faciliter la recherche et le développement. Il est essentiel d'investir dans la collecte de données complètes pour permettre aux agriculteurs et aux décideurs politiques de disposer d'informations précieuses. L'accès à des données fiables, telles que des informations sur les rendements des cultures, les conditions météorologiques, les tendances du marché et l'utilisation des terres, permet aux gouvernements et aux organisations agricoles de concevoir des interventions ciblées et des systèmes de soutien qui répondent aux besoins spécifiques des agriculteurs. En outre, les approches fondées sur les données permettent d'optimiser l'allocation des ressources, de minimiser le gaspillage et d'améliorer la productivité agricole globale. L'accent mis sur les données en tant que pilier fondamental du développement de l'agriculture garantit un système de production alimentaire plus durable, plus efficace et plus résistant, capable de relever les défis en constante évolution d'un monde en mutation rapide.

À cet égard, le Centre de recherches statistiques, économiques et sociales et de formation pour les pays islamiques (SESRIC) a été à l'avant-garde des efforts visant à renforcer les systèmes statistiques dans le domaine de l'agriculture et de la sécurité alimentaire aux niveaux national, de l'OCI et international. Grâce à sa plateforme de diffusion de données, la base de données des statistiques de l'OCI (OICStat) (<https://www.sesric.org/oicstat.php>), le SESRIC a activement promu des données précises et fiables sur et pour les pays de l'OCI afin de permettre des décisions politiques basées sur des preuves dans le développement de l'agriculture et de la sécurité alimentaire. L'OICStat est périodiquement mise à jour pour assurer la diffusion des données les plus récentes par l'inclusion de nouveaux indicateurs socio-économiques sur les pays membres de l'OCI. Elle est disponible en ligne dans les trois langues officielles de l'OCI (arabe, anglais et français).

L'OICStat est doté de fonctions "conviviales" et héberge actuellement 1847 indicateurs répartis en 27 catégories, avec des données remontant jusqu'à 1970.

Actuellement, 118 indicateurs sont disponibles dans la catégorie de l'agriculture. Ces indicateurs englobent des aspects essentiels tels que la production agricole, l'utilisation des terres, l'irrigation, le bétail, la pêche et le commerce agricole.

Pour l'élaboration de plans et de politiques de développement solides et réalisables, des statistiques agricoles opportunes et fiables jouent un rôle important dans l'amélioration de la production et de la distribution des produits alimentaires et agricoles dans les pays de l'OCI en renforçant la résilience et les normes de leurs communautés et en garantissant la sécurité alimentaire. Elle est particulièrement nécessaire à la prévision et à la réaction immédiate lors de crises socio-économiques telles que la récente pandémie de COVID-19 et le conflit entre l'Ukraine et la Russie.

Pour promouvoir la collecte de données fiables et actualisées afin d'assurer une analyse solide de la situation de la sécurité alimentaire dans les pays de l'OCI avant et au milieu de telles crises, le SESRIC explore la collaboration potentielle avec toutes les parties prenantes régionales et internationales concernées. Dans ce contexte, le SESRIC a mené un important projet sur le "renforcement de la sécurité alimentaire à travers les bilans alimentaires nationaux" en collaboration avec le Comité permanent pour la coopération économique et commerciale de l'Organisation de la coopération islamique (COMCEC) et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en 2021. Le projet comprenait un atelier de formation visant à équiper les statisticiens officiels et les experts agricoles des pays de l'OCI pour développer et préparer les bilans alimentaires annuels de leurs pays respectifs. Les bilans alimentaires nationaux fournissent des informations complètes sur les modèles, les niveaux et les tendances des régimes alimentaires nationaux et jouent un rôle essentiel dans l'analyse de la situation alimentaire et nutritionnelle et dans l'élaboration de politiques visant à y remédier.

En outre, depuis 2020, le SESRIC abrite et gère le "Portail de l'OCI sur les ressources en eau" (accessible à l'adresse <https://oicwater.sesric.org/>) en vue de fournir une plate-forme aux pays membres de l'OCI pour partager leurs informations relatives à l'eau, leurs histoires de réussite, leurs initiatives, leurs techniques innovantes et les nouveaux mécanismes sur les questions liées à l'eau. Le portail vise à renforcer la coopération et la collaboration entre les pays membres afin de relever les défis liés à l'eau, notamment la pénurie d'eau, la pollution et le changement climatique. En outre, le portail sert de centre d'information et de connaissance pour les pays membres de l'OCI dans le domaine de l'eau.

Les efforts visant à renforcer les capacités des systèmes statistiques nationaux ainsi qu'à rassembler et à diffuser ces données permettent non seulement aux décideurs

politiques, mais aussi aux agriculteurs de prendre des décisions éclairées sur le choix des cultures, l'allocation des ressources et la gestion des risques. Par ailleurs, la collaboration entre les pays peut contribuer à partager les connaissances, les meilleures pratiques et les technologies qui peuvent aider à améliorer l'efficacité, la productivité et la durabilité de l'agriculture. Cet objectif peut être atteint grâce à des partenariats entre les instituts de recherche agricole, les organisations internationales et les gouvernements, ce qui permettra d'accroître les investissements dans la recherche et le développement.

## 7.4. Développement des capacités

Le développement des capacités des individus, des organisations et des institutions impliquées dans l'agriculture joue un rôle essentiel dans la création d'un environnement propice au développement agricole. Ce processus consiste à améliorer les compétences, les connaissances et les capacités par le biais de la formation et de l'éducation. En investissant dans le développement des capacités, diverses parties prenantes, y compris les gouvernements, les organisations non gouvernementales et d'autres, peuvent donner aux agriculteurs, aux chercheurs, aux vulgarisateurs, aux décideurs et aux communautés les moyens d'agir. L'objectif ultime est de promouvoir des pratiques agricoles durables et de stimuler la productivité globale et le développement du secteur.

Le développement des capacités contribue à la création d'un environnement favorable à l'agriculture de plusieurs manières :

- **Amélioration des compétences techniques** : Les agriculteurs et les praticiens de l'agriculture bénéficient des programmes de développement des capacités en recevant une formation aux techniques et technologies agricoles les plus récentes et les plus efficaces. Ils peuvent ainsi améliorer les pratiques agricoles, augmenter le rendement des cultures et gérer les ressources de manière plus efficace.
- **Renforcement institutionnel** : Les institutions agricoles impliquées dans l'élaboration des politiques, la recherche, les services de vulgarisation et la facilitation des marchés bénéficient également des efforts de développement des capacités. En renforçant leurs capacités, ces institutions peuvent mieux soutenir les agriculteurs, relever les défis et mettre en œuvre des politiques et des programmes agricoles efficaces.
- **Partage des connaissances et mise en réseau** : Les initiatives de développement des capacités encouragent le partage des connaissances et la

mise en réseau des parties prenantes du secteur agricole. Cela permet d'échanger les meilleures pratiques, les idées novatrices et les enseignements tirés, ce qui permet de prendre des décisions plus éclairées et d'améliorer les pratiques agricoles.

- **Promotion de la recherche et de l'innovation** : Le développement des capacités favorise l'investissement dans la recherche et l'innovation au sein du secteur agricole. Les agriculteurs et les Chercheurs ont les moyens d'explorer et d'adopter de nouvelles technologies, de nouvelles variétés de cultures et des pratiques agricoles durables.
- **Amélioration de la politique et de la réglementation** : Le développement des capacités des décideurs politiques et des régulateurs agricoles permet de mieux comprendre les défis et les opportunités du secteur. Ces connaissances permettent de formuler des politiques, des réglementations et des incitations appropriées qui soutiennent la croissance et le développement de l'agriculture.

À cet égard, le SESRIC a été activement impliqué dans le renforcement des capacités des institutions gouvernementales, des services de vulgarisation et des autorités locales dans les pays membres de l'OCI. Les efforts du SESRIC en matière de renforcement des capacités sont illustrés par la mise en place de divers programmes de renforcement des capacités (CaB), tels que le programme de renforcement des capacités en matière d'agriculture et de sécurité alimentaire (Agri-CaB), le programme de renforcement des capacités en matière de coton (Cotton-CaB), le programme de renforcement des capacités en matière de gestion des ressources en eau (Water-CaB), et le programme de renforcement des capacités en matière de statistiques (StatCaB).

## ENCADRÉ B Projet de liens inversés pour le Bangladesh : Développement des variétés de coton



Au cours des 10 dernières années, le SESRIC s'est engagé activement dans plusieurs projets de liaison inverse avec le groupe de la Banque islamique de développement (BID). Le SESRIC a joué un rôle essentiel dans la mise en œuvre réussie des différentes phases de ces projets, en mettant particulièrement l'accent sur les activités de renforcement des capacités.

Une initiative qui mérite d'être soulignée est le projet de liaison inverse pour le Bangladesh sur le "développement des variétés de coton". Dans ce

projet, le SESRIC a collaboré avec la BID et d'autres parties prenantes, y compris l'Institut de recherche sur le coton de Nazilli (CRI) de Türkiye (sous le ministère de l'Agriculture et des Forêts de la République de Türkiye) et l'Agence turque de coopération et de coordination (TIKA).

L'objectif principal du projet "Développement de variétés de coton" est d'améliorer la production locale de coton au Bangladesh, en particulier sur les terres agricoles les moins productives. L'institution bénéficiaire est le Conseil de développement du coton (CDB), qui relève du ministère de l'agriculture du Bangladesh, tandis que l'institution prestataire est l'Institut de recherche sur le coton Nazilli (CRI) de la Türkiye.

Le projet vise à faciliter l'échange de connaissances et d'expériences entre les experts de l'Institut de recherche sur le coton de Nazilli et leurs homologues du Conseil de développement du coton (CDB) du Bangladesh. Ce transfert de connaissances vise à renforcer la capacité de recherche du personnel du CDB en fournissant une formation théorique et pratique sur la sélection du coton et les pratiques de production avancées.

Le projet a démarré par une réunion à l'Institut de recherche sur le coton de Nazilli à Aydın, Türkiye, en novembre 2019. Cette visite a été suivie d'une visite d'étude sur le "renforcement des capacités en matière de développement des variétés de coton". La visite visait à familiariser les participants bangladais avec le travail, les stratégies, les méthodologies et les techniques employées par diverses organisations, institutions et entreprises privées impliquées dans la recherche et le développement du coton en Türkiye. Par la suite, le projet s'est poursuivi avec cinq autres formations organisées à Dhaka, au Bangladesh, entre 2020 et 2023. Les formations ont permis aux participants d'acquérir des connaissances pratiques et des compétences dans le domaine de l'agronomie du coton, ce qui leur a permis de mettre en œuvre des expériences de semis de manière efficace.

L'engagement du SESRIC dans ce projet de lien inverse a permis de soutenir les efforts de développement des variétés de coton au Bangladesh. Le projet a jeté les bases d'une production durable de coton et du développement agricole du pays. Pour l'avenir, le SESRIC reste engagé à promouvoir des initiatives similaires dans le domaine de l'agriculture qui contribuent à la croissance et à la prospérité des pays membres de l'OCI.



- **L'Agri-CaB** vise à améliorer la capacité des pays membres à élaborer et à mettre en œuvre des politiques qui soutiennent l'agriculture durable et la sécurité alimentaire. Il s'agit notamment d'activités de renforcement des capacités dans les domaines de la production végétale, de la gestion du bétail, de la commercialisation des produits agricoles, etc.
- **Le Cotton-CaB** vise à améliorer la compétitivité de la production de coton dans les pays membres de l'OCI. Il s'agit notamment d'activités de renforcement des capacités dans les domaines de la culture du coton, de la récolte, de la transformation, etc.
- **Le Water-CaB** vise à améliorer la gestion des ressources en eau dans les pays membres en proposant des activités de renforcement des capacités dans les domaines de la conservation de l'eau, de l'irrigation, de la gestion de la qualité de l'eau, etc.
- **Le StatCaB** vise à faire correspondre les besoins et les capacités statistiques des ONS des pays membres de l'OCI, puis à organiser des activités de formation afin de combler les lacunes en matière de capacités statistiques et de contribuer ainsi à l'amélioration des SSN des pays membres.

Le SESRIC a également organisé plusieurs activités dans le cadre du " Projet de liens à sens inverse " (Voir **ENCADRÉ B**).

Toutes les initiatives visent à doter les décideurs politiques, les experts agricoles, les chercheurs et les vulgarisateurs des connaissances, des compétences et des outils nécessaires pour renforcer leurs capacités dans différents aspects de l'agriculture et de la sécurité alimentaire. Les initiatives couvrent un large éventail de sujets, notamment les techniques agricoles modernes, la gestion de l'eau, les pratiques agricoles résistantes au climat, le traitement post-récolte, le développement de la chaîne de valeur et l'accès au marché. Le SESRIC organise des ateliers, des cours de formation, des séminaires et des visites d'étude pour promouvoir l'apprentissage entre pairs et faciliter l'échange de connaissances et de bonnes pratiques entre les pays membres de l'OCI.

Pour garantir la qualité de ses programmes de renforcement des capacités, le SESRIC collabore avec des organisations nationales, internationales et régionales, ainsi qu'avec des universités et des instituts de recherche. En encourageant le transfert de connaissances et l'adoption de technologies, ces initiatives visent à améliorer la productivité agricole, à accroître les possibilités de revenus des agriculteurs et à renforcer la sécurité alimentaire dans les pays membres de l'OCI.

## 8. Développement rural durable

L'agriculture, la sécurité alimentaire et le développement rural sont étroitement liés, chacun d'entre eux influençant de manière significative le bien-être des communautés. Au cœur de cette relation se trouve l'agriculture, qui constitue la principale source de production alimentaire. Les zones rurales jouent un rôle crucial dans la production alimentaire, en contribuant de manière substantielle à l'approvisionnement en denrées alimentaires et en produits agricoles.

L'efficacité et la productivité de l'agriculture ont un impact direct sur la sécurité alimentaire. L'adoption de pratiques durables, de techniques modernes et d'infrastructures améliorées permet d'accroître les rendements des cultures et la production alimentaire. Cependant, de nombreuses communautés rurales dans les pays de l'OCI restent confrontées à des défis tels que la pauvreté, l'accès limité aux ressources, le manque d'infrastructures et la dégradation de l'environnement.

L'interdépendance entre l'agriculture, la sécurité alimentaire et le développement rural souligne la nécessité d'une approche globale et holistique du développement durable. Il est essentiel de reconnaître et d'exploiter ces interconnexions pour formuler des politiques et des initiatives efficaces qui favorisent la croissance économique, réduisent la pauvreté, garantissent la sécurité alimentaire et améliorent le bien-être général des communautés.

L'un des moyens de relever ces défis consiste à se concentrer sur l'amélioration du développement physique et humain dans les zones rurales et sur l'amélioration de la qualité des ressources disponibles. Dans ce chapitre, les sous-thèmes du développement physique et humain et de l'amélioration de la qualité des ressources naturelles dans le contexte de l'agriculture et de la sécurité alimentaire sont explorés, en examinant les principaux défis et opportunités dans ce domaine et en explorant les stratégies pour augmenter la productivité et améliorer la résilience des systèmes agroalimentaires dans les pays membres de l'OCI.

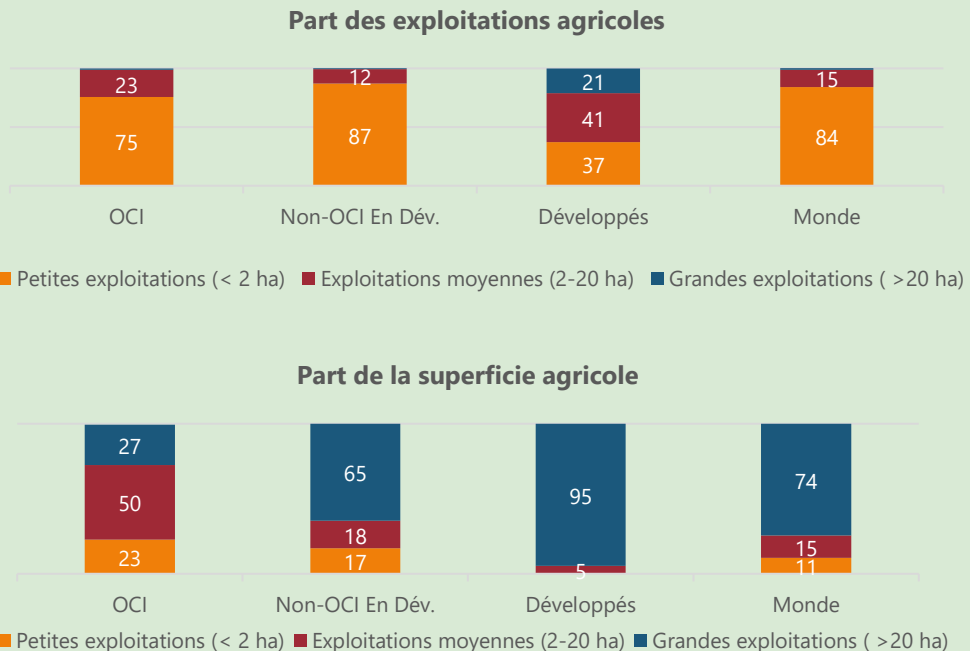
### 8.1. Développement physique et humain

Relever les défis dans les zones rurales joue un rôle crucial dans la lutte contre la pauvreté et la garantie de la sécurité alimentaire, en particulier dans les régions qui comptent un nombre important d'agriculteurs vulnérables, tels que les petits agriculteurs. Si les petites exploitations ont le potentiel de produire de bonnes récoltes, elles dépendent fortement du travail manuel et des ressources, ce qui se traduit par de faibles niveaux de productivité. Par conséquent, les pays s'efforcent d'assurer la transition de leur main-d'œuvre hors de l'agriculture, car les jeunes

poursuivent leurs études, migrent vers les centres urbains et recherchent des emplois mieux rémunérés offrant des niveaux de productivité et de revenus plus élevés. Une nation ne peut vaincre la grande pauvreté si la majorité de sa population reste engagée dans la petite agriculture.

Il est décourageant et paradoxal de constater que de nombreux petits exploitants agricoles, qui comptent parmi les individus les plus pauvres du monde, souffrent souvent eux-mêmes de la faim. Il existe plus de 608 millions d'exploitations agricoles dans le monde, dont environ 84 % sont des petites exploitations (d'une superficie inférieure à deux hectares). Toutefois, malgré leur nombre important, ces petites exploitations ne produisent que sur environ 12 % des terres agricoles du monde. De même, dans les pays de l'OCI, environ 75 % des exploitations agricoles sont classées dans la catégorie des petites exploitations, alors qu'elles ne représentent que 23 % du total des terres agricoles dans la région de l'OCI (**GRAPHIQUE 8.1**).

**GRAPHIQUE 8.1 Répartition des exploitations agricoles par rapport au nombre total d'exploitations (% du total des exploitations) (en haut) et à la superficie agricole (% de la surface agricole totale) (en bas) par région, 2021**



Source: Calculs du personnel du SESRIC basés sur l'ensemble des données figurant dans le document Lowder et al. (2021)

Note: L'ensemble des données comprend 127 pays du monde, dont 28 pays de l'OCI.

## **ENCADRÉ C Initiative de développement rural : le cas des projets FADAMA au Nigeria**

La série de projets FADAMA au Nigeria était une initiative agricole axée sur le développement rural, en particulier dans les basses terres irrigables le long des principaux systèmes fluviaux du pays. Il comprenait trois phases : FADAMA I, FADAMA II, and FADAMA III. FADAMA I (1992) était un projet pilote offrant une irrigation de base et un soutien aux agriculteurs dans des États sélectionnés. FADAMA II (2003) a introduit un modèle de développement piloté par la communauté, encourageant l'engagement des parties prenantes locales dans la prise de décision. FADAMA III s'est étendue géographiquement, devenant une marque nationale bien connue pour le développement agricole local.

La série de projets a donné la priorité à la mise en place d'institutions agricoles solides. Des groupes d'utilisateurs du FADAMA ont été créés, représentant divers utilisateurs tels que les agriculteurs, les éleveurs et les pêcheurs. Des quotas ont été introduits pour inclure les femmes et les jeunes dans la prise de décision. Ces groupes d'utilisateurs ont formé des associations communautaires FADAMA (FCA) plus larges afin de coordonner les activités et les négociations collectives. Des médiateurs professionnels, des conseillers financiers et techniques ont soutenu les groupes, et l'accent a été mis sur la planification participative. Le projet visait à favoriser le respect mutuel entre les groupes d'utilisateurs des ressources pour assurer la durabilité.

L'impact du FADAMA s'est traduit par une augmentation des rendements et des revenus agricoles. FADAMA I a constaté des rendements financiers de 65 % par hectare pour les légumes et de près de 500 % pour les rizières. Le FADAMA II a permis une augmentation de 63 % des revenus des bénéficiaires, et le FADAMA III a entraîné des augmentations significatives des revenus réels et des rendements agricoles. En outre, le Fonds de participation des utilisateurs de FADAMA (FUEF), un fonds renouvelable, a contribué à améliorer l'accès des agriculteurs au crédit auprès des banques locales.

L'approche de groupe du projet a favorisé la collaboration, l'inclusion et la responsabilité, renforçant ainsi le capital social et évitant les conflits. L'adhésion des agriculteurs s'est manifestée par leur contribution substantielle aux coûts de financement locaux. En décembre 2021, le projet FADAMA a créé deux banques de microfinance et a contribué à la mise en place d'une radio communautaire spéciale pour les agriculteurs.

Source: Adapté de Jenane & Oredipe (2022)

Comme le décrit Jansen (2013), les petites exploitations appartiennent principalement à la catégorie de l'agriculture de subsistance, où les techniques de production traditionnelles reposent largement sur l'utilisation intensive de la main-d'œuvre humaine et animale, avec une utilisation minimale d'autres intrants. Ces pratiques agricoles sont généralement adoptées par des agriculteurs pauvres qui cultivent de petites parcelles, souvent dans un cadre communautaire. Par conséquent, la productivité de ces exploitations agricoles est typiquement basse.

Néanmoins, il existe un potentiel important pour que les petites exploitations agricoles fonctionnent comme des producteurs efficaces capables de générer des surplus qui peuvent avoir un impact positif sur l'économie au sens large. Par

conséquent, l'amélioration de la productivité de ces petits exploitants agricoles devient un point crucial. Outre l'amélioration de la productivité agricole, le développement d'un secteur rural non agricole prospère et la diversification vers des cultures à plus forte productivité font également partie intégrante de la réussite (Rohne Till, 2022).

Cette réalité confère une grande importance au développement rural, en particulier en ce qui concerne les petits exploitants agricoles. L'éducation est l'un des domaines qui peuvent être améliorés. L'éducation de la population rurale peut grandement améliorer l'efficacité de la main-d'œuvre agricole. C'est pourquoi il convient de soutenir les programmes visant à doter les travailleurs des compétences et de la formation nécessaire à l'exploitation et à la maintenance des nouvelles technologies. Il peut s'agir d'une formation aux technologies agricoles modernes, aux pratiques de gestion durable des terres et à la gestion financière (voir par exemple l'**ENCADRE C**). Le développement des infrastructures est essentiel pour améliorer l'efficacité et la productivité de l'industrie agroalimentaire. Les gouvernements peuvent investir dans le développement des infrastructures, notamment les routes, l'électricité et les réseaux de communication, afin d'améliorer l'accès des agriculteurs et des entreprises de l'industrie agroalimentaire aux marchés, à l'information et à d'autres ressources. Les programmes ciblés sur les petites exploitations agricoles ont manifestement augmenté la productivité agricole des ménages et les revenus tirés des ventes agricoles, ce qui a permis d'observer une plus grande diversité alimentaire et une plus grande sécurité alimentaire dans les ménages bénéficiaires (Sibhatu et al., 2022).

Une approche efficace pour renforcer le développement agricole consiste à investir dans les infrastructures rurales, en particulier les routes rurales. L'amélioration des réseaux routiers ruraux permettra de réduire les coûts de transport, de renforcer les infrastructures de commercialisation et les chaînes de valeur. Par exemple, des preuves empiriques suggèrent qu'en Indonésie, l'amélioration de la qualité des routes a augmenté les salaires et réduit le temps de travail des travailleurs agricoles (Yamauchi, 2016). Ces améliorations peuvent particulièrement profiter aux petits exploitants et améliorer la production et la commercialisation de certaines cultures de rapport. L'augmentation des revenus des petits exploitants qui en résulte peut conduire à une réduction des niveaux de pauvreté, tandis que l'amélioration des infrastructures peut faciliter l'augmentation des exportations, contribuant ainsi à la croissance économique et au développement.

## 8.2. Qualité des ressources naturelles

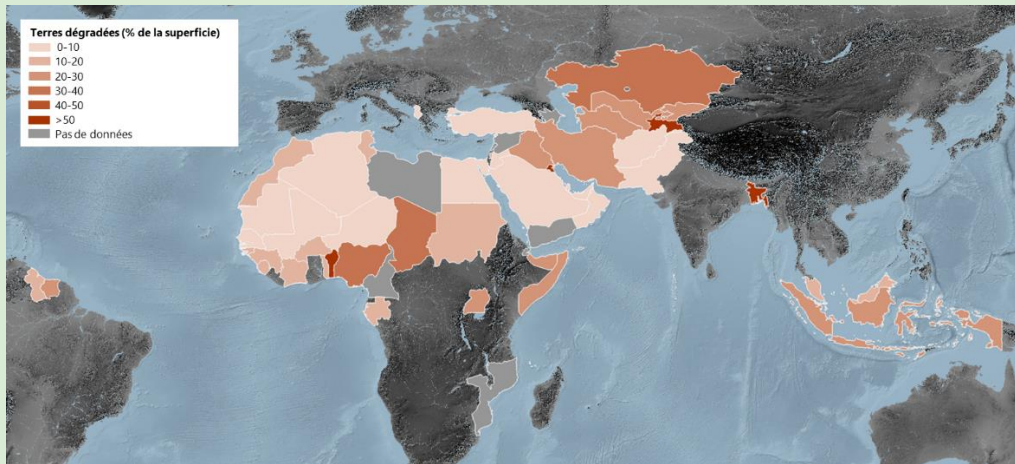
La production et la productivité agricoles dépend fortement de la dotation en ressources naturelles, en particulier de l'eau, de la terre et de la qualité du sol. La disponibilité et la qualité de ces ressources sont des facteurs déterminants du potentiel de production agricole et de la durabilité des systèmes agricoles dans le temps.

En ce qui concerne la disponibilité des terres, la quantité de terres cultivables peut limiter le potentiel de production des cultures. Dans les régions où les ressources foncières sont limitées, l'amélioration de la productivité agricole passe souvent par une utilisation plus efficace des terres grâce à des techniques telles que la rotation des cultures, les cultures intercalaires et l'agriculture de précision (Abegunde et al., 2019). En outre, la préservation des terres par des pratiques de conservation, telles que la réduction de la déforestation et la prévention de l'érosion des sols, peut contribuer à maintenir la productivité des systèmes agricoles au fil du temps.

L'eau est une autre ressource essentielle pour l'agriculture, car les cultures ont besoin d'eau pour leur croissance et leur survie. Une disponibilité suffisante en eau est essentielle à la croissance des plantes, à la photosynthèse et à la formation des graines et des fruits. Les variations de la disponibilité de l'eau peuvent influencer de manière significative les rendements des cultures et la stabilité des systèmes agricoles. Par exemple, la pénurie d'eau peut entraîner des conditions de sécheresse, provoquant de mauvaises récoltes et des rendements réduits. D'autre part, un excès d'eau peut entraîner un engorgement et une salinisation du sol, deux phénomènes qui peuvent avoir un impact négatif sur la croissance et le rendement des cultures. Par conséquent, un équilibre optimal des ressources en eau est essentiel pour garantir une productivité agricole optimale.

La qualité des sols est également cruciale pour l'agriculture, car elle fournit des nutriments essentiels et un support physique aux cultures. Les caractéristiques du sol telles que la texture, la structure, la teneur en matière organique et la disponibilité des éléments nutritifs contribuent toutes à déterminer la productivité des systèmes agricoles. La dégradation des sols due à l'érosion, à la surexploitation ou à une mauvaise gestion peut réduire la fertilité des sols et diminuer la productivité agricole. En outre, la dégradation des sols peut réduire leur capacité à retenir l'eau, ce qui entraîne un engorgement, une salinisation des sols et une diminution de la croissance des cultures (Jie et al., 2002).

## GRAPHIQUE 8.2 Terres dégradées par régions (% de la superficie totale des terres), 2000-2015



Source: Carte générée par le personnel du SESRIC, basée sur les indicateurs des ODD de l'UNSTAT.

La dégradation des sols est une menace majeure pour la biodiversité et la productivité agricole dans les pays de l'OCI et ailleurs. Entre 2000 et 2015, environ un cinquième de la surface terrestre végétalisée a connu des tendances persistantes et déclinantes en matière de productivité, principalement en raison d'une mauvaise gestion des terres et de l'eau (UN, 2020), ce qui équivaut à environ 2 600 millions d'hectares de terres dégradées. En revanche, le rapport de l'OCI sur l'environnement (SESRIC, 2021b) souligne que 16 % de la surface terrestre de l'OCI est dégradée, ce qui équivaut à environ 500 millions d'hectares de terres dégradées. Au niveau national, quatre pays présentent des niveaux alarmants de dégradation des sols (plus de 50 %), à savoir le Tadjikistan (97 %), le Bangladesh (65 %), le Koweït (64 %) et le Bénin (53 %). À l'exception du Bangladesh, ce sont des pays dont la majorité des terres sont sèches. Une dégradation supplémentaire des terres entraînerait la désertification (**GRAPHIQUE 8.2**).

La dégradation des sols n'est pas seulement due à la nature, mais aussi à l'activité humaine. Les pratiques agricoles non durables, l'urbanisation rapide, la faible gouvernance foncière et l'expansion des zones agricoles ont entraîné des changements incontrôlés dans l'utilisation des sols, contribuant ainsi à leur dégradation. Au Tadjikistan, par exemple, une grave dégradation des sols s'est produite en raison de pratiques de gestion des terres inappropriées, d'une mauvaise irrigation, du surpâturage et de la déforestation. Ces facteurs combinés ont entraîné

l'abandon des terres et la perte de productivité, ce qui a intensifié la pauvreté rurale dans le pays (UNDP-UNEP, 2012). Pour garantir une productivité agricole optimale, les ressources des sols doivent être gérées de manière durable grâce à des pratiques telles que le labourage de conservation, les cultures de couverture et l'utilisation d'apports de matières organiques.

En ce qui concerne l'amélioration de la qualité des ressources naturelles, la gestion de la fertilité des sols et de l'eau est très importante pour garantir la productivité des terres. Il convient de poursuivre les politiques et les programmes qui encouragent les pratiques de gestion durable des sols et de l'eau, telles que la gestion intégrée de la fertilité des sols, l'agriculture de conservation, l'irrigation goutte-à-goutte et la collecte des eaux de pluie. Certaines de ces pratiques sont illustrées dans l'**ENCADRÉ D**.

#### **ENCADRÉ D Divers exemples de pratiques agricoles durables dans les pays de l'OCI**

Plusieurs pays de l'OCI ont mis en œuvre des pratiques remarquables dans divers aspects de l'agriculture durable. Par exemple, l'agriculture de conservation a été adoptée avec succès en Azerbaïdjan, au Kazakhstan et en Ouzbékistan, favorisant la conservation des sols et améliorant la productivité agricole (FAO, 2016). Les pratiques agroforestières ont fait leurs preuves en Indonésie et en Malaisie, combinant la culture d'arbres avec des activités agricoles pour promouvoir la biodiversité et la résilience des écosystèmes (FAO 2021). Des variétés de cultures résistantes au climat, sont développées et utilisées dans divers pays membres, en particulier en Afrique subsaharienne, ce qui contribue à l'adaptation aux conditions climatiques changeantes (Acevedo et al., 2020). En outre, des initiatives spécifiques importantes telles que le "Plan Maroc Vert" au Maroc et le "Système d'Intensification du Riz" (SRI) en Indonésie ont mis en évidence des approches innovantes en matière de développement économique durable. Au Bangladesh, l'initiative innovante des "jardins flottants" est mise en œuvre et vise à renforcer la résilience agricole face au changement climatique. Ces exemples soulignent l'engagement et les progrès réalisés par divers pays membres de l'OCI dans la mise en œuvre de pratiques agricoles durables tout en relevant les défis environnementaux.

En outre, les pays peuvent collaborer pour relever les défis communs liés aux catastrophes, telles que les inondations, les sécheresses et les épidémies de ravageurs. La coopération peut conduire à l'élaboration de stratégies de réduction et de gestion des risques qui peuvent contribuer à atténuer l'impact des catastrophes sur l'agriculture et à garantir la productivité continue du secteur.



# CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Le secteur de l'agriculture revêt une importance capitale pour de nombreux pays membres de l'OCI, car il constitue le principal facteur du développement économique et le moyen de subsistance d'une grande partie de la population. Le programme de développement OCI-2025 reconnaît le rôle central de l'agriculture dans la réalisation de la sécurité alimentaire, la lutte contre la faim et la promotion de la croissance globale et de la prospérité dans le monde islamique. Cependant, le développement l'agriculture et l'assurance de la sécurité alimentaire dans les pays de l'OCI sont confrontés à des défis à multiples facettes, notamment les questions de productivité, les crises économiques et les impacts du changement climatique. Dans cette ère d'incertitude future croissante, il est impératif pour les pays membres d'intensifier leurs efforts et de renforcer collectivement la résilience des systèmes agricoles et alimentaires. Cet objectif peut être atteint en améliorant un environnement favorable au développement du secteur et en encourageant les pratiques de développement rural durable.

## Observations finales

Bien que les pays de l'OCI aient fait des progrès considérables dans le secteur agricole et amélioré la sécurité alimentaire, les progrès ont été inégaux et lents, avec des disparités entre les pays et à l'intérieur de chacun d'entre eux. Les pays à faible revenu et à déficit alimentaire et les pays en crise qui ont besoin d'une aide alimentaire extérieure sont confrontés à des défis particuliers, notamment une capacité agricole limitée, une infrastructure inadéquate, une utilisation inefficace des ressources et des situations de paix et de sécurité fragile.

Une gestion efficace des ressources et une utilisation rationnelle des intrants sont essentielles pour améliorer la productivité agricole dans les pays de l'OCI. Cependant, de nombreux pays de l'OCI sont encore confrontés à des obstacles dans la mise en valeur de leurs ressources agricoles, ce qui se traduit par une productivité de la terre et de la main-d'œuvre inférieure à la moyenne mondiale. Ces défis découlent de divers facteurs, notamment l'accès limité aux moyens de production modernes, l'inefficacité du marché foncier et l'absence de structures financières modernes. En outre, l'urbanisation rapide devrait être prise en compte afin d'éviter une baisse de la

productivité due au manque de main-d'œuvre. Pour résoudre ces problèmes, les pays de l'OCI doivent se concentrer sur l'amélioration de la gestion des ressources, la promotion de l'adoption de technologies modernes et la mise en place de systèmes financiers de soutien qui incitent les agriculteurs à investir dans des mesures d'amélioration de la productivité.

L'éradication de la faim et de l'insécurité alimentaire reste un défi mondial important. La pandémie de COVID-19 et des facteurs tels que la hausse des prix des denrées alimentaires associée à la guerre entre la Russie et l'Ukraine ont encore aggravé les situations d'insécurité alimentaire, ce qui pose un problème socio-économique dans le monde entier. Malgré ces défis, plusieurs pays de l'OCI ont fait des progrès en matière de sécurité alimentaire. Les Émirats arabes unies ainsi que le Qatar, le Kazakhstan, Oman et le Bahreïn, ont obtenu de "bons" résultats en matière de sécurité alimentaire sur l'indice mondial de la sécurité alimentaire. Toutefois, des disparités existent. Certains pays de l'OCI connaissent une évolution négative des conditions de sécurité alimentaire.

La sous-alimentation reste un problème dans les pays de l'OCI, avec environ 203 millions de personnes sous-alimentées, ce qui représente une part importante de la population sous-alimentée mondiale. Bien que la prévalence de la sous-alimentation dans les pays de l'OCI reste plus élevée que la moyenne mondiale et celle des pays en développement non membres de l'OCI, une tendance à la baisse a été observée au cours de la dernière décennie. Les facteurs contribuant à la sous-alimentation vont au-delà de la croissance économique et des niveaux de revenus, incluant les conflits, l'instabilité politique et la centralisation/décentralisation des politiques alimentaires. En outre, un nombre important des pays de l'OCI ont besoin d'une assistance alimentaire extérieure en raison de situations de crise, les conflits et les causes liées au climat exacerbant les défis de l'insécurité alimentaire.

Des défis importants et des disparités existent dans la disponibilité et l'accessibilité financière de régimes alimentaires sains, les taux de malnutrition et l'accès à l'eau potable et aux services d'assainissement dans les pays de l'OCI et dans le monde entier. Alors que la moyenne de l'adéquation de l'approvisionnement en énergie alimentaire a augmenté dans l'ensemble, certains pays de l'OCI ont encore du mal à fournir suffisamment d'énergie et de nutrition à leurs populations. La disponibilité d'un régime alimentaire sain à un prix abordable, reste un problème qui entrave les efforts visant à assurer la sécurité alimentaire, en particulier dans les pays de l'OCI où une grande partie de la population ne peut pas se permettre d'acheter des aliments nutritifs. L'insécurité alimentaire et les taux élevés de la malnutrition, notamment le

retard de croissance, l'émaciation et le surpoids chez les enfants de moins de cinq ans, posent des problèmes sanitaires et économiques considérables.

## Recommandations politiques

Transformer les défis du secteur agricole dans les pays de l'OCI en opportunités d'amélioration est vital pour renforcer la résilience des systèmes agricoles alimentaires. Cela nécessite la mise en place d'un environnement favorable et la priorisation du développement rural durable. Voici quelques recommandations générales à prendre en compte par les pays membres à travers divers aspects:

1. **Cibler les agriculteurs vulnérables et les petits exploitants agricole.** La majorité des agriculteurs dans les pays de l'OCI sont des petits exploitants, et la lutte contre la faim, la malnutrition, la pauvreté et l'amélioration des moyens de subsistance dans ces pays nécessite une attention particulière aux petites exploitations. Il est essentiel de soutenir les communautés vulnérables et les petits exploitants agricoles pour renforcer la sécurité alimentaire et accroître la résilience du secteur agricole. La formation et les programmes d'éducation peuvent améliorer le rendement agricole en dotant les petits exploitants des compétences et des connaissances nécessaires pour adopter des technologies modernes, pratiquer une gestion durable des terres et améliorer la gestion financière.

En période de crise, il est essentiel que l'aide humanitaire soit apportée à temps et de manière appropriée, en veillant à ce qu'elle réponde aux besoins fondamentaux, qu'elle ne cause aucun préjudice, qu'elle soit accessible à tous et qu'elle permette de renforcer les capacités et la résilience. Des mesures de protection bien ciblées, telles que l'extension des programmes existants, peuvent atténuer les difficultés en période de crise. Face à la hausse des prix des denrées alimentaires, il est essentiel que les transferts en espèces conservent leur valeur pour répondre aux besoins essentiels.

D'autres mesures visant à protéger les plus vulnérables, notamment des régimes de protection sociale adaptés aux chocs, la distribution d'aide alimentaire/de transferts en espèces, des programmes d'alimentation scolaire, la combinaison de transferts en espèces et d'assistance technique, des interventions sur le marché du travail telles que des programmes de travaux publics, la microfinance, des programmes de crédit, et l'accès aux liquidités et aux financements pour les groupes vulnérables (FAO, 2020a). Ces mesures contribuent au bien-être général

et à la résilience des petits exploitants agricoles et des communautés vulnérables dans les pays de l'OCI.

2. **Garantir la propriété foncière et les droits de propriétés.** Dans de nombreux pays de l'OCI, en particulier dans les pays les moins développés, le manque de garantie de la propriété foncière représente un défi important. Cette situation entraîne des inégalités dans la propriété foncière, un accès limité à la terre et des inefficacités dans la productivité des terres. Pour favoriser la croissance agricole, il est essentiel de s'attaquer à ce problème en garantissant l'accès à la terre et en donnant le contrôle de la terre aux ménages ruraux appauvris et marginalisés. L'absence des propriétés d'actifs comme garantie pour les prêts bancaires entrave encore plus la capacité des agriculteurs à investir et à moderniser leurs pratiques agricoles. En outre, le fonctionnement inadéquat des marchés fonciers dû à un manque de sécurité des droits de propriété, à une faible application des contrats et à des restrictions légales aggrave ces défis, soulignant la nécessité d'une sécurité foncière et d'une réduction des inégalités en matière de propriétés foncières.

Pour promouvoir la croissance agricole dans les pays de l'OCI, il est nécessaire d'assurer l'accès à la terre et de permettre aux ménages ruraux pauvres et marginalisés de la contrôler. Cela incitera les ménages ruraux à investir dans l'agriculture plutôt que de chercher des opportunités dans les zones urbaines. Les projets de développement rural intégré devraient donner la priorité au développement des infrastructures afin d'utiliser efficacement les ressources agricoles et d'améliorer la productivité.

Il est donc essentiel de mettre en œuvre des politiques et des réglementations solides et globales pour résoudre efficacement les problèmes de propriété foncière. Ces politiques devraient apporter des précisions, des orientations et de la stabilité afin de garantir la sécurité et la transparence de la propriété foncière et des droits qui s'y rattachent. La rationalisation des procédures administratives foncières, le renforcement des droits de propriété et l'amélioration de l'accès à la terre pour les ménages ruraux marginalisés et appauvris sont des aspects essentiels que ces politiques devraient prendre en compte. En outre, ces politiques devraient soutenir les pratiques de gestion durable des terres, promouvoir une utilisation responsable des terres et protéger les terres agricoles contre l'empiètement et la conversion à des fins non agricoles.

3. **Développement de nouveaux modèles d'entreprise tels que l'agriculture contractuelle.** Les nouveaux modèles d'entreprise ont le potentiel de

transformer le secteur agricole dans les pays de l'OCI en favorisant des pratiques durables, en créant de nouvelles opportunités de marché pour les agriculteurs et en améliorant l'accès au financement et à d'autres ressources.

L'agriculture contractuelle est un exemple de ce type de modèle d'entreprise. Il s'agit d'un modèle d'entreprise efficace qui peut largement profiter aux pays en promouvant la productivité agricole, en améliorant l'accès au marché et en réduisant les risques à la fois pour les agriculteurs et les agro-industriels. Outre l'agriculture contractuelle, plusieurs autres modèles innovants peuvent contribuer à la transformation du paysage agricole, tels que les coopératives agricoles, les entreprises sociales, l'intégration de la chaîne de valeur et les plateformes numériques.

Ces modèles d'entreprise créent non seulement des opportunités pour les agriculteurs d'augmenter leurs revenus et d'améliorer leurs moyens de subsistance, mais peuvent également contribuer à la mise en place de pratiques agricoles durables et au développement général des communautés rurales. Il est important de noter que pour exploiter pleinement leur potentiel, il est nécessaire que les gouvernements, les secteurs privés et les organisations de la société civile collaborent et fournissent le soutien nécessaire, y compris les cadres politiques, les programmes de renforcement des capacités et les incitations à l'investissement.

4. **Mise en place de politiques de prix efficaces (y compris en matière de commerce).** La politique en matière de prix agricoles fait référence aux actions intentionnelles prises par les gouvernements ou les autorités pour influencer ou réguler les prix des produits agricoles. Ces politiques impliquent la mise en place de réglementations et d'interventions visant à stabiliser ou à contrôler les prix par le biais de mesures telles que le soutien des prix, les subventions, les taxes et les réglementations en matière d'importation et d'exportation. Les objectifs de ces politiques visent à trouver un équilibre entre les intérêts des agriculteurs, des consommateurs et de l'économie en général. Pour être efficace, la politique des prix agricoles doit tenir compte de la dynamique du marché, des facteurs de l'offre et de la demande, du commerce international et des objectifs socio-économiques.

Les meilleures pratiques en matière de politique des prix agricoles comprennent la mise en œuvre de mécanismes fondés sur le marché pour promouvoir la concurrence et l'efficacité, la fourniture d'un soutien ciblé aux petits agriculteurs pour limiter la fluctuation des prix, la garantie de la transparence par la diffusion d'informations sur les prix, l'utilisation d'outils de gestion des risques, la promotion des chaînes de valeur et des liens avec le marché, l'implication des

parties prenantes dans l'élaboration des politiques et la mise en place de solides systèmes de suivi et d'évaluation. Ces pratiques visent à équilibrer les lois du marché, à soutenir les moyens de subsistance des agriculteurs et à relever des défis spécifiques dans le secteur agricole.

En outre, il est essentiel de renforcer la compétitivité des produits agroalimentaires sur le marché mondial. Les pays de l'OCI ont souvent des avantages comparatifs dans certains produits agricoles, mais les coûts de transaction élevés peuvent entraver la croissance, même en cas de complémentarité. Pour renforcer les produits agroalimentaires, les pays devraient améliorer leur connaissance du marché, réduire les barrières commerciales et améliorer les formalités douanières. Ces efforts contribuent à élargir les opportunités commerciales et à mettre à profit les atouts des pays de l'OCI dans le secteur agricole.

5. **Amélioration de l'accès au marché et au financement.** Les gouvernements peuvent soutenir le secteur agricole en améliorant l'accès aux marchés par le biais de diverses mesures. Cela implique la construction d'infrastructures physiques telles que des routes et des ports, ainsi que la mise en place de politiques et de programmes visant à réduire les barrières commerciales et à augmenter le financement du commerce. Le renforcement des institutions telles que les services de recherche et de vulgarisation agricoles, les agences de régulation et les systèmes d'information sur les marchés est un autre moyen d'améliorer l'accès aux marchés. Le renforcement des capacités de ces institutions permet aux agriculteurs et aux entreprises de l'industrie agroalimentaire de disposer des connaissances, des ressources et du soutien nécessaire pour fonctionner efficacement et durablement.

Pour améliorer l'accès au financement dans le secteur agricole, plusieurs moyens financiers peuvent être utilisés et développés. Il s'agit notamment de la microfinance, du crédit-bail, du financement de la chaîne de valeur agricole, des garanties de crédit, des fonds renouvelables et des fonds agricoles. Une approche détaillée est nécessaire pour améliorer l'accès au financement. Il s'agit de créer un environnement favorable en mettant en œuvre des politiques et des règles saines dans le secteur financier qui favorisent la transparence, la stabilité et la confiance des investisseurs. Il s'agit également de renforcer les institutions financières officielles en encourageant les réseaux de distribution dans les zones défavorisées et en favorisant les services financiers numériques innovants afin de surmonter les obstacles.

En outre, les programmes de formation financière et de renforcement des capacités sont essentiels pour permettre aux particuliers et aux petites

entreprises d'acquérir les connaissances et les compétences nécessaires pour accéder aux services financiers et les utiliser efficacement. Il est essentiel d'encourager le développement de produits financiers accessibles à tous et adaptés aux besoins spécifiques des populations défavorisées, tels que la microfinance et les programmes de prêts ciblés. En outre, la promotion des partenariats public-privé et de la collaboration entre les parties prenantes permet de mobiliser les ressources, de partager les risques et d'encourager l'innovation dans le cadre des initiatives relatives à l'inclusion financière.

6. **Soutenir l'adoption de technologies et de pratiques modernes, notamment la numérisation.** L'adoption de technologies et de pratiques modernes dans l'agriculture permet de relever des défis tels que la pénurie d'eau, la dégradation des sols et le changement climatique, tout en augmentant les rendements et la qualité des récoltes. Les pays de l'OCI devraient donner la priorité à la modernisation des intrants et des pratiques agricoles pour atteindre ces objectifs. Cela implique l'adoption d'intrants agricoles modernes tels que les semences de haute qualité, la mécanisation et les engrais, ainsi que l'adoption de pratiques avancées telles que la lutte intégrée contre les ravageurs, l'agriculture de conservation, la micro-irrigation et l'agriculture de précision. Par conséquent, les pays de l'OCI peuvent progressivement abandonner les systèmes d'agriculture de subsistance et de petite exploitation qui prédominent au profit de systèmes d'agriculture plus modernes, plus efficaces en termes de ressources et plus durables.

L'agriculture de précision, par exemple, illustre l'utilisation des technologies numériques dans la chaîne d'approvisionnement agricole pour renforcer la résilience et minimiser les perturbations (voir par exemple l'**ENCADRE E**). Cette approche permet d'optimiser les processus agricoles, de réduire le gaspillage des ressources et de maximiser la productivité tout en garantissant l'adaptabilité face aux défis. Afin d'accélérer l'adoption de ces technologies, les gouvernements peuvent imposer des conditions aux plans de relance et mettre en œuvre des politiques d'innovation ciblées. Toutefois, la création d'emplois étant souvent l'un des principaux objectifs des mesures de relance, les conséquences des nouvelles pratiques sur la main-d'œuvre devraient faire l'objet d'un examen attentif et d'une gestion active du marché du travail.

7. **Renforcer la capacité des agriculteurs à mettre en œuvre des pratiques agricoles intelligentes face au climat.** Le changement climatique est un problème mondial qui nécessite des actions locales, en particulier dans le secteur agricole des pays de l'OCI. Le renforcement des capacités agricoles est essentiel pour limiter le changement climatique et s'y adapter, ce qui se traduira par des

avantages environnementaux, socio-économiques et une meilleure sécurité alimentaire. L'adoption des pratiques "intelligentes face au climat" est essentielle pour parvenir à une production alimentaire durable. Ces pratiques visent à accroître la productivité, à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à renforcer la résistance aux chocs climatiques. Des mesures pratiques telles que la gestion des terres cultivées, la gestion des pâturages et la gestion du bétail peuvent être mises en place.



## ENCADRE E Pratique d'agriculture de précision en Türkiye

Les technologies de l'agriculture de précision (AP) assurent une meilleure gestion et une plus grande précision des activités agricoles, du travail du sol à la récolte, afin de réduire les intrants, d'augmenter les bénéfices et de protéger l'environnement. Les pratiques d'agriculture de précision en Türkiye se sont développées de manière significative au cours des dernières années. Les agriculteurs Turcs ont adopté des technologies de pointe et des méthodes d'agriculture de précision afin d'optimiser leur production agricole. Voici quelques-unes des principales pratiques d'agriculture participative mises en œuvre en Türkiye:

- **GPS et télédétection:** La technologie du système de localisation mondial (GPS) est largement utilisée en Türkiye pour la cartographie précise des champs et le suivi des récoltes. Les équipements GPS permettent aux agriculteurs de délimiter avec précision les champs et de suivre l'emplacement des machines agricoles pendant les additivités de récoltes. Les techniques de détection, notamment l'imagerie par satellite et les drones aériens, fournissent des données précieuses sur la qualité des cultures, le potentiel de rendement et la détection des
- **Technologie du taux variable (VRT):** La VRT est largement adoptée en Türkiye pour optimiser l'application d'intrants tels que les engrais, les pesticides et l'eau d'irrigation. En utilisant des capteurs de sol, des systèmes de guidage GPS et des logiciels, les agriculteurs peuvent varier avec précision les taux d'application des intrants en fonction des besoins spécifiques des différentes zones de leurs champs. Cette approche garantit une utilisation ciblée et efficace des ressources tout en réduisant les coûts et l'impact sur l'environnement.
- **Plantation de précision:** Des pratiques de plantation de précision sont utilisées pour optimiser la disposition et la répartition des semences, assurant ainsi une croissance homogène des cultures et une meilleure qualité des plantes. Les équipements de la plantation équipés de la technologie GPS, les tracteurs à direction automatique et les systèmes de contrôle des semences permettent aux agriculteurs de placer précisément les semences à des profondeurs appropriées et de maintenir un espacement cohérent entre les plantes. Cette pratique contribue à l'augmentation du rendement des cultures et à une meilleure utilisation des ressources.
- **Suivi des rendements et cartographie:** Les systèmes de surveillance des récoltes sont utilisés pour collecter des données sur les rendements des cultures pendant la récolte. Les équipements GPS enregistrent et cartographient les variations de récolte dans les champs, ce qui permet d'obtenir des informations précieuses sur la variabilité spatiale des récoltes. Ces données peuvent être utilisées pour prendre des décisions de gestion spécifiques au site, telles que le réglage des niveaux d'application des intrants et la mise en œuvre de mesures correctives dans les zones à faible rendement.
- **Système de gestion des données et d'aide aux décisions:** Les agriculteurs turcs utilisent des logiciels avancés et des systèmes de gestion des données pour intégrer et analyser diverses sources d'information, notamment les données sur les cultures, les données météorologiques, les données sur les sols et les cartes de rendement. Les systèmes d'aide aux décisions aident les agriculteurs à prendre des décisions éclairées concernant la gestion des intrants, la répartition des cultures, la programmation de l'irrigation et les stratégies de lutte contre

L'adoption des pratiques d'agriculture durable progresse et devrait contribuer à accroître la productivité, à améliorer l'efficacité des ressources et à renforcer la durabilité de l'agriculture. L'AP utilise la technologie et les données, ce qui permet aux agriculteurs d'optimiser leurs opérations, de minimiser l'impact sur l'environnement et d'assurer une gestion plus précise et plus ciblée de leurs cultures.

Source: Say et al. (2018) et Ministère de l'Agriculture et des Forêts de la République de Türkiye (2020)

promouvoir la durabilité environnementale, la résilience et l'innovation afin d'améliorer la productivité. Il est important d'investir dans la formation et de soutenir les agriculteurs pour encourager l'adoption de pratiques agricoles durables. De telles mesures seraient non seulement bénéfiques pour l'environnement et le climat, mais elles amélioreraient également les moyens de subsistance des agriculteurs.

8. **Renforcer le partenariat public-privé pour le développement des infrastructures rurales.**

Le développement des infrastructures joue un rôle crucial dans la croissance, la résilience et le développement rural du secteur agricole. Toutefois, certains pays de l'OCI sont toujours confrontés à des lacunes en matière d'infrastructures qui entravent le développement d'un secteur agricole et alimentaire solide. Pour y remédier, il faut donner la priorité à trois besoins clés en matière d'infrastructures agricoles : les routes rurales et leur accessibilité, le développement des ressources en eau (telles que l'irrigation et les barrages) et l'électricité. L'accès à des infrastructures fiables contribue à accroître la productivité, à améliorer l'accès aux marchés, à réduire les pertes après récolte et à faciliter la circulation efficace des intrants et des produits agricoles.

En outre, des investissements importants sont nécessaires pour améliorer les services d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH), en particulier dans les pays de l'OCI où les taux d'accès sont faibles. Les politiques devraient se concentrer sur l'amélioration de l'accès à l'eau potable et aux installations sanitaires, et sur la promotion de bonnes pratiques de lavage des mains, en mettant particulièrement l'accent sur les communautés marginalisées. L'amélioration durable des services WASH nécessite la participation des communautés, l'égalité des sexes et des collaborations intersectorielles.

La collaboration entre les secteurs public et privé est nécessaire pour atteindre ces objectifs. Le renforcement des partenariats public-privé pour le développement des infrastructures rurales permet de mobiliser les ressources, l'expertise et l'innovation du secteur privé, ce qui se traduit par une réalisation plus efficace des projets, une amélioration de la qualité des services et des résultats durables en matière de développement dans les zones rurales.

Enfin, il est également urgent d'améliorer la coopération entre les pays membres de l'OCI afin de fournir des avantages effectifs et efficaces à la société. La coopération est essentielle pour renforcer la capacité institutionnelle et le partage des connaissances entre les pays membres de l'OCI afin de relever efficacement les défis du secteur agricole et de la sécurité alimentaire. L'investissement dans des programmes d'éducation et de formation pour les fonctionnaires et les professionnels, ainsi que la coopération régionale et internationale, permettent l'échange de bonnes pratiques, le

transfert de technologies et le soutien financier pour améliorer la résilience des systèmes agricoles et alimentaires.

En outre, la coopération entre les pays peut conduire à l'élaboration d'accords commerciaux susceptibles de faciliter les échanges de produits agricoles et de réduire les barrières commerciales, ce qui se traduit par un meilleur accès au marché et des prix plus élevés pour les agriculteurs. L'harmonisation des politiques et des réglementations peut également contribuer à réduire les obstacles au commerce et à faciliter l'accès des producteurs agroalimentaires au financement et à d'autres ressources.

Les pays membres sont invités à s'engager activement dans divers programmes environnementaux organisés par diverses institutions de l'OCI telles que le SESRIC, la Banque islamique de développement (BID), le Comité permanent pour la coopération économique et commerciale (COMCEC), le Comité permanent pour la coopération scientifique et technologique (COMSTECH), l'Organisation du monde islamique pour l'éducation, les sciences et la culture (ISESCO) et l'Organisation islamique pour la sécurité alimentaire (OISA).

# RÉFÉRENCES

- Abbas, G., Ahmad, S., Ahmad, A., Nasim, W., Fatima, Z., Hussain, S., Rehman, M. H. ur, Khan, M. A., Hasanuzzaman, M., Fahad, S., Boote, K. J., & Hoogenboom, G. (2017). Quantification the impacts of climate change and crop management on phenology of maize-based cropping system in Punjab, Pakistan. *Agricultural and Forest Meteorology*, 247, 42–55. <https://doi.org/10.1016/J.AGRFORMET.2017.07.012>
- Acevedo, M., Pixley, K., Zinyengere, N., Meng, S., Tufan, H., Cichy, K., Bizikova, L., Isaacs, K., Ghezzi-Kopel, K., & Porciello, J. (2020). A scoping review of adoption of climate-resilient crops by small-scale producers in low- and middle-income countries. *Nature Plants* 2020 6:10, 6(10), 1231–1241. <https://doi.org/10.1038/s41477-020-00783-z>
- Abegunde, V. O., Sibanda, M., & Obi, A. (2019). The Dynamics of Climate Change Adaptation in Sub-Saharan Africa: A Review of Climate-Smart Agriculture among Small-Scale Farmers. *Climate 2019, Vol. 7, Page 132*, 7(11), 132. <https://doi.org/10.3390/CLI7110132>
- Beintema, N., Pratt, A. N., & Stads, G.-J. (2020). *Key Trends in Global Agricultural Research Investment* (Issue September).
- Chabejong, N. E. (2016). A Review on the Impact of Climate Change on Food Security and Malnutrition in the Sahel Region of Cameroon. *Climate Change Management*, 133–148. [https://doi.org/10.1007/978-3-319-24660-4\\_9/COVER](https://doi.org/10.1007/978-3-319-24660-4_9/COVER)
- COMCEC (2018). COMCEC Agriculture Outlook 2018, Ankara.
- COMCEC (2019). Reviewing Agricultural Trade Policies to Promote Intra-OIC Agricultural Trade, February, 2019, Ankara.FAO. (2008). *An Introduction to the Basic Concepts of Food Security*.
- Davies, Shawn, Therese Pettersson & Magnus Öberg (2023). *Organized violence 1989-2022 and the return of conflicts between states?*. *Journal of Peace Research* 60(4).
- Economist Intelligence Unit (EIU). (2022). Global food security index (GFSI).FAO. (2013). *Enabling environments for agribusiness and agro-industries development: Regional and country perspectives* (Vol. 26, Issue 4).
- FAO. (n.d). Gateway to dairy production and products: Milk production. Retrieved from <https://www.fao.org/dairy-production-products/production/en/FAO>. (2018).

*The future of food and agriculture – Alternative pathways to 2050.*  
<http://www.fao.org/3/I8429EN/i8429en.pdf>

- FAO. (2016). PRACTICE OF CONSERVATION AGRICULTURE IN AZERBAIJAN, KAZAKHSTAN AND UZBEKISTAN (A. Nurbekov, A. Kassam, D. Sydyk, Z. Ziyadullaev, I. Jumshudov, H. Muminjanov, D. Feindel, & J. Turok (eds.)).
- FAO. (2017). The State of Food Security and Nutrition in the World 2017. Building resilience for peace and food security. Rome, FAO. Retrieved from <https://www.fao.org/3/I7695e/I7695e.pdf>
- FAO. (2019). Review of The State of Food Security and Nutrition in the World, 2019. In The State of Food Security and Nutrition in the World 2019. Safeguarding against economic slowdowns and downturns: Vol. Licence: C.
- FAO. (2020a). *Boosting smallholder resilience for recovery Protecting the most vulnerable, promoting economic recovery and enhancing risk management capacities.* 5.  
[http://www.fao.org/fileadmin/templates/nr/sustainability\\_pathways/docs/Factsheet\\_SMALLHOLDERS.pdf](http://www.fao.org/fileadmin/templates/nr/sustainability_pathways/docs/Factsheet_SMALLHOLDERS.pdf).
- FAO. (2020b). *MONTHLY REPORT ON FOOD PRICE TRENDS* (Issue 3).
- FAO. (2021). STATE AND OUTLOOK OF AGROFORESTRY IN ASEAN: Status, Trends and Outlook 2030 and beyond (T. Lin, D. Catacutan, M. van Noordwijk, R. Mulia, E. Simelton, Q. T. Nguyen, R. F. Finlayson, C. N. Rogel, & P. Orencio (eds.)).
- FAO. (2022a). The State of World Fisheries and Aquaculture 2022. Retrieved from <https://www.fao.org/documents/card/en/c/cc0461en>
- FAO. (2022b). The State of Food Security and Nutrition in the World 2022. Repurposing food and agricultural policies to make healthy diets more affordable. Rome, FAO. <https://doi.org/10.4060/cc0639en>
- FAO. (2023). FAOSTAT Database. <https://www.fao.org/faostat/en/#data>
- Farooqi, M.I.H., (2015). Islamic Perspectives. Dates — Wholesome Food for Ramazan. Retrieved from <https://www.milligazette.com/news/islamic-perspectives/12660-dates-wholesome-food-for-ramazan/>
- FAO and UN Water. 2021. Progress on the level of water stress: Global status and acceleration needs for SDG indicator 6.4.2, 2021. Rome. <https://doi.org/10.4060/cb6241en>
- Global Network Against Food Crises, & FSIN. (2022). *2022 Global Report on Food Crises*

- *Joint Analysis for Better Decisions.* 1–227.  
<https://www.wfp.org/publications/global-report-food-crises-2022>
- Hamed, Y., Hadji, R., Redhaouia, B., Zighmi, K., Bâali, F., & El Gayar, A. (2018). Climate impact on surface and groundwater in North Africa: a global synthesis of findings and recommendations. *Euro-Mediterranean Journal for Environmental Integration*, 3(1), 25. <https://doi.org/10.1007/s41207-018-0067-8>
- Ismail, A. (2020). Dates mentioned in Quran and its astonishing health benefits. Retrieved from <https://www.siasat.com/dates-mentioned-in-quran-and-its-astonishing-health-benefits-1920670/>
- IMF. (2022). *World Economic Outlook: Countering the Cost-of-Living Crisis* (October, Issue May).
- Jenane, C. & Oredipe, A.A. (2022). Delivering development: collaboration the key to success in Nigeria's FADAMA projects. World Bank Blogs. <https://blogs.worldbank.org/nasikiliza/delivering-development-collaboration-key-success-nigerias-fadama-projects>
- IPCC. (2019). Food Security. *Food Security. In: Climate Change and Land: An IPCC Special Report on Climate Change, Desertification, Land Degradation, Sustainable Land Management, Food Security, and Greenhouse Gas Fluxes in Terrestrial Ecosystems*, 437–550. <https://burundi-food-securityhealthywealthywise.weebly.com/food-security.html>
- IPCC. (2021). Summary for Policymakers. In: *Climate Change 2021: The Physical Science Basis. Contribution of Working Group I to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*. In *Cambridge University Press*. <https://doi.org/10.1017/9781009157896.001>
- Jack, B. K. (2011). Market inefficiencies and the adoption of agricultural technologies in developing countries. In *White paper, Agricultural Technology Adoption Initiative, J-PAL (MIT) and CEGA (UC Berkeley)*. <https://doi.org/10.1109/ICTS.2015.7379882>
- Jansen, D. C. (2013). Employment , Productivity , and Trade in Developing-Country Agriculture. *Shared Harvests: Agriculture, Trade, and Employment, 2011*, 31–71.
- Jie, C., Jing-zhang, C., Man-zhi, T., & Zi-tong, G. (2002). Soil degradation: a global problem endangering sustainable development. *Journal of Geographical Sciences*, 12(2), 243–252. <https://doi.org/10.1007/BF02837480>
- Kaufmann, D., Kraay, A., Mastruzzi, M., Dunn, G., Karatnycky, A., Fullenbaum, R.,

- Williamson, A., Bellver, A., Weber, S., Cingranelli, D., Richards, D., Writer, R., Wolkers, M., McLiesh, C., Gibney, M., MacCormac, C., Seligson, M., Kite, E., Hart, E., ... Cieslikowsky, D. (2005). *Governance Matters IV: Governance Indicators for 1996-2004 We would like to thank S. Radelet for excellent feedback, and M.* <http://econ.worldbank.org/www.worldbank.org/wbi/governance/govdata/TheAppendicesandthesynthesisofthepaperareavailableat:www.worldbank.org/wbi/governance/pubs/govmatters4.html>.
- Ketiemi, P., Makeni, P. M., Maranga, E. K., & Omondi, P. A. (2017). Integration of climate change information into drylands crop production practices for enhanced food security: A case study of Lower Tana Basin in Kenya. *African Journal of Agricultural Research*, 12(20), 1763–1771. <https://doi.org/10.5897/ajar2016.11506>
- Lio, M., & Liu, M. C. (2008). Governance and agricultural productivity: A cross-national analysis. *Food Policy*, 33(6), 504–512. <https://doi.org/10.1016/J.FOODPOL.2008.06.003>
- Lowder, S. K., Sánchez, M. V., & Bertini, R. (2021). Which farms feed the world and has farmland become more concentrated? *World Development*, 142, 105455. <https://doi.org/10.1016/J.WORLDDEV.2021.105455>
- Mahmood, R., Jia, S., & Zhu, W. (2019). *Analysis of climate variability, trends, and prediction in the most active parts of the Lake Chad basin, Africa*. Scientific Reports, 9(1), 1–18. <https://doi.org/10.1038/s41598-019-42811-9>
- Malak, A. (2022, September 2). *Challenges Remain for Agricultural Sector in Libya: Ways Forward*. Retrieved from <https://timep.org/2022/09/02/challenges-remain-for-agricultural-sector-in-libya-ways-forward/>
- Marinoudi, V., Sørensen, C. G., Pearson, S., & Bochtis, D. (2019). Robotics and labour in agriculture. A context consideration. *Biosystems Engineering*, 184, 111–121.
- Mohammed, F., Barrowclough, M. J., Kibler, M. L., & Boerngen, M. A. (2020). *Measuring usage of formal financial services as a proxy for financial inclusion: A case of agricultural households in Ghana*. *Agricultural Finance Review*, 80(4), 471–489. <https://doi.org/10.1108/AFR-09-2019-0096/FULL/XML>
- Mohammed, S. A., Alkerdi, A., Nagy, J., & Harsányi, E. (2020). Syrian crisis repercussions on the agricultural sector: Case study of wheat, cotton and olives. *Regional Science Policy & Practice*, 12(3), 519–537
- OECD (2015). *Issues in Agricultural Trade Policy: Proceedings of the 2014 OECD Global*

Forum on Agriculture, OECD Publishing, Paris.

Republic of Türkiye Ministry of Agriculture and Forestry. (2020). *Fostering Digital Agriculture in Europe and Central Asia - Status of Digital Agriculture in TURKEY. Webinar Presentation.* [https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/Europe/Documents/Events/2020/Series\\_of\\_Webinars/Turkey\\_-\\_HilalARwebinar.pdf](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/Europe/Documents/Events/2020/Series_of_Webinars/Turkey_-_HilalARwebinar.pdf)

Rohne Till, E. (2022). *The Role of Agriculture in Economic Development BT - Agriculture for Economic Development in Africa: Evidence from Ethiopia* (E. Rohne Till (ed.); pp. 9–17). Springer International Publishing. [https://doi.org/10.1007/978-3-031-07901-6\\_2](https://doi.org/10.1007/978-3-031-07901-6_2)

Say, S. M., Keskin, M., Sehri, M., & Sekerli, Y. E. (2018). Adoption of precision agriculture technologies in developed and developing countries. *The Online Journal of Science and Technology*, 8(1), 7–15.

SESRIC. (2019). *OIC Health Report 2019*.

SESRIC. (2021a). *Agriculture and Food Security in OIC Countries 2020*.

SESRIC. (2021b). *OIC Environment Report 2021*.

SESRIC. (2021c). *OIC Water Report 2021: Towards Sustainable Water Management*.

SIDA. (2015). Women, water, sanitation, and hygiene. Gender Tool Box Brief.

Sibhatu, K. T., Arslan, A., & Zucchini, E. (2022). *The effect of agricultural programs on dietary diversity and food security: Insights from the smallholder productivity promotion program in Zambia.* *Food Policy*, 113. <https://doi.org/10.1016/J.FOODPOL.2022.102268>

Sinha, S., Holmberg, J., & Thomas, M. (2013). What works for market development: A review of the evidence - Sida. *UTV Working Paper 2013:1*. <http://www.oecd.org/derec/sweden/What-works-for-market-development-a-review-of-the-evidence.pdf>  
[http://www.sida.se/English/publications/Publication\\_database/publications-by-year/2013/december/what-works-for-market-development-a-review-of-the-evidence/](http://www.sida.se/English/publications/Publication_database/publications-by-year/2013/december/what-works-for-market-development-a-review-of-the-evidence/)

UN. (2020). *The Sustainable Development Goals Report 2020*. <https://doi.org/10.4324/9781003099680-3>

UNICEF. (2006). UNICEF WASH annual report 2006.

UNICEF. (2022). WASH in the new UNICEF Strategic Plan 2022–2025 retrieved from



[https://www.unicef.org/media/119056/file/WASH%20in%20the%20new%20UNICEF%20Strategic%20Plan\\_Summary.pdf](https://www.unicef.org/media/119056/file/WASH%20in%20the%20new%20UNICEF%20Strategic%20Plan_Summary.pdf)

UNICEF. (2023). Levels and trends in child malnutrition UNICEF / WHO / World Bank Group Joint Child Malnutrition Estimates Key findings of the 2023 edition. Retrieved from <https://data.unicef.org/resources/jme-report-2023/>

UNDP-UNEP. (2012). *The Economics of Land Degradation for the Agriculture Sector in Tajikistan*.

WFP and FAO. 2023. Hunger Hotspots. FAO WFP early warnings on acute food insecurity, June 2023 to November 2023 outlook. Rome. <https://doi.org/10.4060/cc6206en>

WHO. (2020). Global action plan on child wasting: a framework for action to accelerate progress in preventing and managing child wasting and the achievement of the Sustainable Development Goals. Retrieved from <https://www.who.int/publications/m/item/global-action-plan-on-child-wasting-a-framework-for-action>

World bank. (2022). The Global Findex Database 2021: Financial Inclusion, Digital Payments, and Resilience in the Age of COVID-19. In *The Global Findex Database*. <https://www.worldbank.org/en/publication/globalfindex>

Yamauchi, F. (2016). The Effects of Improved Roads on Wages and Employment: Evidence from Rural Labour Markets in Indonesia. *The Journal of Development Studies*, 52(7), 1046–1061. <https://doi.org/10.1080/00220388.2015.1121242>

# ANNEXES

## Annexe I: Classifications des pays

### Pays membres de l'OCI (57):

AFG	Afghanistan	GAB	Gabon	MDV	Maldives	SDN	Soudan
ALB	Albanie	GMB	Gambie	MLI	Mali	SUR	Surinam
DZA	Algérie	GIN	Guinée	MRT	Mauritanie	SYR	Syrie*
AZE	Azerbaïdjan	GNB	Guinée-Bissau	MAR	Maroc	TJK	Tadjikistan
BHR	Bahreïn	GUY	Guyana	MOZ	Mozambique	TGO	Togo
BGD	Bangladesh	IDN	Indonésie	NER	Niger	TUN	Tunisie
BEN	Béniin	IRN	Iran	NGA	Nigéria	TUR	Türkiye
BRN	Brunei Darussalam	IRK	Irak	OMN	Oman	TKM	Turkménistan
BFA	Burkina Faso	JOR	Jordanie	PAK	Pakistan	UGA	Ouganda
CMR	Cameroun	KAZ	Kazakhstan	PSE	Palestine	ARE	Émirats Arabes Unis
TCD	Tchad	KWT	Koweït	QAT	Qatar	UZB	Ouzbékistan
COM	Comores	KGZ	Kirghizstan	SAU	Ar. Saoudite	YEM	Yémen
CIV	Côte d'Ivoire	LBN	Liban	SEN	Sénégal		
DJI	Djibouti	LBY	Libye	SLE	Sierra Leone		
EGY	Égypte	MYS	Malaisie	SOM	Somalie		

\* La Syrie est provisoirement retirée des pays membres de l'OCI.

Note: Les codes pays sont basés sur les codes alpha-3 de la norme ISO 3166-1.

### Pays en développement non membres de l'OCI (98):

Angola	Dominique	Madagascar	São Tomé et Príncipe
Antigua-et-Barbuda	République Dominicaine	Malawi	Serbie
Argentine	Équateur	Îles Marshall	Seychelles
Arménie	Salvador	Îles Maurice	Les îles Salomon
Les Bahamas	Guinée Équatoriale	Mexique	Afrique du Sud
Barbade	Érythrée	Micronésie	Soudan du sud
Biélorussie	Éthiopie	Moldavie	Sri Lanka
Bélize	Fidji	Mongolie	Saint-Kitts-et-Nevis
Bhoutan	Géorgie	Monténégro	Sainte Lucie
Bolivie	Ghana	Myanmar	Saint-Vincent-et-les Grenadines
Bosnie et Herzégovine	Grenade	Namibie	Swaziland
Botswana	Guatemala	Nauru	Tanzanie
Brésil	Haïti	Népal	Thaïlande
Bulgarie	Honduras	Nicaragua	Timor-Leste
Burundi	Hongrie	Palaos	Tonga
Cap Vert	Inde	Papouasie Nouvelle Guinée	Trinidad et Tobago
Cambodge	Jamaïque	Paraguay	Tuvalu
République centrafricaine	Kenya	Pérou	Ukraine
Chili	Kiribati	Philippines	Uruguay
Chine	Kosovo	Pologne	Vanuatu
Colombie	R.D.P. du Laos	Roumanie	Venezuela
Rép. Dém. du Congo	Lesotho	Russie	Vietnam

République du Congo	Liberia	Rwanda	Zambie
Costa Rica	Macédoine du Nord	Samoa	Zimbabwe
Croatie	Panama		
<b>Pays développés** (39):</b>			
Australie	Allemagne	Lituanie	Singapour
Autriche	Grèce	Luxembourg	République slovaque
Belgique	Hong Kong	Macao	Slovénie
Canada	Islande	Malte	Espagne
Chypre	Irlande	Pays-bas	Suède
République Tchèque	Israël	Nouvelle-Zélande	Suisse
Danemark	Italie	Norvège	Taiwan
Estonie	Japon	Portugal	Royaume-Uni
Finlande	Rép. de Corée,	Puerto Rico	États-Unis
France	Lettonie	Saint Marin	

\*\* Basé sur la liste des pays avancés classés par le FMI.

## Classification du revenu des pays membres de l'OCI

### Revenu bas (16)

Afghanistan	Mozambique	Ouganda
Burkina Faso	Niger	Yémen
Tchad	Sierra Leone	
Gambie	Somalie	
Guinée	Soudan	
Guinée-Bissau	Syrie*	
Mali	Togo	

\*La Syrie est provisoirement retirée des pays membres de l'OCI.

### Revenu moyen inférieur (20)

Algérie	Égypte	Pakistan
Bangladesh	Indonésie	Palestine
Bénin	Iran	Sénégal
Cameroun	Kirghizstan	Tadjikistan
Comores	Mauritanie	Tunisie
Côte d'Ivoire	Maroc	Ouzbékistan
Djibouti	Nigéria	

### Revenu moyen supérieur (14)

Albanie	Jordanie	Maldives
Azerbaïdjan	Kazakhstan	Surinam
Gabon	Liban	Türkiye
Guyana	Libye	Turkménistan
Irak	Malaisie	

### Revenu élevé (7)

Bahreïn	Oman	Émirats Arabes Unis
Brunei Darussalam	Qatar	
Koweït	Ar. Saoudite	

